

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Maris et pères devant les tribunaux civils québécois, 1900-1920

par
GUILLAUME SAUDRAIS
Bachelier ès arts (Histoire)
de l'Université de Sherbrooke

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
pour obtenir
LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke
Janvier 2010

I - 2400



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-61462-4
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-61462-4

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Composition du jury

Maris et pères devant les tribunaux civils québécois, 1900-1920

Guillaume Saudrais

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Peter Gossage, co-directeur de recherche
Department of History, Concordia University

Thierry Nootens, co-directeur de recherche
Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières

Louise Bienvenue
Département d'histoire, Université de Sherbrooke

Christine Hudon
Département d'histoire, Université de Sherbrooke

RÉSUMÉ

Nous analysons dans ce mémoire de maîtrise les rencontres entre certaines normes juridiques reliées à la condition d'époux ou de père et les aléas de la vie en société au début du XX^e siècle (rupture, échec), ainsi que la manière dont ces rencontres sont gérées par les tribunaux civils de la province. Nous suggérons que le droit va au-delà de sa fonction première de résolution de conflits et qu'une des opérations fondamentales des tribunaux québécois du temps est la ré-attribution de rôles et de ressources en cas de conflits familiaux, de rupture ou d'accident. Nous appliquons cette grille d'analyse à trois concepts juridiques : les demandes de pension alimentaire, de garde d'enfant et les actions en dommages. Nous analysons la façon dont agit la justice, par ses décisions, sur la famille québécoise et en particulier sur les pères et la paternité de cette époque.

Les différents chapitres sont déterminés par des conjonctures conflictuelles qui relèvent simultanément de certains moments particuliers du cycle de vie familiale et de questions juridiques précises. Il est tout d'abord indéniable que les tribunaux considèrent le père comme principal pourvoyeur de sa femme et de ses enfants. Toutefois, les jugements produits dans les requêtes de pensions alimentaires apparaissent comme une stratégie employée par les juges pour assurer la survie des noyaux familiaux durement touchés par les situations précaires causées par le départ du père de famille. En regard des compensations offertes dans le cadre d'actions en dommages intentées par le père lorsque son enfant est blessé ou tué, les tribunaux considèrent que les enfants comblent en partie le rôle de pourvoyeur qui incombe au père de famille.

Un important changement sur le plan des intérêts que désirent défendre les tribunaux aux prises avec les cas de garde d'enfant est perceptible dans la jurisprudence. L'intérêt des enfants est désormais un argument ayant beaucoup plus de poids aux yeux des juges, ce qui se traduit généralement par une perte d'importance accordée à la question de la puissance paternelle. Dans ce contexte, la garde des enfants est de moins en moins accordée aux pères. Dans le cas du choix de la profession, de l'époux ou de l'éducation de l'enfant, la Cour n'hésite pas à empiéter sur l'autorité paternelle si elle considère que les choix du père sont discutables ou néfastes pour ses enfants.

Finalement, la prépondérance accordée à la sauvegarde de l'intérêt des enfants relativise l'importance du devoir de pourvoyeur dans la représentation de la paternité adéquate. Le bon père est toujours perçu comme un bon pourvoyeur, mais pas aux dépens d'autres variables maintenant prises en compte par les tribunaux, notamment le fait d'être en mesure d'éduquer les enfants et de démontrer une certaine proximité affective envers eux.

Mots-clés : droit, famille, paternité, père, pourvoyeur, puissance paternelle

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mes parents. Sylvie, tu as toujours su trouver les mots pour que je persévère. Tu me montres encore aujourd'hui à quel point tu es forte. Henri, tu es pour moi beaucoup plus qu'un pourvoyeur : tu es mon modèle.

Merci à mes deux directeurs, qui forment à n'en point douter une équipe hors pair. Peter, tu as su me guider avec bienveillance tout au long de mon cheminement. Thierry, merci pour ta rigueur : tu m'as constamment poussé à me dépasser.

Je remercie Charles, un ami fidèle! Tu m'as accompagné tout au long de mon cheminement académique. Colocataire, lecteur, correcteur, conseiller juridique, confident : tu m'as toujours conseillé, encouragé et ce, même lors des moments moins heureux. Je ne l'oublierai jamais.

Merci à ma Marie-Pier. De mirage, tu es devenue ma réalité. Tu me rends heureux et tu fais de moi une meilleure personne. Je t'aime.

Merci au personnel de la *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, et spécialement à Pierre Beaulieu : ta compétence m'a évité de nombreux maux de tête.

Finalement, merci au *Conseil de recherches en sciences humaines du Canada* (CRSH) et au *Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture* (FQRSC) pour leur appui financier considérable.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
INTRODUCTION	1
Problématique et cadre théorique	6
Historiographie	11
Sources.....	21
Méthodologie	26
Plan de la démonstration.....	29
CHAPITRE 1 Pensions alimentaires : symbole du père pourvoyeur ou stratégie de sauvegarde du noyau familial	31
1.1 Lorsque le mari fait défaut.....	33
1.2 Les cas de pension alimentaire demandée au beau-père.....	39
1.2.1 Hiérarchie au sein des pourvoyeurs	42
1.2.2 Une responsabilité qui n'est pas absolue	45
1.2.3 Quand le confort du foyer se substitue à la pension alimentaire	47
1.2.4 La faute de la femme : un argument pour se substituer à son devoir de pourvoyeur	50
1.3 Le père naturel : un pourvoyeur même hors mariage	52
1.3.1 Comment prouver l'improuvable.....	53
1.3.2 Le père naturel : un pourvoyeur comme les autres	60
CHAPITRE 2 La garde des enfants : quand la puissance paternelle cède le pas à l'intérêt de l'enfant.....	65
2.1 Critères juridiques et liens sociaux	66
2.1.1 Ce que l'enfant veut, la Cour veut : quand la volonté de l'enfant sonne le glas du bref d'habeas corpus en matière de droit de garde	68
2.1.2 La question de l'intérêt des enfants	75

2.1.3 De l'intérêt de l'enfant lorsque le père a de l'aide.....	81
2.1.4 Le lien de sang et le droit de garde des enfants	83
2.2 La garde des enfants et la représentation du père de famille adéquat.....	89
2.2.1 Être un bon pourvoyeur	93
2.2.2 Élever ses enfants convenablement	96
2.2.3 Un modèle de religiosité	98
2.2.4 Avoir de bonnes relations avec son enfant	100
2.2.5 Avoir de bonnes mœurs et une moralité irréprochable.....	104
 CHAPITRE 3 La puissance paternelle face aux choix et aux faits et gestes des enfants.....	 110
3.1 Le père confronté aux choix de ses enfants	110
3.1.1 Le travail de père en fils : le choix de l'emploi chez l'enfant mineur	111
3.1.2 Oui, je le veux? Prérogatives du père sur le choix de l'époux.....	114
3.1.3 Du choix de l'éducation des enfants	119
3.2 La responsabilité du père	123
3.2.1 Les dommages causés par l'enfant	124
3.2.2 Les dommages causés à l'enfant.....	133
3.3 L'administration des biens des enfants.....	136
 CHAPITRE 4 La notion de pourvoyeur à l'épreuve des générations	 142
4.1 Enfants blessés ou enfants tués : quand la perte d'un enfant se négocie	142
4.1.1 Dommages accordés pour l'argent investi.....	144
4.1.2 Dommages réclamés pour l'argent que rapporte l'enfant.....	146
4.1.3 Une aide pour les vieux jours	151
4.1.4 Valeur sentimentale de l'enfant	152
4.2 Le père dépendant, en fin de vie	154
4.2.1 Les liens de parenté et les devoirs envers le père âgé.....	154
4.2.2 Sauvegarder l'intérêt des patriarches.....	158
4.2.3 Moralité et survie quotidienne	161
 CONCLUSION	 167
 BIBLIOGRAPHIE	 172

INTRODUCTION

Nous désirons éclairer dans ce mémoire l'aspect juridique de l'histoire des pères et de la paternité au Québec pour la période allant de 1900 à 1920. Pour ce faire, nous étudions des litiges familiaux ayant fait jurisprudence qui relèvent des droits ou des devoirs des pères de famille. Nous analysons les rencontres entre certaines normes juridiques reliées à la condition d'époux ou de père et les aléas de la vie en société au début du XX^e siècle (rupture, échec), ainsi que la manière dont ces rencontres sont gérées par les tribunaux civils de la province.

Le choix de cet objet d'étude provient d'un double constat. D'importants questionnements sociaux et juridiques sur la paternité contemporaine ainsi que la modeste place accordée à cette question dans l'historiographie québécoise rendent cette étude très pertinente.

Notre intérêt pour la question de la paternité a été suscité dans un premier temps par les récentes redéfinitions de cette notion. D'un point de vue social, la hausse fulgurante des divorces depuis les quarante dernières années¹ ainsi que l'augmentation concomitante des familles recomposées ont induit d'importants changements sur le plan des

¹ Institut de la statistique du Québec, *Nombre de divorces et indice synthétique de divortialité, Québec, 1969-2005* [en ligne], Québec, Gouvernement du Québec, dernière mise à jour en 2009, http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/etat_matrm_marg/6p4.htm, page consultée le 2 août 2009.

dynamiques et des structures familiales et de la définition de la paternité². Ces questions nous interpellent, d'autant plus qu'elles furent à quelques reprises relayées dans les médias par certains mouvements³, symptômes d'un malaise dans une frange de la population. Aussi, la définition sociale, juridique et même biologique de la paternité est entraînée, grâce aux progrès dans le domaine des sciences de la vie, vers des zones qui étaient récemment inexplorées, notamment avec l'émergence de nouvelles techniques de procréation⁴. L'adoption internationale tout comme les revendications pour le droit des conjoints de même sexe d'adopter des enfants sont d'autres exemples de pratiques qui interpellent la vision traditionnelle de la paternité. Tous ces exemples pointent vers une redéfinition de l'expérience paternelle.

D'un point de vue historiographique, l'histoire de la paternité, qui est le prolongement logique de nouveaux intérêts scientifiques qui apparaissent dans les années 1980 et 1990, notamment l'histoire du genre et l'histoire des identités, est un champ de recherche qui offre de riches perspectives et qui est, somme toute, très peu exploité au Québec. C'est d'ailleurs cette lacune qui amena Peter Gossage à entreprendre un vaste projet de recherche ciblant l'expérience et les représentations des pères et de la paternité au Québec entre le tournant du XX^e siècle et le début de la Révolution tranquille. Le présent mémoire s'inscrit directement dans ce projet, puisqu'il touche à l'un des axes de

² Daniel Dagenais, *La fin de la famille moderne : signification des transformations contemporaines de la famille*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, p. 244-249.

³ Voir par exemple *Fathers-4-Justice*, qui est probablement le plus médiatisé. Fathers-4-Justice, *Fathers-4-Justice Canada* [en ligne], Montréal, créé en 2004, dernière mise à jour en 2009, <http://www.fathers-4-justice.ca/fr/action.html>, page consultée le 2 août 2009.

⁴ Frédérique Granet, « Le père au regard du droit », dans Jean Delumeau, et Daniel Roche (dir.), *Histoire des Pères et de la Paternité*, Paris, Larousse, 2000, p. 439-441.

recherche de Gossage – l’aspect juridique de la paternité – pour une période plus restreinte.

Cette étude des confrontations entre normes juridiques et circonstances vécues par la population ayant recours au système juridique du début du XX^e siècle est également justifiée par les bouleversements structurels importants que connaît la société québécoise à cette époque. Cette période est qualifiée par Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert d’« âge d’or du capitalisme »⁵, qui est notamment marquée par une montée en force de la production manufacturière concentrée à Montréal, mais présente dans de nombreuses villes québécoises⁶. Cela entraîne un important exode rural, à un point tel que la proportion de Québécois vivant en ville passe du tiers au début du XX^e siècle à plus de la moitié en 1921⁷. Cela transforme nécessairement l’économie familiale, la vie matérielle et la dynamique des familles de cette époque. D’ailleurs, une reconfiguration du monde du travail est observable entre la seconde moitié du XIX^e et le début du XX^e siècle, alors que la famille n’est plus l’unité de production de base de la société. Pères et enfants sont de plus en plus nombreux à travailler dans des manufactures, délaissant l’agriculture et augmentant la masse des salariés⁸. Cette situation est caractérisée par l’insuffisance des revenus pour la classe ouvrière non qualifiée, ce qui se traduit par des logements insalubres et des conditions de vie difficiles⁹. Le fait que les enfants travaillent de plus en plus à l’extérieur du domicile

⁵ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 1 : *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 399.

⁶ *Ibid.* p. 537.

⁷ *Ibid.* p. 469.

⁸ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d’industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 25-32.

⁹ P.-A. Linteau, *Histoire du Québec contemporain*, p. 567-576.

familial et qu'ils reçoivent un salaire contribuerait-il à leur émancipation face à l'autorité paternelle? Édith Deleury, Jean-Marc Neault et Michèle Rivet observent que « [p]rivé de l'occasion de leur commander au travail, il leur commande avec moins d'efficacité à leur retour au foyer. L'emploi d'un salaire gagné sans le concours du chef de famille échappe facilement à son contrôle¹⁰. »

Malgré tout, Brian Young considère que ces transformations cohabitent avec une vision juridique conservatrice des rapports familiaux¹¹. D'ailleurs, le Code civil du Bas-Canada (ci-après Code civil), qui est en vigueur dès 1866, traduit le conservatisme du législateur sur le plan du droit familial. Cette loi profondément patriarcale donne aux maris et aux pères de famille des pouvoirs étendus sur leur femme et leurs enfants¹². C'est une transposition du conservatisme en vigueur dans le droit québécois d'avant la codification¹³. Malgré que le droit de cette époque n'ait subi que peu de modifications, le début du XX^e siècle est témoin de certaines tentatives de réforme. En ce qui concerne les questions du droit des femmes, le *Montreal Local Council of Women*, fondé en 1893, milite pour que les femmes reçoivent une meilleure éducation ou obtiennent le droit de vote¹⁴. Siégeant à ce conseil, Marie Lacoste Gérin-Lajoie est elle aussi une figure de proue du mouvement féministe de cette époque. Elle milite, notamment par la publication d'un *Traité de droit usuel*, pour le droit des femmes et contre la situation

¹⁰ Édith Deleury, Michèle Rivet et Jean-Marc Neault, « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité », *Les Cahiers de droit*, vol. 15 (1974), p. 847.

¹¹ Brian Young, *The Politics of Codification : The Lower Canadian Civil Code of 1866*, Montreal, Osgoode Society for Canadian Legal History / McGill-Queen's University Press, 1994, p. 174.

¹² Cynthia S. Fish, « La puissance paternelle et les cas de garde d'enfants au Québec, 1866-1928 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 511.

¹³ B. Young, *The Politics of Codification*, p. 178-179.

¹⁴ Le Conseil national des femmes du Canada, *National Council of Women of Canada* [en ligne], NCWA, créé en 2002, dernière mise à jour en 2009, http://www.ncwc.ca/aboutUs_history.html, consulté le 3 août 2009.

d'infériorité que le Code civil impose aux femmes mariées¹⁵. Elle est l'une des fondatrices, en 1907, de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste qui milite elle aussi pour que les femmes obtiennent le droit de vote¹⁶. Ces mouvements en faveur du droit des femmes mènent en 1929 à la Commission Dorion qui se penche sur les droits civils des femmes au Québec, et plus précisément sur ceux des femmes mariées¹⁷. Ces quelques modifications sur le plan du droit des femmes ont nécessairement des impacts sur les conceptions de la puissance paternelle.

Certains changements s'effectuent également en ce qui concerne le droit des enfants. Le Code civil accorde très peu de droits aux enfants, qui sont plutôt considérés comme la « propriété » du père de famille¹⁸. *A contrario*, Cynthia Fish remarque de son côté l'importance accordée à l'intérêt des enfants dans les décisions des juges dans les cas de garde d'enfant entre 1890 et 1910¹⁹. Cette importance nouvelle est concrétisée, sur le plan international, par la Déclaration des droits de l'enfant de 1924, aussi appelée la Déclaration de Genève²⁰, qui reconnaît que « l'Humanité doit donner à l'Enfant ce

¹⁵ Maryse Darsigny, *et al.* (dir.), *Ces femmes qui ont bâti Montréal*, Montréal, Remue-ménage, 1994, p. 151.

¹⁶ Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec : la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 3 (hiver 1999) p. 6-10.

¹⁷ Micheline Dumont, *et al.*, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 2^e éd. (1985), 646 p.

¹⁸ Renée Joyal, « L'évolution des modes de contrôle de l'autorité parentale et son impact sur les relations entre parents et enfants dans la société québécoise », *International Journal of Canadian Studies*, numéro hors série (hiver 1993), p. 74.

¹⁹ C. S. Fish, « La puissance paternelle », p. 515-516.

²⁰ L'Association Internet pour la promotion des droits de l'homme, *aidh.org : l'éducation aux droits de l'homme en français* [en ligne], Genève, Aidh-Genève, créé en 2000, dernière mise à jour en 2009, http://www.aidh.org/DE/DE_decla_03.htm, page consultée le 3 août 2009.

qu'elle a de meilleur, affirm[er] leurs [les hommes et les femmes de toutes les nations] devoirs, en dehors de toute considération de race, de nationalité, de croyance²¹. »

Finalement, l'État occupe de plus en plus de place dans des sphères traditionnellement réservées à la famille, notamment en éducation. Une modernisation sensible du système d'éducation est notamment perceptible par la mise sur pied d'un réseau d'enseignement technique et professionnel²² et d'un programme secondaire public et par la révision du programme d'enseignement au primaire²³. L'État veille donc de près à l'éducation des enfants, ce qui modifie à nouveau, après les questions économiques abordées plus haut, la relation traditionnelle entre le père et ses enfants. L'Église est elle aussi graduellement remplacée par l'État, sous la forme d'organismes, d'appareils d'État et par des législations sur la question de l'enfance²⁴.

Problématique et cadre théorique

Cela nous mène à nous questionner sur l'expérience vécue par les pères de famille en situation de conflits familiaux lorsque ceux-ci sont portés devant les tribunaux au début du XX^e siècle. Pour ce faire, nous déterminons comment sont mis en œuvre et négociés certains concepts juridiques en regard de l'autorité paternelle dans les litiges sélectionnés et nous relevons quelques tendances se dessinant dans l'évolution du traitement de ces normes juridiques par les tribunaux.

²¹ *Ibid.*, préambule de la Déclaration de Genève.

²² P.-A. Linteau, *Histoire du Québec contemporain*, p. 611-618.

²³ Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, p. 124.

²⁴ R. Joyal, « L'évolution des modes de contrôle », p. 74-75.

Nous suggérons dans ce mémoire que le droit va au-delà de sa fonction première de résolution de conflits et qu'une des opérations fondamentales des tribunaux québécois est la ré-attribution de rôles et de ressources en cas de conflits familiaux, de rupture ou d'accident. Pour illustrer ceci, nous nous employons à montrer comment sont appliqués ou négociés, de façon concrète dans la société, certains concepts juridiques. Nous analysons ensuite la façon dont agit la justice, par ses décisions, sur la famille québécoise et en particulier sur les pères et la paternité de cette époque.

Cette interrogation met au premier plan les rôles et statuts familiaux, de même que l'économie familiale particulière du temps. Nous avons relevé trois catégories de litiges susceptibles de permettre une telle étude : les demandes de garde d'enfant, les actions en dommages et les requêtes de pension alimentaire. L'analyse de ces catégories de litiges permet de révéler comment se négocie et se résout la rencontre de différentes logiques, économique, familiale et juridique. Nous pourrions situer la paternité dans l'environnement économique de l'époque, notamment grâce aux actions en dommages, qui peuvent parfois offrir un regard sur le monde du travail, mais qui renseignent presque toujours sur l'économie familiale du temps. Un examen des normes applicables aux rôles et aux statuts familiaux est également possible au moyen des cas de garde d'enfant, alors que des représentations de bons et de mauvais pères sont présentées en preuve. Enfin, il est possible grâce aux diverses requêtes de pension alimentaire de tracer un portrait de la hiérarchie des pourvoyeurs dans la famille et d'éclairer par le fait même les structures et les cycles de vie familiale du temps.

Les réflexions proposées dans ce mémoire se réclament de trois concepts théoriques principaux : le genre, le droit et la famille. Nous empruntons à Joan Scott sa définition du concept de genre que nous exploitons tout au long de ce mémoire. D'une façon générale, le genre est « une manière de se référer à l'organisation sociale de la relation entre les sexes²⁵. » L'utilisation de ce concept permet de rejeter tout déterminisme biologique dans la définition de l'idée d'homme ou de femme, de père ou de mère, et de mettre l'accent sur l'importance de la construction sociale des rôles attribués à chaque sexe. C'est ce que Scott qualifie de « catégorie sociale imposée sur un corps sexué²⁶. » Ollivier Hubert explique qu'intégrer le concept de genre dans une étude historique signifie admettre la « construction culturelle et historique des identités sexuées et plus généralement le caractère particulièrement prégnant de la division du monde sur la base d'un partage entre ce qui est réputé masculin et ce qui est réputé féminin²⁷. » Nous tentons dans ce mémoire de décrire le fonctionnement de ces rapports genrés, dans l'optique de la paternité, au sein des tribunaux civils du Québec au début du XX^e siècle.

Le concept de droit, qui est central dans ce mémoire, fait l'objet de nombreux débats quant à sa définition et quant à son impact sur la société. Dans un ouvrage abordant la question du rapport entre le droit et les changements sociaux, Sally Falk Moore résume les deux visions dominantes avant de prendre elle-même position²⁸. Elle explique que

²⁵ Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Cahiers du GRIF*, nos 37-38 (printemps 1988), p. 41.

²⁶ *Ibid.*, p. 45.

²⁷ Ollivier Hubert, « "Féminin/masculin : l'histoire du genre" », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 473.

²⁸ Sally Falk Moore, *Law as Process. An Anthropological Approach*, Oxford, James Currey, 2000, p. 54-78.

Roscoe Pound perçoit le droit comme l'outil par excellence pour modeler la société²⁹, alors que Glynn Cochrane, quelques années plus tard, montre que c'est plutôt la « society that controls law and not the reverse³⁰. » Moore adopte avec beaucoup de recul une position médiane, empruntée à Philip Selznick, admettant la « general interdependence of law and society³¹. » Tout en admettant cette position médiane, nous considérons, comme Cynthia Fish, que « les systèmes de justice sont des systèmes culturels, tout à la fois artisans d'une normativité et révélateurs des évolutions dans la perception des rôles sociaux³². »

D'un point de vue méthodologique, les historiens s'étant penchés, depuis les 30 dernières années, sur l'histoire sociale du droit observent que l'influence du droit sur les structures familiales et la reproduction sociale de l'époque est difficilement observable, en raison de ce que Jean-Philippe Garneau qualifie, pour l'époque préindustrielle, de « cadre juridique distant et en décalage par rapport aux réalités familiales »³³. Théorie et pratique ne correspondent donc pas exactement, c'est ce que Boaventura de Sousa Santos qualifie de paradigme de correspondance/non-correspondance³⁴. Il s'agit d'une limite importante nous empêchant de bien appréhender la complexité du rapport droit et société. Nous tentons d'éviter cet écueil en accordant une attention particulière aux dossiers judiciaires originaux, qui contiennent les témoignages de la population et nous

²⁹ Roscoe Pound, « Contemporary Juristic Theory », dans D. Lloyd (dir.), *Introduction to Jurisprudence*, London, Stevens, 1965, p. 247-252.

³⁰ Glynn Cochrane, *Development Anthropology*, New York, Oxford University Press, 1971, p. 93-94.

³¹ Philip Selznick, « The Sociology of Law », dans R. K. Merton, et L. S. Cottrell (dir.), *Sociology Today : Problems and Prospects*, New York, Basic Books, 1959, p. 115.

³² O. Hubert, « "Féminin/masculin : l'histoire du genre" », p. 476.

³³ Jean-Philippe Garneau, « Droit et "affaires de famille" sur la Côte-de-Beaupré : histoire d'une rencontre en amont et en aval de la Conquête britannique », *Revue juridique Thémis*, vol. 34, no 2 (2000), p. 521.

³⁴ Boaventura de Sousa Santos, « Droit : une carte de lecture déformée. Pour une conception post-moderne du droit », *Droit et société*, no 10 (1988), p. 380-383.

rapprochent davantage de la réalité des rapports sociaux de l'époque. Puisque nous étudions également la régulation sociale par l'appareil judiciaire, les textes officiels restent essentiels pour notre démarche, et la critique de Sousa Santos n'est pas applicable à cet effet.

Nous appréhendons finalement le concept de famille comme étant d'abord et avant tout un processus plutôt qu'un élément statique. Nous percevons la famille comme une entité en constante relation avec un réseau social plus ou moins élargi et donc, avec la sphère publique, plutôt qu'un simple royaume domestique, famille nucléaire recroquevillée sur elle-même³⁵. L'étude de la famille telle que nous l'appréhendons dans ce mémoire est intéressante en raison des rapports qu'elle entretient avec le monde judiciaire, mais aussi avec le monde du travail et de l'éducation. Elle n'est donc pas nécessairement une unité d'analyse en elle-même, mais un cadre pour étudier les relations et processus qui touchent ses membres³⁶. La famille se définit également par l'ensemble de ses dynamiques internes, qui forment une partie importante de notre cadre d'analyse. Nous nous attardons, à l'image des recherches de Bettina Bradbury, à décrire les stratégies familiales de planification ou de reproduction sociale³⁷. Nous analysons les influences externes sur les dynamiques internes lorsque celles-ci, en temps de crise, ne sont pas adéquates. Finalement, nous définissons la famille comme étant avant tout un lieu de production³⁸ et de reproduction sociale³⁹, mais nous ne négligeons pas l'aspect

³⁵ Tamara K. Hareven, « Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, no 2 (automne 1985), p. 191.

³⁶ *Ibid.*, p. 185-186.

³⁷ B. Bradbury, *Familles ouvrières*, p. 16.

³⁸ Cynthia Comacchio, « "The History of Us" : Social Science, History, and the Relations of Family in Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 46 (automne 2000), p. 168.

³⁹ T. K. Hareven, « Les grands thèmes », p. 199-202.

sentimental qui, bien que moins prégnant dans notre analyse, peut expliquer certains litiges.

Historiographie

Ces trois concepts furent abondamment traités par les historiens. Nous présentons ici les travaux les plus pertinents de l'histoire de la famille, du droit et de la paternité, pour pouvoir mieux situer notre étude dans l'historiographie.

Les historiens de la famille qui se penchent sur l'étude des étapes de la vie familiale relèvent des constats intéressants au regard de la paternité. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'intérêt de la famille est toujours au centre des enjeux et dicte le passage des différentes étapes de la vie. Par exemple, le mariage n'implique pas nécessairement le départ du foyer paternel. Cette dernière décision se prend individuellement, mais elle regarde également la famille entière, et plus particulièrement le père⁴⁰. Modell a d'ailleurs étudié la transition vers l'âge adulte aux États-Unis pour découvrir qu'au XX^e siècle, celle-ci devient de plus en plus définie. Aussi, la décision de quitter le foyer paternel s'individualise, n'étant plus soumise à l'intérêt de la famille⁴¹. Une riche historiographie de la transition familiale et des relations intergénérationnelles s'est d'ailleurs développée parallèlement au Québec⁴².

⁴⁰ *Ibid.*, p. 197-198.

⁴¹ John Modell, et Theodore Hershberg, « Social Change and Transition to Adulthood in Historical Perspective », *Journal of Family History*, vol. 1 (1976), p. 29-30 ; Nathalie Marceau a abordé cette question pour le Québec : Nathalie Marceau, *Une transition importante dans la vie du jeune adulte : le départ du foyer familial, dans le canton d'Ely, entre 1925 et 1970*, mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1998, 130 p.

⁴² Voir entre autres Gérard Bouchard, Jeannette Larouche et Lise Bergeron, « Donation entre vifs et inégalités sociales au Saguenay. Sur la reproduction familiale en contexte de saturation de l'espace

Bettina Bradbury est la première historienne à appliquer une démarche basée sur l'analyse des itinéraires individuels et du cycle de vie familiale au cadre canadien⁴³. Selon elle, les familles ouvrières de Montréal ne peuvent survivre avec un seul salaire, ce qui fait en sorte que la femme et les enfants doivent participer à l'économie familiale. Le niveau de vie de la famille est bien souvent dicté par l'âge des enfants⁴⁴. Dans tous les cas, c'est au père que revient l'autorité finale dans le ménage, sans égard pour le travail fourni par chacun.

L'utilisation de cette méthode permet également de déterminer les stratégies utilisées par les familles dans certaines circonstances. Au XIX^e siècle, la vie individuelle étant davantage intégrée aux desseins de la famille, certaines décisions prises par les membres font partie de stratégies collectives⁴⁵. Sur cette question, certains historiens ont remarqué une baisse de l'ascendance du père sur ses enfants lors de la prise de décisions et, parallèlement, une baisse de l'influence du mari sur sa femme⁴⁶.

Le travail salarié est un élément central de la réalité des familles du début du XX^e siècle. L'historiographie traditionnelle fait du père le principal pourvoyeur de la famille, même s'il est démontré que les autres membres de la famille peuvent prendre la relève lorsque

agraire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 3 (hiver 1993), p. 443-461 ; Liette Côté, *La vieillesse au Québec au XIX^e siècle : le cas de Saint-Hyacinthe, 1861-1891*, Mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1998, 230 p. ; Sylvie Dépatie, « La transmission du patrimoine dans les terroirs en expansion : un exemple canadien au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 2 (automne 1990), p. 171-198.

⁴³ B. Bradbury, *Familles ouvrières*, p. 19-22.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 151-153.

⁴⁵ T. K. Hareven, « The History », p. 106-107.

⁴⁶ T. K. Hareven, « Les grands thèmes », p. 200.

les revenus du père sont insuffisants⁴⁷. Dans un même ordre d'idée, l'historiographie féministe traite abondamment de la question du travail genré. Joy Parr apporte un éclairage nouveau sur cette question en soulignant l'importance de la contribution des femmes dans les ménages de la classe ouvrière, ainsi que sur les stratégies mises en place par celles-ci en regard du travail à l'extérieur du foyer⁴⁸.

Une approche institutionnelle peut être décelée chez certains historiens de la famille. Les questions posées sont généralement relatives à la relation existant entre la famille et les cadres religieux⁴⁹, politique ou juridique. Par exemple, du point de vue des relations entre famille et politique, Dorothy Chunn traite de la mise en place par l'État de la Cour familiale provinciale de l'Ontario au début du XX^e siècle. Selon elle, ce tribunal a pour objectif de combattre la menace des familles « dysfonctionnelles » et s'inscrit dans un mouvement d'interventionisme de l'État dans les affaires de famille⁵⁰.

Ce type d'approche présente en histoire de la famille est également préconisée par les historiens du droit. Le meilleur exemple québécois de ce type d'analyse en regard de notre démarche est certainement l'article d'Édith Deleury, Michèle Rivest et Jean-Marc Neault qui traite de l'évolution de la notion d'autorité paternelle parmi les différents traités juridiques, du droit romain jusqu'au Code civil de 1866. Ils relèvent dans cette étude que la notion de puissance paternelle est constamment nuancée au Québec depuis la codification de 1866, notamment en raison d'une nouvelle perception des enfants par

⁴⁷ B. Bradbury, *Familles ouvrières*, p. 287-300.

⁴⁸ Joy Parr, *The Gender of Breadwinners : Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1850-1950*, p. 229-246.

⁴⁹ B. Bradbury, « Feminist Historians », p. 369.

⁵⁰ Dorothy E. Chunn, *From Punishment to Doing Good : Family Courts and Socialized Justice in Ontario, 1880-1940*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, p. 17-23.

les tribunaux et du désir de sauvegarder leur intérêt⁵¹. Renée Joyal souscrit à cette approche dans son article sur l'évolution des modes de contrôle de l'autorité parentale. Selon elle, il est possible d'observer le passage d'une autorité patriarcale soumise à la régulation institutionnelle et communautaire à une autorité parentale égalitaire. Les enfants sont désormais soumis à leurs parents et ceux-ci, à l'État⁵².

Le droit est très présent dans les affaires de famille du XIX^e siècle, comme le montre Constance Backhouse dans ses travaux. Dans « Shifting Patterns in Nineteenth Century Canadian Custody Law », elle met en lumière le fait que les enfants sont littéralement considérés par les juges comme la possession du père dans le contexte d'un procès pour obtenir leur garde⁵³. L'idéal de la famille patriarcale ontarienne de l'époque victorienne est également perceptible dans ses études sur la régulation des naissances ou l'infanticide. Celles-ci révèlent qu'il n'y a pas de contrôle sur la régulation des naissances ou l'avortement au début du XIX^e siècle, et qu'à la fin du siècle, une législation beaucoup plus lourde, principalement criminelle, est mise en place⁵⁴. Backhouse étudie finalement le mariage au XIX^e siècle, le qualifiant d'institution patriarcale⁵⁵.

⁵¹ É. Deleury, « De la puissance paternelle », p. 869.

⁵² R. Joyal, « L'évolution des modes de contrôle », p. 81.

⁵³ Constance Backhouse, « Shifting Patterns in Nineteenth-Century Canadian Custody Law », dans D. H. Flaherty (dir.), *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 1, Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 213.

⁵⁴ M. H. Ogilvie, « Recent Developments in Canadian Law : Legal History », *Ottawa Law Review*, vol. 19, no 1 (1987), p. 252.

⁵⁵ Constance Backhouse, « Pure Patriarchy : Nineteenth-Century Canadian Marriage », *McGill Law Journal*, vol. 31 (1986), p. 312. Sur ces questions, il faut également noter les travaux de Marie-Aimée Cliche, portant sur l'infanticide, l'inceste ou la paternité : Marie-Aimée Cliche, « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 1 (été 1990), p. 31-60 ; « Un secret bien gardé : l'inceste dans la société traditionnelle québécoise, 1858-1938 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, no 2 (automne 1996), p. 201-226 ; « Puissance paternelle et

L'histoire du genre a elle aussi été étudiée sous une perspective juridique. Annalee Gölz étudie par exemple certains cas où des femmes utilisent les lois civiles et criminelles pour se protéger de leur conjoint violent et tenter d'obtenir du support ou une certaine sécurité physique. Elle remarque que même si les tribunaux acceptent d'entendre ces causes, « [they] left unquestioned the underlying unequal distribution of power and privilege that structured relations between husbands and wives⁵⁶. » Rebecca Veinott traite quant à elle de la question de la garde d'enfant et des divorces en Nouvelle-Écosse, de 1866 à 1910. Elle considère qu'il y a une érosion sur le plan de l'autorité paternelle dans les cas de garde d'enfant, en raison des pressions des réformistes sociaux et des premières féministes. Alors que la loi de 1866 permet une discrétion du tribunal en matière de garde d'enfant, la perception de la question change avec la législation néo-écossaise de 1893. Cette loi fait de l'intérêt des enfants l'objet central des litiges. Or, cela amène les juges à considérer que cet intérêt est d'abord dicté par les capacités morales de la mère plutôt que par ses capacités financières⁵⁷.

Finalement, Constance Backhouse présente une profonde réflexion sur le rôle structurel et idéologique du droit dans les relations genrées. À l'aide d'une série d'exemples, Backhouse étudie dans une perspective juridique de nombreuses situations de vie, notamment le mariage, la violence sexuelle, l'infanticide, l'avortement, le divorce, la

intérêt de l'enfant : la garde des enfants lors des séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal, 1794-1930 », *Lien social et Politiques – RIAC*, vol. 37 (printemps 1997), p. 53-62.

⁵⁶ Annalee Gölz, « "If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do?" Marital Breakdown and Wife Abuse in Late Nineteenth-Century and Early Twentieth-Century Ontario », dans Louis A. Knafla, et Susan W.S. Binnie (dir.), *Law, Society and the State: Essays in Modern Legal History*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, p. 343.

⁵⁷ Rebecca Veinott, « Child Custody and Divorce : A Nova Scotia Study 1866-1910 », dans Philip Girard, et Jim Phillips (dir.), *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 3 : *Nova Scotia*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 283-284 et 294-295.

séparation et la prostitution. Elle conclut entre autres que la loi ainsi que les structures juridiques du XIX^e siècle sont foncièrement patriarcales. L'incapacité légale tout comme l'absence de droits politiques sont en effet communes chez les femmes de cette époque, sans distinction de classe⁵⁸.

Les historiens de la paternité appréhendent généralement leurs objets de recherches selon deux approches principales. La première est basée sur la caractérisation des représentations et de l'identité paternelle. Les historiens qui souscrivent à cette approche se concentrent sur la recherche de modèles de paternité pour des époques définies. Une seconde approche consiste à se concentrer sur la caractérisation de l'expérience paternelle, notamment par l'étude d'archives judiciaires. Ces travaux traitent généralement de l'évolution des droits du père de famille.

Il existe trois principaux modèles de paternité dans l'historiographie : le pourvoyeur, l'éducateur et le « nouveau père ». Selon Cynthia S. Fish, la principale tâche qui incombe au père, à la fin du XIX^e siècle, est celle de pourvoyeur. Il est à la tête de la famille et détient l'autorité sur ses membres. Cette image est promue à la fois par le discours politique et par le législateur⁵⁹. Elle montre l'existence d'un clivage entre l'identité paternelle telle que projetée dans la sphère publique et l'expérience des pères, dans le foyer familial. Le père représenté par le discours politique est un père détenant l'autorité dans la famille, alors que celui du discours domestique est mis de côté ou est

⁵⁸ Constance Backhouse, *Petticoats and Prejudice : Women and Law in Nineteenth Century Canada*, Toronto, Women's Press, 1991, p 329-337.

⁵⁹ Cynthia S. Fish, *Images and Reality of Fatherhood. A Case Study of Montreal's Protestant Middle Class, 1870-1914*, thèse de doctorat, Montréal, Université McGill, 1991, p. 20.

carrément absent. C'est alors la mère qui monopolise les relations avec les enfants en raison de son « instinct maternel »⁶⁰. L'attribution des rôles est donc complémentaire : l'autorité du père n'entre pas en contradiction avec la moralité de la mère.

Robert Griswold, dans son étude sur les pères américains, complète en expliquant que cette notion de pourvoyeur est un élément unificateur de la définition de l'identité paternelle, qui transcende des variables comme la classe ou l'origine ethnique. L'image du père américain des XIX^e et XX^e siècles est donc toute tracée : un bon père est un bon pourvoyeur, et il revient aux femmes la responsabilité d'élever les enfants⁶¹.

La dialectique unissant les modèles de père éducateur et de père pourvoyeur est fondamentale dans les études portant sur l'identité paternelle. Ralph LaRossa explique que dans les années 1920 et 1930, c'est le modèle du père pourvoyeur qui est dominant aux États-Unis, et qu'un changement s'opère graduellement vers le père éducateur autour des années 1950⁶².

La question de l'existence d'un modèle moderne de paternité (le « nouveau père ») occupe une part importante de la production historiographique sur la paternité. Par contre, les historiens ne semblent pas s'entendre sur une définition claire du « nouveau père », ni même sur une période précise où son apparition est constatée. À ce sujet, Margaret Marsh fait office de précurseure en traitant pour la première fois, en 1988, du

⁶⁰ *Ibid.*, p. 321-322.

⁶¹ Robert L. Griswold, *Fatherhood in America : A History*, New-York, Basic Books, 1993, p. 2.

⁶² Ralph LaRossa, « The Culture of Fatherhood in the Fifties : A Closer Look », *Journal of Family History*, vol. 29, no 1 (janvier 2004), p. 48.

concept de *masculine domesticity*⁶³. Ce concept de domesticité masculine fait référence à l'adoption par les pères américains de pratiques centrées sur le foyer familial et à l'importance de se définir comme père par celles-ci. Elle aurait fait son apparition, selon Marsh, au tournant du XX^e siècle.

Robert Rutherford relève lui aussi l'existence d'un modèle de « nouveau père » au Canada basé sur la *masculine domesticity*. Le changement est selon lui complet dans l'après-guerre et la sphère privée est désormais une partie intégrante de l'identité paternelle. Le temps que passe le père au foyer est presque exclusivement réservé aux loisirs et s'inscrit dans une culture et une société de consommation⁶⁴. Il décrit d'ailleurs un nouveau modèle paternel, le consommateur, sans nier l'existence en parallèle du modèle de pourvoyeur des pères de l'après-guerre⁶⁵.

Cynthia Comacchio situe quant à elle l'apparition au Canada d'un modèle de « nouveau père » durant l'entre-deux-guerres. Elle s'intéresse à ce modèle, tout en apportant d'importantes nuances. Elle se questionne sur l'absence des pères de famille dans le discours des experts familiaux (psychologues, travailleurs sociaux) et constate que l'état de pourvoyeur est encore au centre de l'identité paternelle de cette époque. C'est

⁶³ Voir Margaret Marsh, « Suburban Men and Masculine Domesticity, 1870-1915 », *American Quarterly*, vol. 40, no 2 (juin 1988), p. 165-186.

⁶⁴ Robert Rutherford, « Fatherhood, Masculinity, and the Good Life During Canada's Baby Boom, 1945-1965 », *Journal of Family History*, vol. 24, no 3 (1999), p. 351-352 et 370.

⁶⁵ Robert Rutherford, « Fatherhood and Masculine Domesticity During the Baby Boom : Consumption and Leisure in Advertising and Life Stories », dans Lori Chambers, et Edgard-André Montigny (dir.), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 309-310.

d'ailleurs en étant pourvoyeurs que les pères vivaient le mieux leur paternité⁶⁶. Pour le père, démuni devant les émotions qui sont réservées aux femmes, le fait d'être pourvoyeur compense pour tous les soins qu'il ne donne pas aux enfants dans le foyer, tant au point de vue émotif que domestique⁶⁷. Le père traditionnel est trop fatigué, trop occupé ou répugne simplement à réaliser certaines tâches jugées féminisantes⁶⁸. Le « nouveau père » est quant à lui celui qui écoute les conseils des experts du mouvement familial pour s'impliquer dans la vie familiale. Ces conseils permettent ainsi au père de se distancer des modèles traditionnels de la paternité⁶⁹.

Au Québec, Vincent Duhaime observe les caractéristiques de la « nouvelle paternité » chez les pères québécois à partir de l'après-guerre. Il montre dans son article les modifications du rôle de père, alors que les hommes tentent de consolider les concepts de paternité et de masculinité⁷⁰. Les pères rejettent alors les modèles traditionnels d'autorité pour se concentrer sur l'affection ou la tendresse. Duhaime explique que pour les pères de cette époque, être pourvoyeur n'est plus suffisant ; pour se sentir accomplis, ils doivent être actifs autant dans l'éducation de leurs enfants que dans l'espace domestique⁷¹.

⁶⁶ Cynthia Comacchio, « Bringing Up Father : Defining a Modern Canadian Fatherhood, 1900-1940 », dans Lori Chambers, et Edgard-André Montigny (dir.), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 293.

⁶⁷ Cynthia Comacchio, « "A Postscript for Father" : Defining A New Fatherhood in Interwar Canada », *The Canadian Historical Review*, vol. 78, no 3 (septembre 1997), p. 395.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 396.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 407-408.

⁷⁰ Vincent Duhaime, « "Les pères ont ici leur devoir" : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 536.

⁷¹ *Ibid.*, p. 540.

Certains historiens québécois ont étudié l'évolution de l'exercice de l'autorité paternelle d'un point de vue juridique depuis la codification de 1866. Cynthia Fish a étudié la question de l'exercice de l'autorité paternelle en analysant les cas de garde d'enfant au Québec entre 1866 et 1928. Selon elle, la législation confirme le père dans son rôle d'autocrate détenant une autorité absolue sur ses enfants. Par contre, les années 1890 à 1910 témoignent d'une évolution dans la perception des besoins des enfants. Le système judiciaire considère de plus en plus qu'en cas de séparation de corps, la mère est plus apte à s'occuper de ses enfants, surtout durant les premières années de leur vie⁷². Alors que le père est considéré, au début de la période étudiée par Fish, comme le « mât totémique, symbole de tradition et de stabilité sociale⁷³ », un changement de discours s'opère au tournant du XX^e siècle, le père étant de moins en moins perçu comme le membre de la famille le plus en mesure d'assurer le bien-être des enfants.

Marie-Aimée Cliche remarque l'importance accordée au lien matrimonial pour être un bon parent : un bon mari ou une bonne épouse fait nécessairement un bon parent. Aussi, elle remarque la tendance qu'a la Cour de remettre la garde des enfants entre les mains des mères, l'argument principal étant le respect de l'intérêt des enfants, intérêt relatif à la doctrine de l'âge tendre⁷⁴.

⁷² C. S. Fish, « La puissance paternelle », p. 515-516.

⁷³ *Ibid.*, p. 532-533.

⁷⁴ M.-A. Cliche, « Puissance paternelle », p. 58.

Sources

Nous avons exploité quatre types de sources pour notre analyse : la législation, la doctrine, la jurisprudence et les dossiers judiciaires des causes ayant fait jurisprudence. Ces derniers constituent le principal élément sur lequel nous appuyons nos conclusions. La législation et la doctrine permettent quant à elles de préciser le cadre juridique de l'époque. Nous présentons dans cette partie les caractéristiques de ces sources tout en les soumettant à la critique.

Les causes ayant fait jurisprudence figurent au cœur de ce mémoire. La jurisprudence est l'ensemble des décisions rendues par le tribunal, décisions ensuite parfois colligées dans des recueils de jurisprudence, qui sont généralement des revues spécialisées. Elle peut aider à l'application du droit ou encore créer du droit, dans les cas où la loi est silencieuse ou imprécise⁷⁵. Seules quelques décisions, choisies en fonction de l'intérêt des juristes, sont conservées dans les revues de jurisprudence, ne représentant qu'une faible proportion de l'ensemble des causes entendues devant les tribunaux du Québec. Puisque les causes retenues éclairent certaines zones grises ou points litigieux du droit de l'époque, elles ont généralement une plus grande incidence sur les décisions rendues ultérieurement par les tribunaux.

L'intérêt de choisir ces causes ayant fait jurisprudence réside dans le fait qu'elles permettent de voir les grandes modifications et les nouvelles interprétations juridiques. L'analyse de la jurisprudence facilite donc, dans une perspective historique, la

⁷⁵ Gérard Cornu (dir.), *Vocabulaire juridique*, Paris, Presses universitaires de France, 2004, p. 520.

perception des évolutions, des changements de mentalité et de représentations. Les descriptions des litiges consignés dans les revues de jurisprudence permettent d'appréhender les racines juridiques de certaines évolutions sur le plan de l'interprétation du droit, alors que les dossiers judiciaires eux-mêmes ouvrent la porte, par les nombreux témoignages qu'ils contiennent, à la compréhension des racines sociales de ces litiges.

Le recours aux archives judiciaires dans une analyse historique comporte quelques limites dont il faut tenir compte. En premier lieu, les litiges portés devant les tribunaux ne traduisent pas nécessairement l'expérience vécue par l'ensemble des acteurs de la société de l'époque. Il s'agit d'abord et avant tout de situations conflictuelles qui ne touchent que les parties en cause. De plus, les causes sélectionnées ici sont par définition extraordinaires, puisqu'elles furent colligées dans les revues en raison de cette caractéristique. Les circonstances sociales présentées s'inscrivent donc dans des litiges confinés dans les zones grises du droit de l'époque ; les situations vécues par les parties sont donc très particulières et ne représentent pas nécessairement l'expérience de l'ensemble de la population⁷⁶.

Par contre, cette limite peut être nuancée de deux façons. En premier lieu, les litiges mettant en scène des concepts juridiques exceptionnels et qui font jurisprudence sont ensuite appliqués par les tribunaux dans les causes similaires. Cela fait en sorte que des

⁷⁶Eric Whan, Tamara Myers et Peter Gossage, « Stating the Case : Law Reporting in Nineteenth-Century Quebec », dans Donald Fyson, Colin M. Coates et Kathryn Harvey, *Class, Gender and the Law in Eighteenth and Nineteenth-Century Quebec: Sources and Perspectives*, Montréal, Montreal History Group, 1993, p. 60-61.

questions exceptionnelles deviennent des *choses jugées*, qui sont appliquées également à l'ensemble des litiges entendus par les tribunaux. Des questions juridiques exceptionnelles à une époque peuvent donc devenir des questions triviales lorsqu'un jugement est rendu. En second lieu, les dossiers judiciaires, par les témoignages des parties et par les jugements rendus par les juges, permettent d'avoir accès à nombre de représentations de la paternité et des pères de cette époque. Or, rien ne laisse présumer que les représentations de cet échantillon de la population qui utilise l'appareil judiciaire pour régler un litige soient décalées des représentations de la population en général.

Il faut également considérer les conditions de production de ces sources, qui sont produites dans le cadre de procès civils, pour apprécier la portée de cette étude. Puisque ces discours ne sont pas neutres et se tiennent dans un contexte argumentatif où l'issue du procès peut avoir des conséquences énormes sur la vie des acteurs en cause, les témoignages entendus sont probablement enjolivés, empirés, ou du moins, altérés pour présenter la trame conflictuelle sous un jour favorable selon les parties et leurs intérêts. De plus, il est fort probable que ces témoignages soient influencés par les avocats des parties, ce qui nous laisse devant un discours mis en forme par les professionnels du droit plutôt que par les parties en cause. Néanmoins, ce n'est pas la véracité d'un témoignage qui nous intéresse ici – il est impossible de savoir qui dit vrai –, mais le fait que celui-ci se moule dans le discours et les attentes de l'époque pour être recevable.

Les conditions de production des jugements, qui forment une partie fort importante de notre corpus, doivent également être abordées. En effet, malgré la véracité ou la force persuasive des témoignages entendus par les juges, c'est à eux que revient le pouvoir de

trancher. Dans ce contexte, l'issue des causes, et donc une bonne partie de notre analyse, est tributaire de ces seuls personnages. Les juges sont généralement issus des hautes sphères de la société et sont, à cette époque, particulièrement conservateurs. Il est donc possible qu'une bonne partie de notre corpus soit teinté de leurs opinions conservatrices. Ils sont peut-être favorables aux pères de famille, puisque les dossiers judiciaires ont probablement pour finalité de redresser les manques et les situations de remise en question du principal pilier de l'organisation des familles du temps, celui de la paternité et de ses prérogatives.

Nous avons étudié le Code civil et nous nous sommes intéressé aux articles relatifs à la paternité et, en corollaire, à certains articles relatifs aux relations maritales. En plus de relever ces différents articles, nous avons noté les différents amendements connus par certains d'entre eux. Ce travail fut grandement facilité par l'existence d'une édition historique et critique du Code civil rédigée par Paul-André Crépeau et John E. C. Brierley, deux importants juristes québécois. Cet ouvrage contient l'intégralité des textes des articles du Code civil publié le 1^{er} août 1866 ainsi que tous leurs amendements, et ce, jusqu'au 31 juillet 1980⁷⁷.

Cette source a une limite importante : les modifications apportées aux articles sont relativement rares. Il est donc impossible avec cette seule source d'observer une évolution précise de la loi entre 1900 et 1920. Elle permet plutôt de relever les axes de

⁷⁷ Paul-André Crépeau, et John E. C. Brierley, *Code civil – Civil code, 1866-1980 : Édition historique et critique – An Historical and Critical Edition*, Montréal, Chambre des notaires du Québec – Société québécoise d'information juridique, 1981, 1304 p.

changement sur la longue durée. C'est d'ailleurs pour cette raison que la jurisprudence occupe une place centrale dans notre analyse.

Nous avons basé notre analyse de la doctrine sur les ouvrages de deux juristes du début du XX^e siècle, Pierre Basile Mignault et E.-Auguste Côté. Mignault s'est lancé dans un important travail visant à commenter la totalité du Code civil⁷⁸. Son traité de droit civil, paru en neuf volumes entre 1895 et 1915, est considéré comme un classique⁷⁹. E.-Auguste Côté est quant à lui l'auteur d'une thèse de doctorat portant sur la puissance paternelle, soutenue à l'Université Laval en 1926⁸⁰. Ayant été rédigée immédiatement après la période couverte par cette étude, cette thèse contient toutes les décisions qui ont fait jurisprudence et qui ont pu modifier, d'une manière ou d'une autre, l'interprétation des articles du Code civil concernant la filiation ou la puissance paternelle, pour l'ensemble de la période que couvre ce mémoire.

Nous avons également sélectionné un certain nombre d'articles parus dans des revues de droit de cette époque, notamment *La revue du notariat*⁸¹ et la *Revue légale*⁸². Ces articles, qui traitent de sujets beaucoup plus précis que les ouvrages de doctrine retenus, permettent d'approfondir la compréhension de certains concepts. Nous avons

⁷⁸ Pierre Basile Mignault, *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Murlon avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*, Montréal, Théoret, 1895-1916, 9 vol.

⁷⁹ Cour suprême du Canada, *Cour suprême du Canada - Pierre Basile Mignault* [en ligne], Ottawa, dernière mise à jour le 12 mars 2007, http://www.scc-csc.gc.ca/aboutcourt/judges/mignault/index_f.asp, page consultée le 10 avril 2007.

⁸⁰ E.-Auguste Côté, *La puissance paternelle*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval / Rimouski, S. Vachon, 1926, 172 p.

⁸¹ *Revue du notariat*, Montréal, Chambre des notaires de la province de Québec, 1898-2009.

⁸² *Revue légale*, Montréal, Whiteford & Théoret, 1895-1939.

sélectionné ces articles à l'aide des index des revues de jurisprudence et du *Répertoire général de jurisprudence canadienne* de Jean Joseph Beauchamp⁸³.

L'étude de la doctrine fait office de complément à l'étude de la législation. Grâce à la doctrine, il est possible de comprendre les différentes interprétations par les juristes des lois en vigueur à l'époque et d'en apprendre davantage sur les concepts à l'étude. Par contre, il faut conserver à l'esprit que ces interprétations ne sont pas canoniques, c'est-à-dire que les tribunaux étaient libres de ne pas se soumettre à celles-ci. À l'aide de la législation et de la doctrine, nous avons brossé un portrait exhaustif des différentes normes juridiques en vigueur dans la société québécoise du début du XX^e siècle en ce qui concerne l'expérience paternelle en situation conflictuelle.

Méthodologie

Nous avons sondé la jurisprudence québécoise de l'époque pour sélectionner les causes à l'étude, au nombre de 111. Nous avons ensuite choisi tous les litiges entendus dans le district judiciaire de Montréal, soit un total de 80 causes, pour approfondir la recherche dans les archives. Nous sommes parvenu à trouver 53 de ces dossiers. Nous avons eu recours aux dossiers originaux en raison des limites des renseignements circonstanciels contenus dans les revues de jurisprudence. En effet, bien que l'étude de la jurisprudence donne une vue d'ensemble sur les cas les plus marquants de l'époque, les descriptions des conflits sont généralement très courtes. Rares sont les rapports ayant plus d'une dizaine de pages de description, et ce, malgré la complexité de certains cas. Ils ne

⁸³ Jean Joseph Beauchamp, *Répertoire général de jurisprudence canadienne depuis 1770 jusqu'à mai 1913*, [S.O], 4 vol.

contiennent bien souvent que les jugements, ce qui n'offre qu'une seule facette de la représentation de l'expérience vécue par les pères de l'époque, celle du juge. Les dossiers originaux offrent des renseignements inestimables sur les circonstances sociales entourant les litiges, ce qui permet de sortir du cadre juridique et d'appliquer une analyse plus approfondie.

Pour accéder à cette importante quantité de litiges, nous avons eu recours au *Répertoire général de jurisprudence canadienne* de Jean Joseph Beauchamp⁸⁴. Cette série de volumes contient un résumé des décisions les plus importantes ayant fait jurisprudence dans les divers tribunaux du Québec entre 1770 et 1913, le tout classé alphabétiquement et chronologiquement⁸⁵. Il s'agit d'une compilation exhaustive de la jurisprudence, organisée selon des concepts juridiques clés. Chaque entrée contient une phrase résumant la portée du jugement, ainsi que la référence menant au rapport de jurisprudence lui-même. Joseph-Fortunat Saint-Cyr a réalisé un travail similaire pour la période allant de 1913 à 1925⁸⁶. Nous avons préalablement sélectionné une série de 34 mots-clés⁸⁷ pertinents en feuilletant l'index de *La Revue de jurisprudence*⁸⁸ pour les années 1900 à 1942. La recherche en archives fut quant à elle une véritable chasse au trésor, alors que de nombreux dossiers étaient manquants (disparus ou détruits). Il faut

⁸⁴ J. J. Beauchamp, *Répertoire général de jurisprudence canadienne*, 4 vol.

⁸⁵ *Ibid.*, vol. 1, p. I.

⁸⁶ Joseph-Fortunat Saint-Cyr, *Supplément au répertoire général de jurisprudence canadienne, mai 1913 à décembre 1925*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1927, 2 vol.

⁸⁷ Voici ces mots-clés : Adultère ; Aliments ; Autorité paternelle ; Déclaration de paternité (Action en) ; Divorce ; Dommages (Action en) ; Donation entre vifs ; Droit de correction ; Éducation ; Enfant ; Entretien ; Fils ; Garde d'enfant ; Grand-père ; *Habeas Corpus* (Bref d') ; Héritier ; Intérêt des enfants ; Mariage ; Mineur ; Minorité ; Obligation alimentaire ; Pension alimentaire (Action en) ; Père ; Puissance paternelle ; Reconnaissance de paternité ; Responsabilité du père ; Séparation de biens (Action en) ; Séparation de corps (Action en) ; Sévice ; Succession ; Testament ; Travail ; Tutelle ; Tuteur.

⁸⁸ *La Revue de jurisprudence*, Montréal, C. C. de Lorimier, 1895-1942.

néanmoins souligner que les archives judiciaires furent conservées dans leur intégralité jusqu'en 1920, ce qui explique d'ailleurs le choix de cette année comme limite de notre recherche. Nous avons fait débiter l'étude en 1900, car nous considérons que le nombre de litiges portés devant les tribunaux durant cette période de vingt-et-un ans est suffisant pour dresser le portrait de la paternité au début du XX^e siècle. Cette période est également intéressante eu égard au contexte social, comme nous l'avons expliqué plus haut.

Les différents chapitres du mémoire sont déterminés par des conjonctures conflictuelles qui relèvent simultanément de certains moments particuliers du cycle de vie familiale et de questions juridiques précises. Les relations entre le père et ses enfants étant au centre de nos préoccupations de recherche, nous avons délibérément écarté les cas traitant exclusivement de séparation de corps et les autres litiges concernant strictement les relations entre mari et femme. Au demeurant, ces thématiques furent abondamment traitées dans l'historiographie⁸⁹.

Nous avons privilégié une approche qualitative de type circonstancielle/contextuelle. Nous tenons compte des caractéristiques des familles étudiées, que ce soit sur le plan de la classe, du nombre d'enfants ou de la structure du ménage. Nous expliquons, pour chaque cause, le parcours conflictuel des parties avant de rendre compte des motifs de la

⁸⁹ Voir entre autres Marie-Aimée Cliche, « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795-1879 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 1 (été 1995), p. 3-33 ; C. Backhouse, « Pure Patriarchy », p. 264-312 ; Serge Gagnon, *Mariage et famille au temps de Papineau*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 300 p. ; James G. Snell, *In the Shadow of the Law. Divorce in Canada, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, 322 p.

décision. Nous confrontons alors le raisonnement juridique à la réalité des circonstances sociales de l'époque.

Plan de la démonstration

Nous proposons dans le premier chapitre une analyse de litiges dans lesquels les parties ont recours à l'appareil judiciaire québécois pour régler des questions de pensions alimentaires demandées à la suite d'une séparation de corps. Ces causes renseignent sur le devoir de pourvoyeur qui incombe au père de l'époque et suggèrent que ce rôle ne lui est pas exclusivement réservé, malgré son statut dans la famille. Les réponses produites par les tribunaux aux demandes de pension alimentaire font partie de stratégies pour sauvegarder des noyaux familiaux en crise, indépendamment des droits ou devoirs du père de famille relativement à son rôle de pourvoyeur.

Le second chapitre exploite un autre type de litiges qui accompagne généralement les séparations de corps : les demandes de garde d'enfant. Nous constatons par l'étude de ces litiges un changement important des intérêts que défendent les juges, alors que l'intérêt des enfants devient un argument central accepté par les tribunaux, au détriment de la puissance paternelle. Ces litiges offrent également des représentations du bon père de famille à travers les témoignages présentés en preuve. Bien que l'idée de père pourvoyeur soit au centre de cette représentation, d'autres éléments doivent être pris en compte pour pleinement apprécier la définition du bon père de famille à cette époque. Parmi ceux-ci, l'importance accordée à l'éducation des enfants et aux relations affectives que le père entretient avec ses enfants.

Le troisième chapitre explore directement les droits et les devoirs du père de famille envers ses enfants, notamment en ce qui concerne le choix de son époux, son éducation, son métier, ainsi que la responsabilité civile qui lui incombe. Ces litiges révèlent que le fondement juridique sur lequel se basent les juges pour justifier ces prérogatives est le respect de l'intérêt des enfants. Ils n'hésitent donc pas à empiéter sur certaines de ses décisions lorsque le choix du père est néfaste pour les enfants. La responsabilité du père à l'égard des dommages causés par son enfant laisse entrevoir l'importance de l'idée de donner une bonne éducation pour définir le bon père de famille.

Finalement, le quatrième chapitre explore le rôle joué par le père et les enfants dans l'économie familiale en fonction de leur âge respectif. Les actions en dommages qui impliquent un père qui perd son enfant démontrent bien l'importance des enfants dans l'économie familiale de l'époque. La notion de pourvoyeur n'est pas suffisante pour définir le père, car ce n'est pas une obligation qui lui incombe exclusivement. Lorsque le père atteint un âge avancé, une reconfiguration importante du rôle de pourvoyeur s'effectue dans la famille. Le père cède sa place de pourvoyeur dans la famille, mais ce faisant, il ne cède pas l'autorité qui accompagne cette responsabilité. Les juges n'acceptent pas facilement la soumission d'un père à ses enfants, même si le premier n'est plus, économiquement, à la tête de la famille.

CHAPITRE 1

Pensions alimentaires : symbole du père pourvoyeur ou stratégie de sauvegarde du noyau familial

Au début du XX^e siècle, le mariage est la première étape de formation du noyau familial. C'est à l'intérieur de cette institution que sont fondées les familles, que naissent les enfants et que s'exerce, d'un point de vue juridique, la paternité¹. Lorsque des conflits sérieux se manifestent, les époux peuvent se tourner vers les tribunaux pour espérer un règlement. Il est donc possible d'étudier la paternité en scrutant les relations maritales de personnes ayant utilisé l'appareil judiciaire pour résoudre ces conflits. Par exemple, bien qu'ils ne puissent obtenir de divorce qu'en de très rares occasions, les époux — généralement la femme — peuvent réclamer une séparation de corps. Lorsqu'ils l'obtiennent, cette procédure judiciaire est habituellement accompagnée d'une demande de pension alimentaire.

Pierre Basile Mignault définit la séparation de corps en ces termes : « La séparation de corps est la faculté que la justice accorde aux époux, pour qui la vie en commun est devenue insupportable, de cesser cette vie commune et d'avoir, chacun, une habitation distincte et séparée². » Elle peut être causée par l'adultère, les excès, sévices ou injures

¹ E.-Auguste Côté, *La puissance paternelle*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval / Rimouski, S. Vachon, 1926, p. 85.

² Pierre Basile Mignault, *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Murlon avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*, Montréal, Théoret, 1895-1916, vol. 2, p. 1.

graves, le refus du mari de recevoir sa femme ou encore la mort civile³. Le législateur a prévu avec l'article 213 du Code civil la protection des époux qui pourraient être lésés par cette situation : « Si l'un des époux séparés de corps n'a pas de biens suffisants pour sa subsistance, il peut faire condamner l'autre à lui payer une pension alimentaire qui est réglée par le tribunal d'après l'état, les facultés, et autres circonstances des parties. » Puisque la séparation de corps ne dissout pas le mariage⁴, les enfants peuvent encore espérer recevoir soins et aliments de la part de leurs parents, en se basant sur l'article 165 du Code civil qui stipule que « [l]es époux contractent par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. »

Les causes concernant les pensions alimentaires sont les plus loquaces sur le plan du devoir de pourvoyeur que l'appareil judiciaire impose aux pères du début du XX^e siècle. Ces litiges relativisent le lien entre le devoir de pourvoyeur du père et la nécessité de sauvegarder les noyaux familiaux en crise tel que perçu par les juges de l'époque. Le fait d'être pourvoyeur est généralement considéré par les historiens comme la principale caractéristique du père du début du XX^e siècle. Il s'agit d'un modèle de référence de l'identité paternelle qui transcende, selon Griswold, la classe, l'origine ethnique ou la religion⁵. Il est indéniable que les tribunaux considèrent le père comme principal pourvoyeur de sa femme et de ses enfants. Néanmoins, les jugements produits par les tribunaux concernant les demandes de pension alimentaire apparaissent comme une stratégie employée par les juges pour assurer la survie des noyaux familiaux durement touchés par les situations précaires causées par le départ du père de famille. Les juges de

³ *Ibid.*, p. 4-13.

⁴ Art. 206 C.c.B.-C.

⁵ Robert L. Griswold, *Fatherhood in America : A History*, New-York, Basic Books, 1993, p. 2.

l'époque doivent d'abord et avant tout protéger la femme et les enfants laissés dans le besoin par l'incapacité du père, volontaire ou non, d'exercer son rôle de pourvoyeur. Il n'incombe pas aux juges de respecter la symbolique du père pourvoyeur. Le fait d'être pourvoyeur n'est pas une obligation réservée au père de famille, car elle peut en effet être impartie en temps de crise à d'autres membres de la famille en fonction de la proximité de leur relation avec la mère en détresse. La sauvegarde du noyau familial et la reproduction du cycle de vie familiale priment sur la symbolique du père pourvoyeur.

1.1 Lorsque le mari fait défaut

Si le père est toujours présent dans la juridiction du tribunal, la principale préoccupation des juges est de concilier les besoins de la femme et des enfants avec la capacité de payer du père. En ce sens, le tribunal se plie directement aux prescriptions du législateur, comme l'indique l'article 169 du Code civil : « Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit. » Les interprétations doctrinales de cette question vont également en ce sens⁶. En agissant de la sorte, les juges protègent l'intérêt de la femme et des enfants. La question du respect de l'autorité paternelle n'est pas retenue par la Cour ; seule compte la survie du noyau familial en crise. Cette approche dans la résolution des litiges familiaux est diamétralement opposée à celle présentée par Dorothy Chunn dans son étude de la Cour familiale provinciale de l'Ontario. Selon elle, le patriarcat est défendu par l'État à travers l'intervention de différentes institutions, dont cette Cour familiale, qui fut créée au début

⁶ J. E. Roy, « De l'obligation alimentaire », *La revue du notariat*, vol. 8 (1905-1906), p. 206 ; P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 1, p. 478-480.

du XX^e siècle pour prévenir la menace des familles « dysfonctionnelles »⁷. Ce traitement des causes contraste avec l'approche pragmatique des juges québécois qui mettent l'intérêt immédiat des membres de la famille au centre de leurs préoccupations, au détriment de l'autorité du père.

Une illustration frappante de cette préoccupation est perceptible dans un litige entendu en mai 1914 impliquant madame Gauthier et son mari Labelle⁸. La demanderesse a obtenu la garde de ses enfants et réclame une pension alimentaire de 125 dollars par mois pour leur entretien et leur éducation. Le père rétorque qu'il ne peut payer que le quart de cette pension sans mettre en danger son commerce. Le juge prend en considération cet argument lorsqu'il condamne le père à payer une pension alimentaire de 80 dollars par mois à sa femme. Il explique qu'en réduisant le montant à payer, il protège le commerce du père, s'assurant ainsi que les enfants puissent toujours recevoir la pension alimentaire en question. En agissant ainsi, le juge désire manifestement protéger l'intérêt des enfants du couple en s'assurant que la capacité de payer du père soit maintenue. Lori Chambers a mis en lumière ce type de réflexe de la part des juges dans son étude sur les pères naturels de l'Ontario de 1921 à 1969. Elle attribue ces décisions aux faibles moyens coercitifs mis à la disposition des juges pour faire respecter leurs injonctions. Ils ne considéraient pas la prison comme une solution constructive, puisqu'elle entraînait le père dans une situation où il ne pouvait plus payer. De mauvais

⁷ Cynthia Comacchio, « "The History of Us" : Social Science, History, and the Relations of Family in Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 46 (automne 2000), p. 208.

⁸ « Gauthier c. Labelle », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 16 (1914-1915), p. 25-26.

payeur, il passait à non payeur, ce qui n'était manifestement pas dans l'intérêt de ses enfants⁹.

Quelques mois plus tard, la question de la conciliation entre les besoins de la mère et la capacité de payer du père est remise à l'ordre du jour dans la cause *Moffat c. Huberdeau*¹⁰. La Cour confirme l'importance du devoir de pourvoyeur du père en se basant exclusivement sur les besoins et la condition de la mère. Arthur Huberdeau se marie à Marie Anna Moffat en 1906 et quatre enfants naissent de ce mariage. Après quelques années, Huberdeau met fin à toutes relations maritales avec sa femme, même s'ils continuent d'occuper le même appartement. Moffat réclame une pension alimentaire de 18 dollars par semaine pour pallier ce qu'elle qualifie de désintérêt pour son propre entretien et celui de leurs enfants.

Huberdeau explique à la Cour qu'il est et a toujours été prêt à nourrir sa famille selon ses capacités financières. Or, en tant qu'apprenti briquetier ne gagnant que 13 dollars par semaine, il lui est impossible de répondre à la requête de sa femme. À ce propos, le juge retient son allégation selon laquelle il était pauvre lors de son mariage, que la demanderesse le savait et qu'elle a donc implicitement accepté de vivre selon cet état. Huberdeau affirme finalement craindre que son autorité soit bafouée puisque c'est sa femme qui emploiera les deniers reçus pour entretenir leurs enfants. Le juge rejette cet argument non pas parce qu'il est non fondé, mais parce qu'il considère qu'Huberdeau

⁹ Lori Chambers, « “You Have No Rights, Only Obligations” : Putative Fathers and the Children of Unmarried Parents Act », dans Lori Chambers, et Edgar-André Montigny (dir), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 117-118.

¹⁰ Centre d'archives de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (ci-après BAnQ-M), fonds de la Cour supérieure, greffe de Montréal (ci-après désigné par sa cote, TP 11), 1914, no 3846, *Moffat c. Huberdeau et Demers*, tiers-saisie.

peut mettre fin en tout temps à cette fâcheuse situation en fournissant en nature les biens nécessaires à sa famille. Le juge condamne donc le mari à payer à sa femme une pension alimentaire de 15 dollars par semaine, et ce, malgré ses faibles revenus.

Cependant, quelques années après que ce jugement soit rendu, Arthur Huberdeau hérite d'une somme d'argent considérable. Son père Magloire Huberdeau lui a légué à son décès des biens rapportant 3 100 dollars annuellement. Marie Anna Moffat intente alors une nouvelle action en pension alimentaire, cette fois à hauteur de 40 dollars par semaine. Elle plaide que son mari fait des voyages de plaisir ainsi que d'autres dépenses, mais continue néanmoins à lui verser seulement 15 dollars par semaine. Le juge, après avoir entendu les parties, maintient la contestation du défendeur, décidant que les 15 dollars par semaine versés sont suffisants.

Même en tenant compte du caractère modeste du mode de vie des acteurs en cause avant ce legs, il est pour le moins surprenant que le juge maintienne le versement de 15 dollars par semaine malgré la richesse nouvelle du défendeur. Dans cette cause, une transmission de biens bouleverse le processus de pension alimentaire. À la lumière de la décision du juge, le désir du testateur est favorisé aux dépens des besoins de la mère et de ses enfants. Il y a également une importante collision entre les besoins de la femme et la capacité de payer du mari. Il semble que la nouvelle capacité de payer du mari n'influence pas le juge dans sa décision, ce qui n'est pas monnaie courante dans les décisions rendues dans des litiges pour pension alimentaire¹¹. Cela semble contraire aux

¹¹ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 1, p. 489-490.

prescriptions du Code civil¹² et, à tout le moins, à l'interprétation doctrinale de Louis-Philippe Sirois. Il considère que la dette alimentaire doit être perçue comme un besoin relatif, et que l'obligation de celui qui doit les aliments « augmente quand sa fortune s'accroît [et] diminue quand il éprouve des pertes¹³. »

L'importance accordée à la façon de dépenser l'argent nécessaire se retrouve également dans une cause dont le jugement est rendu en 1911 en Cour de révision¹⁴. Dans cette cause, la demanderesse Gregory demande 12 300 dollars à son mari, Odell, pour les frais d'éducation et d'entretien de leurs enfants. Les deux époux sont maintenant séparés de corps et quatre enfants sont nés de leur union. Le principal argument de la demanderesse est à l'effet que les deux parties ont signé à leur mariage un contrat stipulant que c'est à son mari seul que revient le coût pour l'éducation et l'entretien des enfants à naître de ce mariage, le tout en fonction de ses moyens. Le défendeur ne nie pas l'existence de ce contrat, mais plaide plutôt que sa femme ne l'a en aucun cas consulté pour ces dépenses. Elle n'a jamais demandé d'argent à son mari et a veillé à ces dépenses par elle-même, en fonction de ce qu'elle considérait bon pour leurs enfants sans jamais demander à son mari un éventuel remboursement. Selon Odell, il ne peut être tenu de rembourser ce qu'il percevait comme une libéralité de sa femme à l'égard de leurs enfants.

Les juges Maloin, McCorkill et Letelier sont sourds aux arguments invoqués par le père et semblent voir dans ses agissements un manquement à ses responsabilités de père. Ils expliquent en effet que

¹² Art. 169 C.c.B.-C.

¹³ L. P. Sirois, « Pension alimentaire », *La revue du notariat*, vol. 3 (1900), p. 89-91.

¹⁴ « Gregory c. Odell », *Rapports judiciaires de Québec, Cour de révision*, vol. 39 (1911), p. 291-310.

[t]he defendant should have known that his obligation towards the children still existed, under the law and towards his wife, under the marriage contract, even after the judgment of separation. He knew these children could not be fed clothed, housed, cared for and educated without expense ; he knew he agreed and contracted to pay the entire expense thereof.

Les juges maintiennent l'appel et révisent le jugement de la Cour supérieure, en condamnant le défendeur à payer à la demanderesse la somme de 10 600 dollars, plutôt que les 12 300 dollars initiaux. La raison de la modification relève du fait que le père doit cesser de payer pour l'entretien et l'éducation de ses enfants à l'âge de 21 ans. Nous constatons dans cette cause que les revenus substantiels d'Odell n'ont pas empêché les juges de le condamner à payer une pension considérable à sa femme, contrairement à la cause précédente. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'Odell est riche dès son mariage, contrairement à Moffat. Les juges acceptent peut-être mal que le système de justice serve d'outil d'ascension sociale instantanée, ce qui est conséquent avec l'interprétation doctrinale de Joseph Edmond Roy, qui considère que le quantum des dommages doit toujours être soumis à « l'étendue du besoin de celui qui le réclame, eu égard à sa qualité, à l'état, au rang qu'il a dans le monde [...] »¹⁵.

Ces causes mettent en évidence le rôle de pourvoyeur du père ainsi que les préoccupations qui en découlent. Dans ces litiges, le père ne rejette pas ce rôle. Il désire seulement s'assurer que celui-ci s'effectue à l'intérieur de ses moyens. Il existe un lien entre le rôle de pourvoyeur et l'autorité que ce rôle confère au père sur ses enfants¹⁶. En défrayant les coûts d'une pension alimentaire à sa femme, le père lui cède une partie de

¹⁵ J. E. Roy, « De l'obligation alimentaire », p. 206.

¹⁶ Cynthia S. Fish, *Images and Reality of Fatherhood. A Case Study of Montreal's Protestant Middle Class, 1870-1914*, thèse de doctorat, Montréal, Université McGill, 1991, p. 321.

cette autorité et la symbolique du pourvoyeur en lui permettant de choisir comment l'argent nécessaire à leur subsistance doit être dépensé. Cet argument de la perte d'autorité n'a jamais été pris en considération par les juges dans les causes étudiées, malgré l'importance de cette question sur la symbolique du pourvoyeur. La principale préoccupation des juges était plutôt de s'assurer de concilier les besoins de la femme et de ses enfants avec la capacité de payer du père, dans le but de sauvegarder l'intérêt des enfants en cause.

1.2 Les cas de pension alimentaire demandée au beau-père

Lorsque le mari ne peut accomplir les devoirs liés à son état matrimonial, soit nourrir et entretenir sa femme et ses enfants, cette dernière doit se tourner vers un pourvoyeur alternatif et la Cour doit trancher. Qui doit donc tenir ce rôle fondamental pour la survie du noyau familial en crise? Cette obligation alimentaire incombe réciproquement, nous apprend le Code civil, aux parents et aux enfants ainsi qu'aux beaux-parents et aux gendres et belles-filles¹⁷. La doctrine explique que le fondement de cette règle de droit repose sur un principe de droit romain : *ubi est successionis emolumentum ibi et onus alimentorum esse debet – quem sequuntur commoda, eundem sequi debent incomoda*, c'est-à-dire que l'ordre pour déterminer qui devra fournir les aliments est le même que celui concernant l'ordre de succession¹⁸. Cette règle est avant tout fondée sur le devoir

¹⁷ Arts. 166 C.c.B.-C. à 168 C.c.B.-C.

¹⁸ Les auteurs consultés s'accordent sur l'existence de cette règle en droit québécois : G. Mathieu, « L'obligation de fournir des aliments de la part des gendres et belles-filles à leurs beau-père et belle-mère est-elle concurrente ou subsidiaire à celle des enfants? », *Revue légale*, vol. 12 (1906), p. 235-241 ; P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 1, p. 487-489 ; J. E. Roy, « De l'obligation alimentaire », p. 206.

d'affection et d'assistance qui existe au sein de la famille, mais aussi sur l'équité¹⁹. Comme l'indique J. E. Roy, « il est juste que ceux qui ont l'espoir de la succession aient la charge des aliments²⁰. » Cette règle s'applique également, nous le verrons dans le dernier chapitre, dans le cas des pères âgés qui réclament de l'assistance.

Les juges n'émettent donc aucune réserve à transmettre le rôle de pourvoyeur normalement réservé au père de famille à des pourvoyeurs substituts lorsque le premier fait défaut. Il s'agit généralement du beau-père de la femme qui demande de l'aide, c'est-à-dire le père du mari absent. Le rôle de pourvoyeur n'est donc pas attribué en fonction du respect des devoirs traditionnels du père, mais bien par la nécessité et la capacité de payer de chacun. Une hiérarchie des pourvoyeurs se dessine : celle-ci met en lumière l'importance accordée par la Cour au réseau familial élargi dans la survie quotidienne des familles lorsque le père manque à ses obligations. Cela n'est d'ailleurs pas surprenant dans la mesure où Bettina Bradbury a démontré de façon éloquente l'importante place que prend le réseau social et familial dans les stratégies de survie quotidienne des familles ouvrières à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle²¹. Peter Gossage a remarqué la même tendance dans la classe ouvrière de Saint-Hyacinthe durant la seconde moitié du XIX^e siècle²². La Cour ne fait qu'institutionnaliser la solidarité déjà présente dans l'esprit des familles de cette époque.

¹⁹ G. Mathieu, « L'obligation de fournir des aliments », p. 235-241.

²⁰ J. E. Roy, « De l'obligation alimentaire », p. 206.

²¹ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 84-98.

²² Peter Gossage, *Families in Transition : Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 117-118.

La cause opposant Zéphirina Larochelle à son beau-père Sévère Lafleur offre d'entrée de jeu un éclairage intéressant sur le débat opposant le père et le beau-père de la demanderesse concernant la question de pourvoyeur substitut²³. La demanderesse est la veuve de Joseph Salomon Lafleur, le fils de Sévère. Zéphirina Larochelle dit être dans une situation fâcheuse, étant malade, sans argent et incapable de gagner sa vie et de subvenir aux besoins de ses trois enfants. Elle réclame donc une pension alimentaire de 50 dollars par mois à Sévère Lafleur. Elle plaide qu'en plus d'être dans l'obligation de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants en raison de son lien de parenté, son beau-père a amplement les moyens de remplir ce rôle.

Lafleur ne voit pas la chose de la même façon. Il considère que François-Xavier Larochelle, le père de la demanderesse, est davantage en moyen que lui pour subvenir aux besoins de Zéphirina, et explique à la Cour que celle-ci n'a pas préalablement poursuivi son père. Il réclame donc que monsieur Larochelle paie sa part de la réclamation de sa fille (50 %), et il demande la suspension des procédures jusqu'à ce qu'il soit mis en cause.

Dans son jugement, le juge Mathieu fait part des deux éléments fondamentaux à prendre en compte dans les litiges en pension alimentaire contre le beau-père. Il indique qui doit payer la pension alimentaire et quelles doivent être les modalités générales de ce paiement. Cette seconde question sera traitée plus loin. Tout d'abord, à la question de savoir qui doit payer pour la survie de la demanderesse, le juge répond que « our law has laid the alimentary obligation generally on all persons standing in certain relationships to

²³ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 778, Larochelle c. Lafleur.

the claimant, and has not created any rules or orders among those obliged to contribute. » Il confirme donc le recours en pension alimentaire d'une demanderesse éventuelle et limite ce recours aux parents et alliés de celle-ci, sans hiérarchie. Notre analyse de ces causes en pension alimentaire montre que ces gens ayant une « certain relationship to the claimant » sont dans les faits le mari, le père et le beau-père de la demanderesse et qu'il y a malgré tout une hiérarchie apparente qui se dessine entre 1900 et 1920 en ce qui concerne ces pourvoyeurs éventuels.

1.2.1 Hiérarchie au sein des pourvoyeurs

Le premier responsable du maintien d'une femme et de ses enfants est le mari. Cette conclusion provient de la lecture conjuguée des articles 165 du Code civil en ce qui concerne les enfants ainsi que les articles 173 et 174 en regard de la femme. Ces deux derniers articles indiquent respectivement que « [l]es époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance », et que « [l]e mari doit protection à sa femme [...] ». Le tribunal réaffirme cette idée en 1913 dans la cause Hogan c. Fisk²⁴. Mary Hogan et Edward Fisk se sont mariés le 10 septembre 1908. Ils étaient déjà à cette date les parents d'un enfant âgé d'un an. Trois mois après le mariage, Edward abandonne sa femme et quitte le Québec. Il envoie à sa femme une pension de cinq dollars par mois qu'elle considère grandement insuffisante. Elle demande donc une pension alimentaire de quatre dollars par mois à son beau-père, le docteur Newell Fisk, plaidant qu'il a amplement les

²⁴ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 503, Hogan c. Fisk. À ce sujet, voir également BAnQ-M, TP 11, 1913, no 1934, Racine c. Dansereau.

moyens de subvenir à ses besoins. Convaincue du devoir de son mari ou de son substitut, elle indique à la Cour : « I should not work when I have a husband²⁵. »

Newell Fisk n'est pas du tout d'accord avec la demanderesse. Il considère que son fils est tout à fait en mesure de pourvoir aux besoins de sa famille, puisqu'il est robuste et âgé de 21 ans. De plus, son mari ne l'a aucunement abandonnée, c'est plutôt elle qui a refusé de le suivre. De plus, tout le monde sait où il est parti : il travaille pour le *Canadian Pacific Railway Company* à North Bay, en Ontario. Son avocat rappelle finalement la hiérarchie qui doit prévaloir dans les demandes pour aliments lorsqu'il indique que la demanderesse n'a pas fait de démarches préalables contre son mari.

Newell Fisk perd sa cause en Cour supérieure et est condamné à payer trois dollars par mois à la demanderesse. Portant plus tard la cause en révision, il sera relevé de son obligation de lui fournir des aliments. Pour qu'un beau-père paie une pension alimentaire à sa belle-fille, celle-ci doit d'abord avoir épuisé ses recours contre son mari, indiquent les juges de Lorimier et Greenshield. Le fait que le mari soit en Ontario n'empêche nullement la demanderesse d'intenter une action contre lui, puisqu'elle sait où il réside. La Cour rappelle également l'obligation de la femme de vivre avec son mari et l'obligation de ce dernier d'accueillir sa femme, peu importe l'endroit où il réside²⁶.

Des exceptions nuancent cette interprétation des tribunaux. Par exemple, la femme d'un homme qui a déguerpi hors de la juridiction de la Cour pour aller vivre aux États-Unis,

²⁵ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 503, Hogan c. Fisk.

²⁶ Art. 175 C.c.B.-C.

comme dans la cause *Racine c. Dansereau*, n'est pas tenue d'intenter des procédures contre son mari avant celles contre son beau-père²⁷. Dans ce litige, l'argument invoqué par Abel Dansereau selon lequel « le défendeur n'est tenu de fournir des aliments à la demanderesse, qu'à défaut de son mari » n'est pas recevable. Le beau-père est donc condamné à payer une pension alimentaire de 30 dollars par mois à sa belle-fille. Par contre, ce jugement ne diminue en rien les devoirs du mari dans l'éventualité d'un retour au Québec. Mécontent de la décision du juge, Abel Dansereau porte la cause en révision, mais la requête est retirée à la suggestion du juge en raison du retour du mari de la demanderesse.

La cause *Phaneuf c. Prévost*, entendue en 1915, renseigne elle aussi sur les responsabilités de chacun des acteurs familiaux autres que le mari envers une femme dans le besoin²⁸. Joséphine Phaneuf épouse Napoléon Prévost le 16 novembre 1909. Les enfants issus de ce mariage sont tous décédés. En juillet 1913, Napoléon abandonne sa femme. En raison de la fuite de son mari hors de la juridiction du tribunal, celle-ci ne peut pas le poursuivre. Pour subvenir à ses besoins, elle intente une action en pension alimentaire à hauteur de cinq dollars par semaine contre son beau-père, Jean-Baptiste Prévost. La pension est accordée.

La cause est portée en révision puisque des faits nouveaux doivent être examinés. La demanderesse vit chez sa mère, qui est remariée avec un certain Flavien Roy. Ce dernier demande une pension de trois dollars par semaine à Joséphine pour vivre chez lui. Le

²⁷ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 1934, *Racine c. Dansereau*.

²⁸ BAnQ-M, TP 11, 1915, no 1080, *Phaneuf c. Prévost*.

juge Charbonneau observe « que le parâtre n'est, en aucune façon, tenu de fournir des aliments à la demanderesse. » Par contre, les juges du banc affirment que la mère de la demanderesse n'est pas relevée par son second mariage, de subvenir aux besoins de sa fille. Ils ordonnent donc que les frais de subsistance soient séparés entre le beau-père et la mère de la demanderesse. L'extrait de jugement suivant éclaire beaucoup la perception qu'a le tribunal de la hiérarchie des éventuels pourvoyeurs :

Il est vrai que cette obligation n'est que subsidiaire à celle du mari qui est le premier obligé à fournir les aliments, mais l'obligation du père du mari est absolu[e] [;] dans le même cas et il me paraîtrait qu'il serait juste de faire porter, par la mère de la demanderesse, la moitié de ces aliments.

Il est donc entendu que le mari est le premier responsable de l'entretien de sa femme et de ses enfants. Il est également réaffirmé en 1913 qu'il se doit de les entretenir selon ses moyens. En situation de crise, ce devoir de pourvoyeur peut être légalement transféré à certains membres de la famille. En effet, si le mari est absent ou incapable, cette responsabilité revient conjointement aux parents de la femme abandonnée et à son beau-père. Voyons maintenant comment se négocie devant les tribunaux cette responsabilité commune entre le père et le beau-père d'une femme abandonnée.

1.2.2 Une responsabilité qui n'est pas absolue

La seconde partie du jugement *Larochelle c. Lafleur* que nous évoquions en début de section montre qu'il existe au début du XX^e siècle une ligne de conduite générale à respecter pour le paiement de la pension alimentaire en fonction de la capacité de payer. Le juge indique en effet que « chacun d'eux n'est tenu de payer que la portion des

aliments mise à sa charge personnelle, d'après l'état de sa fortune²⁹. » Ainsi, tout comme dans les litiges en pension alimentaire impliquant le mari et sa femme, les jugements sur la pension alimentaire impliquant beau-père et belle-fille prennent en considération les besoins de la demanderesse et la capacité de payer du défendeur, ce qui respecte les prescriptions de l'article 169 du Code civil.

Par exemple, un beau-père âgé et incapable de subvenir aux besoins de sa belle-fille sans nuire à ceux de sa famille immédiate ne peut pas être poursuivi en pension alimentaire tout comme une belle-fille oisive ne pourra prétendre à recevoir une pension de son beau-père, comme dans le litige opposant Hogan à Fisk³⁰. Dans cette cause, le défendeur Fisk invoque l'âge raisonnable et la capacité physique de travailler de l'épouse, faisant de ces arguments des conditions *sine qua non* déterminant sa propre responsabilité. Il se défend en indiquant qu'il est lui-même âgé de 72 ans et de santé fragile. La demanderesse lui demande quant à elle une pension de quatre dollars par semaine, croyant qu'il est amplement en mesure de la lui offrir. C'est au concept même de pension alimentaire que le juge se réfère pour rendre son jugement. Pour obtenir des aliments, il faut à la fois prouver son incapacité de subvenir à ses propres besoins et prouver que celui à qui l'on demande la pension est en moyens. Dans le cas présent, la demanderesse vit chez ses parents et elle décide elle-même de ne pas travailler. Selon la Cour, « there is no reason why the plaintiff should not at least make some effort to maintain herself », considérant qu'elle est maintenant âgée de 24 ans et en parfaite santé, et que son enfant a quatre ans et est lui aussi en santé. Le défendeur n'a quant à lui

²⁹ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 778, Larochelle c. Lafleur.

³⁰ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 503, Hogan c. Fisk.

aucunement les moyens de payer cette pension alimentaire, étant trop vieux et ayant déjà à sa charge une femme indigente.

Il y a bien sûr certaines nuances. Par exemple, un beau-père ne peut se mettre lui-même dans une situation précaire ou se départir de ses avoirs pour éviter d'entretenir sa belle-fille et ses petits-enfants³¹. Mais de façon générale tout comme dans les causes impliquant le mari et sa femme, les juges tentent principalement de concilier les besoins d'une femme dans le besoin à la capacité de payer de son beau-père et de son père. Cette responsabilité leur est en effet conjointement imposée si le mari de la femme dans le besoin ne s'acquitte pas de son devoir de pourvoyeur.

1.2.3 Quand le confort du foyer se substitue à la pension alimentaire

Le recours en pension alimentaire n'est pas le seul moyen pour la femme abandonnée de sauvegarder sa condition et celle de ses enfants en cas d'abandon du mari. Si le défendeur est le beau-père, il arrive que le tribunal le condamne à recevoir chez lui la demanderesse et à lui fournir les éléments nécessaires à sa vie et à celle de ses enfants. Il s'agit d'une application de l'article 171 du Code civil : « Si la personne qui doit fournir les aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal peut ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle doit des aliments. » Le fait que les tribunaux accordent ce type de remède aux femmes abandonnées n'a rien de surprenant, compte tenu de la flexibilité des ménages de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Tamara K. Hareven rappelle en effet que

³¹ « Boire c. Robert », *La Revue de jurisprudence*, vol. 15 (1909), p. 411-413.

33 % à 50 % des familles ouvrières américaines de l'époque accueillait des pensionnaires à un moment ou à un autre du cycle de vie familial³². Ce type d'arrangement faisait également partie des stratégies de survie de la classe ouvrière étudiées par Bettina Bradbury à Montréal à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle³³.

Par exemple, en 1906, Céline Leclaire poursuit son beau-père Téléphore Guérin en pension alimentaire à hauteur de quatre dollars par semaine en invoquant que son mari est « un vagabond, un débauché et a été trouvé coupable de refus de pourvoir » et qu'elle est elle-même incapable de travailler en raison de la maladie de son fils³⁴. Téléphore Guérin avait déjà été condamné à payer cette somme, mais, en raison d'un revers de fortune – il perdit son emploi à *La cité de Montréal* –, avait plutôt demandé et obtenu de la Cour que la demanderesse vive chez lui et qu'il soit donc dispensé de payer une pension alimentaire. Des problèmes familiaux – la demanderesse aurait été maltraitée par sa belle-mère – forcent celle-ci à recourir à la protection de la Cour, et elle demande à nouveau une pension alimentaire. Un autre revirement de situation, cette fois-ci le retour de son mari, force la Cour à trancher de nouveau. Le défendeur plaide que son fils est présent, qu'il travaille à la *Diamond Glass Company* et qu'il est prêt à subvenir aux besoins de sa famille. Il considère donc ne pas être tenu de payer une pension alimentaire à sa belle-fille tant que le mari de celle-ci n'a pas été poursuivi. Ainsi, dans un jugement en date du 12 février 1907, la Cour déclare que « la demanderesse a reçu ordre d'aller demeurer avec le défendeur et que le mari de la demanderesse est prêt à

³² Tamara K. Hareven, « The History of the Family and the Complexity of Social Change », *American Historical Review*, vol. 96, no 1 (février 1991), p. 104-105.

³³ B. Bradbury, *Familles ouvrières*, pp. 84-98.

³⁴ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 3106, Leclaire c. Guérin.

vivre avec sa femme, ladite demanderesse, et peut la soutenir, elle et son enfant ; qu'il soit dispensé de lui payer la pension de quatre dollars par semaine qu'il a été condamné à lui payer par jugement ».

Ce genre d'arrangement, sans être toujours accepté par la Cour, est souvent proposé par le beau-père. Par exemple, Sévère Lafleur se dit prêt à accepter de recevoir sa petite-fille Berthe dans sa maison et de veiller à son entretien³⁵. Ou encore, Jean-Baptiste Prévost offre à sa belle-fille Joséphine Phaneuf de l'accueillir chez lui pendant six mois sans payer de pension et, pendant les six mois suivants, de lui payer une pension pendant qu'elle est accueillie par sa propre mère³⁶. Pour justifier cette offre, Phaneuf explique au tribunal qu'il est âgé de 62 ans et est pratiquement incapable de travail rémunérateur. Aussi doit-il déjà pourvoir à sa femme et à une petite-fille.

Deux ans plus tard, Rodolphe Plante va plus loin³⁷. Non seulement l'accueil de sa belle-fille Rose Alma Desgroseilliers est pour lui une stratégie pour économiser du numéraire – il plaide en effet ne pas avoir les moyens de l'aider financièrement –, il dit la considérer comme son propre enfant alors qu'il lui offre dans tous les cas « de s'en revenir chez lui avec son enfant et de la recevoir à sa table et l'entretenir elle et son enfant pour y vivre comme les enfants de sa maison, et lui donner ce qu'un père donne ordinairement à ses enfants pour vivre dans sa maison. »

Ces arrangements sont des indices intéressants qui montrent qu'il est plus facile d'aider un parent dans le besoin en l'intégrant au noyau familial plutôt que de lui verser une

³⁵ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 778, Larochelle c. Lafleur.

³⁶ BAnQ-M, TP 11, 1915, no 1080, Phaneuf c. Prévost.

³⁷ BAnQ-M, TP 11, 1917, no 4638, Desgroseilliers c. Plante.

pension alimentaire. Ceux-ci font partie d'un ensemble de stratégies établies en réponse à la pauvreté qui accablait la classe ouvrière. Dans ces causes, le beau-père fait résolument partie de ce réseau d'entraide familial même si la Cour doit lui forcer la main. La faible représentation de cette pratique dans notre corpus laisse par contre entrevoir que cette stratégie est en perte de vitesse, au profit de la généralisation des pensions alimentaires en numéraire, tributaire de la montée du capitalisme.

1.2.4 *La faute de la femme : un argument pour se substituer à son devoir de pourvoyeur*

Un argument fréquemment brandi par les beaux-pères dans les causes étudiées pour éviter le fardeau de la pension alimentaire fait état de la faute de la demanderesse dans les déboires familiaux. Ils expliquent dans ce cas que si la femme est fautive, ils n'ont pas à réparer les pots cassés en lui offrant une pension alimentaire. Cet argument est notamment plaidé dans les causes *Racine c. Dansereau* en 1913³⁸, *Lalancette c. Forcier* en 1915³⁹ et *Desgroseilliers c. Plante* en 1917⁴⁰. Il faut noter que son importance n'est jamais centrale, puisque nous ne le retrouvons jamais dans les *jugés* des revues de jurisprudence. En 1915, le jugement rendu dans la cause *Laporte c. Brunet* le rend officiellement caduc⁴¹. Voici les circonstances entourant ce litige.

La demanderesse Démétrée Laporte s'est mariée avec Rodolphe Brunet. Cinq enfants sont nés de ce mariage. Quelques mois avant que cette cause soit entendue, la

³⁸ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 1934, *Racine c. Dansereau*.

³⁹ « *Lalancette c. Forcier* », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 17 (1915-1916), p. 35-37.

⁴⁰ BAnQ-M, TP 11, 1917, no 4638, *Desgroseilliers c. Plante*.

⁴¹ BAnQ-M, TP 11, 1915, no 2349, *Laporte, et vir. c. Brunet*.

demanderesse est obligée de retourner vivre chez son père, alors que son mari perd son emploi. Puisque ce dernier n'a pas les moyens de subvenir à ses besoins, elle réclame une pension alimentaire de 50 dollars par an à son beau-père Alexis Brunet qui, prétend-elle, est très riche.

Alexis Brunet considère que Démétrée Laporte est responsable de cette situation fâcheuse. « La demanderesse devrait toujours vivre avec son mari ; mais au contraire, sans aucune raison, elle a détruit le foyer conjugal ; elle l'a dépouillé de tous les meubles le garnissant et les livrant à son frère ». Selon Brunet, son fils est un jeune homme intelligent capable de gagner sa vie convenablement. Il le faisait d'ailleurs très bien, puisqu'il travaillait à l'Hôtel de Ville. Il a perdu ce poste par sa faute, mais aussi en raison du manque d'encouragements de sa femme. En effet, la demanderesse a toujours prétendu que peu importe les circonstances, le défendeur pourrait subvenir aux besoins de leur famille. Finalement, Brunet considère que la demanderesse a quitté son mari pour de mauvaises raisons, soit « parce que son mari ne lui donnait pas de fourrures, parce que le mari n'avait aucune fourrure à donner à sa femme et à ses enfants, c'est pour cela qu'elle l'a laissé. » Dans leur jugement, les juges Archibald, Greenshields et Beaudin permettent à la demanderesse de réclamer des aliments à son beau-père si son mari est incapable de travailler. Ils stipulent qu'il est illégal pour un beau-père de plaider qu'il refuse de donner des aliments à sa belle-fille parce qu'elle est la grande responsable des déboires du foyer de son fils.

L'étude des litiges en pension alimentaire impliquant une femme et son beau-père permet de mettre en lumière l'existence d'une hiérarchie de pourvoyeurs dans l'esprit

des juges de cette époque. Lorsque le mari est incapable d'exercer son devoir de pourvoyeur et que sa femme a épuisé tous ses recours contre lui, des membres du réseau familial doivent prendre le relais. La Cour a déclaré dans une série de jugements qu'en cas d'incapacité du mari, cette responsabilité de pourvoyeur incombe à la fois au beau-père et au père de la femme dans le besoin, le tout en proportion de leurs moyens. Un certain nombre de stratégies sont employées par les beaux-pères, avec des résultats mitigés, pour diminuer les charges inhérentes à ce devoir. Ils peuvent proposer de recevoir leur belle-fille chez eux ou encore plaider la responsabilité de celle-ci dans les déboires qui affligent son couple, espérant dans ce cas ne pas avoir à déboursier.

1.3 Le père naturel : un pourvoyeur même hors mariage

Les causes présentées jusqu'à présent supposent que les enfants du père en question sont nés dans le cadre du mariage. Bien sûr, ce n'était pas toujours le cas. Les réponses données par les juges dans les cas de paternité naturelle confirment que le devoir de pourvoyeur n'est pas lié à la définition légale de la paternité puisque les pères naturels impliqués dans ces litiges sont tenus de pourvoir aux besoins de leurs enfants naturels sans être considérés comme leur père et sans bénéficier des attributs de la puissance paternelle. C'est également la position de Pierre Basile Mignault, qui relève néanmoins la possibilité d'ambiguïté naissant des articles 165 et 218 du Code civil :

Dans notre droit, la raison de douter, c'est que nos articles ne visent que le cas des enfants légitimes, puisqu'on dit que le père exerce l'autorité paternelle durant le mariage. Cependant, l'enfant naturel, même incestueux et adultérin, a droit de réclamer des aliments contre son père et sa mère⁴².

⁴² P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 151.

Des conclusions similaires sont tirées par Lori Chambers dans les cas des pères naturels de l'Ontario de 1921 à 1969, qui, selon les tribunaux, ont « no rights, only obligations. » De fait, ces pères naturels doivent payer pour leurs enfants illégitimes, mais ne peuvent pas compter sur un droit de garde, ni même un droit de visite. Ces droits restreints pouvaient, selon Chambers, avoir des conséquences fâcheuses sur l'aspect émotionnel de la paternité⁴³.

1.3.1 Comment prouver l'improuvable

La principale préoccupation du tribunal dans ces litiges est de déterminer s'il y a bel et bien un lien de filiation entre le père présumé et son enfant, ce qui n'est pas chose facile. Il arrive que la paternité soit démontrée sans aucun doute, comme dans la cause *Lévesque c. Ouellet*, entendue en 1902⁴⁴. Dans cette cause, le mariage entre Horace Lévesque et Hélène Ouellet est annulé par un décret canonique quelques mois après avoir été célébré en raison de la consanguinité des parties. Malgré cette annulation, les effets civils continuent d'être en vigueur jusqu'à l'annulation légale du mariage. Or, le 10 avril 1902, un enfant naît du mariage en question, après son annulation canonique, mais avant son annulation civile. Devant une situation où la paternité est probante, la Cour doit faire la balance entre les besoins de la femme et la capacité de payer de l'homme, comme nous l'avons vu dans les parties précédentes. Dans cette cause, le père naturel est condamné à verser 10 dollars par mois à la défenderesse et à leur enfant.

⁴³ L. Chambers, « "You Have No Rights, Only Obligations" », p. 116.

⁴⁴ « *Lévesque c. Ouellet* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 22 (1902), p. 181-190.

Autrement, la paternité doit être prouvée. Différents arguments sont présentés en faveur ou contre la paternité présumée, par exemple la conduite dissolue des parties, le fait d'avoir eu des relations sexuelles près du moment de la conception théorique de l'enfant ou le simple fait d'agir comme un père de famille.

En 1914, Georges Beaupré invoque la conduite dissolue de demoiselle C. Soucy pour éviter le fardeau financier qui accompagne la paternité naturelle⁴⁵. Selon le défendeur Beaupré, la demanderesse aurait fait

tout ce qu'elle a pu pour corrompre le défendeur, et que loin de démontrer qu'elle fut toujours restée chaste, elle a tenté d'entraîner le défendeur par ses manières et ses paroles ; que pour la première fois, le défendeur s'est alors aperçu [...] que non seulement la demanderesse n'était pas chaste, mais qu'elle avait acquis des habitudes de libertinage [...].

Cette déclaration laisse possiblement entrevoir l'existence d'un double standard sexuelle en ce qui concerne la chasteté. Comme l'indique Marie-Aimée Cliche dans ses travaux, les attentes morales envers les femmes de cette époque étaient plus élevées qu'envers les hommes⁴⁶. Aussi, Beaupré affirme ne pas être le père de l'enfant, car la demanderesse était déjà enceinte. L'impossibilité réelle de savoir s'il est le père de l'enfant en question peut selon lui être prouvée en démontrant les habitudes de libertinage de la mère⁴⁷. Il admet néanmoins avoir eu des « rapports charnels » avec la demanderesse à sa demande durant les cours de sténographie qu'il lui donnait. Neuf mois après ces rapports sexuels,

⁴⁵ « Soucy c. Beaupré », *Revue légale*, vol. 20 (1914), p. 80-85.

⁴⁶ Marie-Aimée Cliche, « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795-1879 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 1 (été 1995), p. 32-33.

⁴⁷ Dans la cause Charlebois c. Flanagan (BAnQ-M, TP 11, 1901, no 888, Charlebois c. Flanagan), la Cour admet l'argument selon lequel la demanderesse avait une conduite immorale à l'époque de la conception de l'enfant : « It is legal for Defendant to allege in his plea to such an action, that Plaintiff is of loose and disorderly conduct and was carnally known by diverse parties, inasmuch as, if proven, such allegations would strengthen Defendant's denial of paternity. »

une fille naquit. Pour se défendre, Beaupré explique qu'il « n'a jamais admis qu'il était le père dudit enfant et qu'il n'a jamais fait quoi que ce soit qui pût faire croire qu'il l'était⁴⁸. »

La Cour répond que le simple fait d'admettre avoir eu des relations sexuelles avec la demanderesse environ neuf mois avant la naissance de l'enfant est une preuve de la paternité du défendeur⁴⁹. Aussi, il y a présomption de paternité lorsque les parents du défendeur, comme dans ce cas-ci, se sont occupés de l'enfant en question et lorsque les traits de la figure de l'enfant ont une grande ressemblance avec ceux du défendeur. Le tribunal juge donc que Georges Beaupré est bien le père de l'enfant en question et qu'il est tenu de pourvoir à son entretien.

Le fait d'agir comme un père envers ses enfants fait partie de l'argumentaire des parties pour prouver la paternité. Dans la véritable saga familiale que représente la cause Joseph Lamoureux c. Désiré Émard, entendue en 1903, il est clairement montré qu'il n'est pas nécessaire pour un père d'agir comme tel pour être ainsi reconnu par la Cour⁵⁰. La raison d'être de cette cause est un litige pour la succession d'Octavie Émard, décédée le 23 février 1903. Trois familles se considèrent comme héritières, soit les Émard, les Gauthier et les Cusson. La question centrale du litige est de savoir si les parents d'un enfant légitimé par le mariage peuvent être héritiers.

⁴⁸ « Soucy c. Beaupré », p. 80-85.

⁴⁹ Dans la cause McAuley c. McLennan (« McAuley c. McLennan », *Revue légale*, vol. 8 (1902), p. 144-145), McLennan admet avoir eu des relations sexuelles avec McAuley, mais avant la date fixée par l'article 227 du Code civil pour la durée la plus longue d'une grossesse. Puisque la relation sexuelle a eu lieu à une date somme toute rapprochée, « cet aveu du défendeur constitue une présomption et un indice résultant de *faits dès lors constants* et assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale. » En l'occurrence, la demanderesse affirme n'avoir eu aucune autre relation sexuelle avec un homme durant l'époque de conception admise par la loi. La Cour accepte donc le témoignage de McAuley et déclare McLennan père naturel de l'enfant en question.

⁵⁰ BAnQ-M, TP 11, 1903, no 37, Lamoureux c. Émard.

Octavie est née en 1848, onze mois avant le mariage de sa mère Flavie Cusson et Désiré Émard, le défendeur. Elle est baptisée le 19 février 1848 et inscrite au registre de l'état civil comme étant née de père inconnu. Le mariage de Désiré Émard et de Flavie Cusson a pour effet de légitimer la petite Octavie. Désiré Émard déclare durant le procès être le père d'Octavie, même si des preuves laissent croire le contraire.

Pour prouver sa paternité, Désiré Émard plaide qu'il a connu charnellement Flavie Cusson bien avant leur mariage. Aussi, il dit avoir toujours cru qu'Octavie était sa fille. Si cela n'avait pas été le cas, il n'aurait pas marié Flavie Cusson, car il n'aurait « jamais consenti à marier le restant des autres. »

De nombreux éléments laissent croire qu'Octavie était considérée comme une enfant à part chez les Émard. Tout d'abord, elle est confiée à ses grands-parents, qui sont voisins, dès son plus jeune âge et y vit pendant son enfance. Si bien que, selon le défendeur, les autres enfants de Désiré la considéraient comme leur tante. D'autres éléments sont assez troublants : selon plusieurs témoins, Octavie n'a jamais appelé Désiré son père, l'appelant toujours Désiré ou Poitevin (son deuxième nom) sans ajouter de termes respectueux, et en le tutoyant la plupart du temps. Désiré affirme lui-même ne jamais s'être fait appeler « père » par elle, et ne jamais l'avoir appelée sa fille. Lorsqu'un avocat lui demande durant son témoignage combien d'enfants il a eus, il répond onze enfants, oubliant de compter Octavie. Il n'a pas accompagné le corps d'Octavie au cimetière et il aurait fréquemment fait preuve de violence physique et verbale envers Octavie, la traitant de « bâtarde à Olivier Courroux », l'autre père présumé.

Désiré affirme que l'on a commencé à prétendre qu'elle n'était pas sa fille quelques mois après sa naissance. Par contre, il a toujours affirmé qu'elle était sa fille : « Je disais elle n'appartient pas aux Cusson, elle appartient à Émard. »

Dans cette cause, où la question de la transmission de biens remet à l'ordre du jour celle de la filiation, la Cour reste sourde aux arguments des demandeurs. Elle applique plutôt à la lettre l'article 237 du Code civil, à savoir que « les enfants nés hors mariage sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère ». Dans ce cas, Désiré Émard a épousé la mère d'Octavie Émard après sa naissance, il l'a toujours reconnue comme son enfant, ce qui l'habilite, ainsi que ses autres enfants, à hériter d'Octavie. Ainsi, même si un père n'agit pas comme tel durant la vie de l'enfant, si l'enfant a été légitimé par le mariage, la Cour ne peut que confirmer le lien de filiation.

Dans une autre cause, le tribunal affirme qu'une somme d'aveux qui, pris séparément, ne forment pas une preuve constitue une sérieuse présomption de paternité une fois réunis. Cet argument est accepté par la Cour dans la cause *Rattigan c. Robillard*⁵¹. Dans cette cause, le défendeur, qui est charpentier et menuisier, est appelé par un certain Gillespie pour réparer sa maison. C'est ainsi qu'il rencontre Jane Rattigan en juillet 1899. Robillard se prend rapidement d'affection pour Rattigan ; son amour devient si intense qu'il lui fait la promesse formelle de l'épouser.

Presque tous les soirs, ils allaient faire ensemble des promenades dans des lieux solitaires. Il avoue qu'ils demeuraient assis sur l'herbe dans des endroits obscurs jusqu'à dix ou onze heures du soir ; il nous dit que durant ces entrevues, il embrassait sa fiancée, et que même il se permettait sur sa personne certains attouchements indiscrets par-dessus ses vêtements.

⁵¹ BAnQ-M, TP 11, 1904, no 329, *Rattigan c. Robillard*.

Robillard jure ne jamais avoir été plus loin que ces attouchements. L'avocat du défendeur plaide que l'on ne peut baser la preuve de la paternité d'un homme sur des présomptions :

Nous soumettons respectueusement que s'il y a un cas où les règles de la preuve doivent être interprétées strictement, c'est bien dans une cause de cette nature où il s'agit d'une question excessivement grave pour le défendeur [...] [L]'on voit d'ici quelle est la position qui lui serait faite par cette cour s'il devait être déclaré le père d'un enfant qu'il jure ne pas avoir fait.

La demanderesse a gain de cause en première instance, mais l'affaire est portée en révision par Robillard et le jugement est confirmé. Les juges en révision déclarent Julien Robillard père de l'enfant de Jane Rattican. Ils se basent sur la preuve testimoniale de la mère, et sur le fait que le défendeur, bien qu'en jurant ne pas avoir eu de relations charnelles avec la demanderesse,

admet des faits qui constituent des présomptions ou indices suffisamment graves pour rendre probable l'allégation qu'il a eu des relations charnelles avec la mère de l'enfant et qu'il en est le père ; et dans l'espèce, les faits admis par le défendeur constituent une série ou succession continue de circonstances qui, prises dans leur ensemble, font naître une forte présomption que le défendeur a eu avec la mère de l'enfant des relations charnelles à la date de la conception de l'enfant jusqu'en approchant la date de sa naissance.

Finalement, une dernière cause permet de comprendre les mécanismes pour déterminer la paternité naturelle. Il s'agit d'une cause en désaveu de paternité où la principale question débattue est la preuve de l'incapacité à avoir fécondé la mère⁵². Le 17 août 1901, le demandeur William Parker Hickey se marie à Annie Flanagan dans la ville de Chatham, au Nouveau-Brunswick. Depuis mai 1908, le demandeur et sa femme ont vécu séparés de fait. Malgré cette séparation, ils continuent de se voir régulièrement, Hickey

⁵² BAnQ-M, TP 11, 1910, no 2783, Hickey c. Bédard, *ès-qual.* et Flanagan, mise en cause.

expliquant: « I saw her nearly every week, to pay her money to support her. » Le 16 octobre 1910, Annie Flanagan donne naissance à un enfant mâle, dans un hôpital privé de Montréal. La naissance et la grossesse furent cachées à Hickey.

Selon le demandeur, il ne peut aucunement être le père de l'enfant, qui serait le fruit de l'adultère. Ainsi, il réclame un désaveu de paternité. Le demandeur invoque trois arguments pour prouver ses allégations : que sa femme a commis l'adultère, qu'elle lui a caché la naissance de l'enfant et qu'ils ont été dans l'impossibilité morale de cohabiter pendant la période présumée de la conception de l'enfant.

La mère de l'enfant en question ne semble pas vouloir contredire son mari. Dans son témoignage, elle avoue candidement son adultère avec un certain Frédéric Morin, qui aurait admis sa paternité : « That the paternity of the said child has been admitted to me by the said F.... M.... who has given me money with which to pay the expenses of my lying in and confinement in the hospital, and who has offered to pay the expenses of keeping the said male child in a home. »

Ce type de cas est original, selon le juge Bruneau, puisqu'il n'en existe aucun dans la jurisprudence depuis 1866. Les actions sont généralement en déclaration et non en désaveu de paternité. Néanmoins, le juge prend cette cause très au sérieux, comme le montre son utilisation des paroles d'Arguesseau:

il ne faut jamais perdre de vue que la maxime "pater is est quem nuptiae demonstrant" est le fondement le plus solide de la société civile ; qu'on ne peut pas s'en écarter légèrement sans l'ébranler ; et que les arguments les plus vraisemblables ne sont pas toujours invincibles.

Une question si importante doit être étudiée avec soin. Le juge rappelle en effet que « [l]orsque des circonstances donnent lieu de douter si l'enfant doit la vie au mari ou à un étranger, la loi se déclare en faveur de l'enfant et le présume légitime. »

Le juge explique que chacun de ces trois arguments, pris isolément, n'est pas suffisant pour prouver le désaveu de paternité. Par contre, si, comme l'indique Merlin, l'impossibilité de cohabitation est « précise, certaine, absolue et continue », elle peut être admise. Ce n'est pas le cas ici. Pour répondre à l'aveu de la mère, le juge cite Demolombe, qui explique qu'un simple témoignage de la mère ou du père présumé ne peut être suffisant : « Parce que l'état d'un enfant ne peut dépendre d'un témoignage dicté peut-être par un sentiment de haine et de vengeance envers un mari qu'une femme jalouse veut humilier à tout prix, même aux dépens de son honneur et de l'état de son enfant. » En raison de ces arguments, le juge déboute la demande de Hickey. Ainsi, même si le couple semblait s'entendre à propos du désaveu de paternité, les juges rappellent les « parents » à l'ordre. C'est un cas intéressant où le tribunal prend au sérieux son rôle de gardien des familles, tout comme dans les cas des séparations de corps « de consentement », qui n'étaient jamais accordées⁵³.

1.3.2 Le père naturel : un pourvoyeur comme les autres

Pour les mères, le principal motif des poursuites en déclaration de paternité est de pouvoir compter sur une pension alimentaire de la part de celui qu'elles considèrent être

⁵³ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 4-5.

le géniteur. En démontrant la paternité de l'homme en question, elle peut le contraindre légalement à exercer son rôle de pourvoyeur.

Lorsque le juge considère la preuve de paternité bien établie, il accompagne cette décision d'une condamnation à payer une pension alimentaire à la demanderesse. C'est le cas dans la cause *Rattican c. Robillard*⁵⁴. Jane Rattican demande le versement d'une pension de 15 dollars par mois. Lorsque la paternité de Julien Robillard est prouvée, la Cour le condamne à payer à la demanderesse une pension alimentaire en sa qualité de tutrice de l'enfant mineur, soit huit dollars par mois jusqu'à ce que l'enfant ait huit ans, ensuite, 12 dollars par mois jusqu'à 16 ans ainsi que 100 dollars en un seul versement immédiat pour aliments pressants. Le même raisonnement s'applique dans la cause *Soucy c. Beaupré*⁵⁵.

En 1909 finalement, un jugement établit une importante différence dans l'exercice des droits et devoirs liés à la puissance paternelle entre un père et un père naturel. Dans cette cause, madame Picard, la demanderesse, poursuit le défendeur, Gadoury, en déclaration de paternité⁵⁶. Elle plaide que ses deux enfants sont nés de sa fréquentation avec le défendeur lors d'une cohabitation illégitime. Elle réclame par le fait même une pension alimentaire de cinq dollars par semaine pour assurer l'éducation, l'entretien et la nourriture des enfants ainsi que leur garde.

⁵⁴ BAnQ-M, TP 11, 1904, no 329, *Rattican c. Robillard*.

⁵⁵ « *Soucy c. Beaupré* », p. 80-85.

⁵⁶ « *Picard ès-qual. c. Gadoury* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 38 (1910), p. 65-68.

Le défendeur admet être le père des deux enfants. Il considère par contre qu'il serait malsain pour les enfants que leur mère ait leur garde. Il invoque plusieurs raisons : les mœurs dissolues de la mère, le mauvais environnement dans lequel évolueraient les enfants, mais également « [p]arce qu'elle élèverait ses enfants dans la haine de leur père. » Il croit que les enfants doivent être élevés « chrétiennement et honnêtement » et donc, qu'il serait dans leur intérêt d'aller vivre dans une communauté religieuse et d'y être élevés. Il serait d'ailleurs prêt à assumer les coûts de la pension.

Le jugement est favorable à la mère de l'enfant. Le juge considère que tant qu'elle est tutrice des enfants, la demanderesse a le contrôle de la personne et de l'éducation des enfants. Aussi, il rappelle que « le tuteur tient lieu de père à ses enfants qu'il a le droit de gouverner la personne des mineurs et a l'administration de leurs biens [...]. » Le juge décide qu'un père qui a volontairement reconnu sa paternité doit des aliments à ses enfants. En tant que tutrice, c'est à la mère qu'appartient l'éducation des mineurs. Le devoir de pourvoyeur est donc imposé à un père naturel sans que celui-ci n'ait un seul mot à dire dans la façon dont sera dépensé l'argent qu'il fournit à son enfant naturel.

Un homme qui a un enfant hors des liens du mariage est légalement qualifié de père naturel. Dans les cas où la paternité est prouvée, le père naturel a un devoir de pourvoyeur envers son enfant naturel. Par contre, il ne dispose pas de l'autorité qui accompagne généralement ce rôle. En effet, la Cour ne donne pas aux pères naturels le droit d'administrer les biens du mineur ; ils doivent se contenter de veiller à son entretien. La question principale qui est traitée dans ces litiges est la preuve de la paternité. Cette question est cruciale en raison de l'importance accordée au lien de

filiation, « fondement de la société ». Le fait d'agir comme un père est un argument suffisant pour prouver la paternité. Ceci prend encore plus de poids si des aveux sont prononcés ou l'existence de relations sexuelles entre la mère et le père présumé est démontrée.

La question du pourvoyeur est au coeur de tous les litiges présentés dans ce chapitre. De nombreuses personnes peuvent jouer ce rôle, en premier lieu, le mari, mais aussi le père ou le beau-père d'une femme dans le besoin ou encore le père naturel d'un enfant né hors mariage. En temps normal, ce rôle de pourvoyeur est garant d'une certaine autorité pour les pères de famille. Or, ces litiges viennent bouleverser ce lien entre l'autorité et le fait de pourvoir à sa famille. Les juges qui interviennent dans les litiges doivent concilier de nombreuses variables pour s'assurer du maintien des noyaux familiaux en crise. Ils s'assurent d'abord de répondre aux besoins des femmes en état précaire tout en respectant la capacité de payer des maris, et ce, dans le but avoué de protéger l'intérêt des enfants. Ils doivent également préciser quelle est la hiérarchie des pourvoyeurs dans les cas où les maris abandonnent leur femme. Ils font du père et du beau-père de la femme abandonnée des pourvoyeurs substitués, en respectant encore une fois les capacités de payer de chacun. Finalement, la question du pourvoyeur est encore présente dans le cas de la paternité naturelle. Or cette fois-ci, les juges doivent plutôt répondre à une question fondamentale, à savoir si la paternité est prouvée. Si tel est le cas, le père naturel est contraint de pourvoir aux besoins de son enfant naturel, sans bénéficier de l'autorité que possède en temps normal le père légitime sur ses enfants. Ainsi, malgré le fait que l'historiographie traditionnelle fait de la fonction de pourvoyeur le principal

aspect de la paternité du début XX^e siècle⁵⁷, ce n'est pas une fonction qui lui est propre en temps de crise familiale. La Cour outrepassa alors ce devoir de pourvoyeur accordé au père pour assurer la survie du noyau familial.

⁵⁷ Cynthia Comacchio, « Bringing Up Father : Defining a Modern Canadian Fatherhood, 1900-1940 », dans Lori Chambers, et Edgar-André Montigny (dir.), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 293.

CHAPITRE 2

La garde des enfants : quand la puissance paternelle cède le pas à l'intérêt de l'enfant

Nous traitons dans ce chapitre de la question du droit de garde selon deux aspects. Le premier, davantage basé sur les questions purement juridiques, exploite en profondeur la législation, la doctrine et les jugements produits dans les litiges. Cet angle d'analyse permet de mieux comprendre le dilemme qui existe dans l'esprit des juges de cette époque entre l'intérêt des enfants et l'autorité du père sur ceux-ci. Nous dressons en second lieu un portrait de la paternité idéale telle que colportée par les témoignages présentés en cour dans les litiges pour obtenir la garde des enfants. En analysant les réponses des juges face aux diverses représentations de la paternité qui leur étaient présentées, il est possible de déterminer leur légitimité aux yeux des tribunaux de l'époque. La représentation du bon père qui est extraite de ces causes s'avère être beaucoup plus riche que le modèle unidimensionnel du père pourvoyeur. Ce dernier occupe inévitablement une place importante dans les témoignages. Par contre, d'autres caractéristiques généralement attribuées dans l'historiographie aux pères de périodes ultérieures comme la proximité affective ou l'importance accordée à l'éducation des enfants sont présentes en nombre appréciable dans les témoignages.

2.1 Critères juridiques et liens sociaux

En cas de séparation de corps, l'article 214 du Code civil accorde la garde des enfants « à l'époux qui a obtenu la séparation de corps [...] ». Par contre, il pouvait y avoir conflit avec l'article 243 qui précise que c'est le père qui détient dans le cadre du mariage l'autorité sur les enfants jusqu'à leur majorité. L'article 244, en indiquant que « [l]e mineur non émancipé ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père » donne au père qui le désire des arguments supplémentaires pour obtenir la garde de ses enfant. Puisque la séparation de corps ne dissout pas les liens du mariage, le père peut invoquer un bref d'*habeas corpus* pour recouvrer leur garde¹. C'est cette procédure judiciaire qui est la plus fréquente dans les litiges de notre corpus.

Un important changement sur le plan des intérêts que désirent primordialement défendre les tribunaux aux prises avec ce type de litiges est perceptible dans la jurisprudence. L'attention des juges dans ces causes est de plus en plus portée sur les enfants, aux dépens de l'attention absolue qui était octroyée au père. Ce glissement entraîne une reconfiguration des décisions rendues par les tribunaux dans les cas de garde d'enfant, dont les premiers signes sont perceptibles à la fin du XIX^e siècle². Celle-ci est en effet de moins en moins accordée au père. L'intérêt des enfants est désormais un argument ayant beaucoup plus de poids aux yeux des juges, ce qui se traduit généralement par une perte d'importance accordée à la question de la puissance paternelle, ou, comme l'indique

¹ E.-Auguste Côté, *La puissance paternelle*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval / Rimouski, S. Vachon, 1926, p. 147.

² Cynthia S. Fish, « La puissance paternelle et les cas de garde d'enfants au Québec, 1866-1928 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 515-516.

Albert Mayrand, par son adoucissement³. Cela s'inscrit dans une tendance lourde observée par Édith Deleury, Michèle Rivet et Jean-Marc Neault selon laquelle les tribunaux « sont intervenus pour atténuer ce caractère absolu de la puissance paternelle et priver les parents de l'exercice de leur droit lorsque les circonstances le justifiaient⁴. »

Au Québec, Cynthia Fish a montré que le passage dans les cas de demande de garde d'enfant d'un respect quasi absolu de la puissance paternelle à une prise en compte accrue de l'intérêt des enfants se déroule principalement entre 1890 et 1910⁵. Cette transition s'effectue encore plus tôt dans les juridictions anglo-saxonnes. Constance Backhouse montre en effet que des tendances similaires sont observables à partir du milieu du XIX^e siècle en Ontario⁶. Marie-Aimée Cliche relève ce type de tendances dans d'autres pays anglo-saxons, alors qu'elle constate l'émergence de la « doctrine de l'âge tendre » dans la jurisprudence américaine du XIX^e siècle ainsi que l'entrée en vigueur en 1839 d'une loi permettant aux femmes d'obtenir la garde de leurs enfants en Angleterre⁷.

³ Albert Mayrand, « L'évolution de la notion de puissance paternelle en droit civil québécois », dans *Mélanges offerts à René Savatier*, Centre national de recherche scientifique, Paris, Librairie Dalloz, 1965, p. 623.

⁴ Édith Deleury, Michèle Rivet et Jean-Marc Neault, « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité », *Les Cahiers de droit*, vol. 15 (1974), p. 854.

⁵ C. S. Fish, « La puissance paternelle », p. 532-533.

⁶ Constance Backhouse, « Shifting Patterns in Nineteenth-Century Canadian Custody Law », dans D. H. Flaherty (dir.), *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 1, Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 212-215.

⁷ Marie-Aimée Cliche, « Puissance paternelle et intérêt de l'enfant : la garde des enfants lors des séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal, 1794-1930 », *Lien social et Politiques – RIAC*, vol. 37 (printemps 1997), p. 53-54.

Du côté doctrinal, E.-Auguste Côté observe, en 1926, cette reconfiguration des droits du père à la garde de ses enfants et la baisse de la force normative des articles 243 et 244 du Code civil au profit de la notion d'intérêt des enfants :

À un père qui faisait valoir ses droits, se basant sur les articles 243 et 244 du code civil, on a répondu que sa manière de voir était une proposition de droit strict qui aurait été maintenu il y a plusieurs années, mais que la doctrine et la jurisprudence de presque tous les pays, depuis quelque temps, reconnaissent que les droits du père ne sont pas absolus et que, dans certains cas, l'enfant doit être confié à la mère, même si les tribunaux ne se sont pas prononcés sur la séparation de corps et sur la garde des enfants⁸.

La volonté des enfants ainsi que leur intérêt et les différentes déclinaisons que peut avoir ce concept en fonction des circonstances du litige sont désormais pris en considération par les juges.

2.1.1 Ce que l'enfant veut, la Cour veut : quand la volonté de l'enfant sonne le glas du bref d'habeas corpus en matière de droit de garde

La puissance paternelle n'est plus l'argument central retenu par les juges dans les litiges impliquant la garde des enfants et cède le pas à leur choix et à leur intérêt. D'abord, l'importance nouvelle accordée au choix des enfants a nécessairement diminué la portée du bref d'*habeas corpus*, puisque l'argumentaire le plus souvent brandi par les pères dans ces circonstances est que leurs propres désirs ont préséance sur ceux de leurs enfants. Même si cette tendance est très perceptible dans notre corpus, elle ne faisait pas l'unanimité, comme l'indiquent les commentaires de Mignault sur la question, rédigés tout juste avant la période couverte par cette étude : « Le père a droit à la garde de son

⁸ E. A. Côté, *La puissance paternelle*, p. 123.

enfant non émancipé, le caprice de cet enfant ne peut rien contre ce droit. Donc, en principe, quelle que soit la volonté de l'enfant, on doit faire triompher le droit du père⁹. » Les années 1900 à 1920 sont donc une période déterminante en ce qui concerne l'application de ce concept en droit québécois.

L'applicabilité de l'*habeas corpus* est rapidement mise à l'épreuve, alors que Zénophile Vautrin l'invoque pour recouvrer la garde de son enfant Thérèse dès juin 1900¹⁰. Vital Dupuis, l'intimé en cette cause, avait eu la garde de sa nièce Thérèse depuis ses treize mois et ce durant huit ans. S'étant remarié, Vautrin se considère à nouveau apte à s'occuper de sa fille. Pour sa défense, Vital Dupuis évoque la liberté absolue de l'enfant de partir à tout moment et de retourner chez son père.

Le tribunal rejette la procédure intentée par le requérant, expliquant que celle-ci n'est pas appropriée dans les cas où la liberté individuelle de l'enfant n'est pas menacée. En effet, le juge considère que l'enfant est intelligente et assez âgée pour décider où elle désire vivre. En l'occurrence, elle préfère vivre chez l'intimé. La décision du juge Doherty est sans équivoque : « However clear may be the right of a father to the control and custody of his minor child, such right cannot, where its enforcement is not essential to the securing of the liberty of such minor child, be enforced by a writ of *habeas corpus*. »

⁹ Pierre Basile Mignault, *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Murlon avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*, Montréal, Théoret, 1895-1916, vol. 2, p. 149.

¹⁰ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 92, Vautrin c. Dupuis.

Cinq années plus tard, le juge Davidson contredit la décision du juge Doherty relativement au droit du père d'invoquer l'*habeas corpus* pour obtenir la garde de ses enfants. Le jugement porte sur un bref d'*habeas corpus* déposé par Bonaventure Lorenz, qui désire recouvrer la garde de sa fille Gertrude Lorenz, âgée de neuf ans. Lorenz vit aux États-Unis et est divorcé de sa femme Johanne A. Lipka Lorenz¹¹. Bien qu'il ait obtenu la garde de l'enfant, sa femme s'est enfuie au Québec, ce qui explique pourquoi celle-ci est entendue dans le district de Montréal. La cause est néanmoins différente de la précédente puisqu'en l'espèce, la femme contrevient à une décision du tribunal.

La principale défense invoquée par l'intimée est, comme dans la cause précédente, qu'elle ne détient pas l'enfant, que celle-ci est complètement libre de ses mouvements. Selon elle, l'enfant est assez vieille pour décider, et dans ce cas-ci, elle préférerait vivre avec sa mère, qui l'a élevée convenablement et qui y est très attachée. Elle explique aussi que le père agit de façon brutale et cruelle envers l'enfant, de telle sorte que la petite a peur de lui.

Le juge Davidson prend en considération le fait que l'enfant soit âgée de neuf ans, soit un an de plus que la petite Thérèse Vautrin. Malgré cela, il explique dans son jugement que « It is not of an age to judge for itself or to determine a legal right of custody. » Il juge également que l'on peut considérer comme une restriction de la liberté le cas où un mineur « of tender year » n'est plus sous la garde de son gardien légal, ce qui justifie parfaitement l'emploi du bref d'*habeas corpus*. Ainsi, l'argumentaire du juge est

¹¹ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, Lorenz c. Lorenz.

double : « the rights of the petitioner and the future welfare of his daughter require me to give him possession of her¹². »

Sans minimiser la puissance paternelle, le juge Robidoux établit clairement l'année suivante dans la cause *Rousseau c. Lapointe*, la position de la Cour en ce qui concerne l'irrecevabilité d'un bref d'*habeas corpus* lorsque les enfants ne sont pas contraints dans leur liberté¹³. À la mort de sa femme, Joseph Rousseau a confié la garde de son enfant à l'intimé, Adolphe Lapointe, et à sa femme. Ce sont les grands-parents maternels de l'enfant. Six ans après, Rousseau se remarie et réclame la garde de son enfant par bref d'*habeas corpus*. Pour sa défense, Adolphe Lapointe plaide que l'enfant en question n'est aucunement contrainte et qu'elle vit chez lui avec l'accord de son père, qui aurait déclaré qu'il ne l'enlèverait jamais de son foyer. La Cour casse le bref d'*habeas corpus* en indiquant au requérant que ce n'est pas la bonne façon de procéder. Le juge Robidoux précise que dans cette cause, « le père a certainement droit sur son enfant mineur, mais doit le faire légalement. »

Un jugement de 1916 interdit à nouveau l'utilisation du bref d'*habeas corpus* par un père pour recouvrer la garde de ses enfants ayant atteint l'âge de raison¹⁴. Le requérant, Roy, allègue qu'il est le père de Marie-Blanche-Noella Roy et qu'elle est née de son mariage avec feu Ursule Tellier. La fillette est aujourd'hui âgée de 14 ans. Il allègue que « against his consent and wishes, she is detained by the respondent in his house and

¹² Le jugement dans la cause *Garcin c. Croteau* (« *Garcin c. Croteau* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 27 (1905), p. 198-200) va dans le même sens.

¹³ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, *Rousseau c. Lapointe*.

¹⁴ « *Roy c. Roy* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 50 (1916), p. 501-503.

under his care, and that he is prevented from exercising his paternal rights and authority over his minor child, and she is herself deprived of her liberty [...] ».

L'intimé est l'oncle de l'enfant. Il allègue qu'elle n'est en aucun cas dépourvue de sa liberté, et que si l'enfant l'a accompagné ce matin, c'est simplement selon son bon vouloir. La fille allègue qu'elle vit librement chez son oncle. Elle préfère vivre chez lui « because petitioner had failed to provide a comfortable home for her after the death of her mother [...] ». Elle affirme également que « she had always been treated most kindly ; that she was happy and well provided for [...] ». »

Le juge rejette l'*habeas corpus*, car le père n'a pu prouver que sa fille était privée de sa liberté : « The object of the writ of *habeas corpus* is to remove illegal restraint upon personal liberty. Therefore, it cannot be used by a father to enforce his right to have the custody of a minor child staying with relatives of his own free will. » Les juges Archambault, Carrol et Cross présentent une analyse similaire dans la cause Osmun c. McAndrews entendue deux ans plus tard en Cour du banc du Roi¹⁵. Selon eux, il n'est pas légal pour Osmun d'invoquer l'*habeas corpus* pour recouvrer la garde de ses enfants puisque ceux-ci ne sont pas privés de leur liberté. De plus, ils sont en âge d'affirmer leur choix et de juger de leur intérêt, étant âgés de huit ans et de six ans.

La dernière cause entendue dans notre corpus à ce sujet, dont le jugement est rendu en 1919, montre que la liberté des enfants de choisir où ils désirent vivre ne peut outrepasser le pouvoir discrétionnaire du tribunal. Si tel est le cas, le bref d'*habeas*

¹⁵ « Osmun c. McAndrews », *La Revue de jurisprudence*, vol. 24 (1918), p. 251-253.

corpus peut encore être invoqué pour recouvrer la garde des enfants. Une séparation de corps est prononcée le 8 octobre 1913 entre la requérante Elizabeth Sarah Kastel et l'intimé William Henry Hampton¹⁶. La garde de leur enfant, Wilfrid, a alors été confiée à la mère. Hampton porte ce jugement en révision, tout en gardant l'enfant. Le jugement est maintenu le 3 février 1917, mais il refuse à nouveau de l'exécuter. Devant ce refus, la mère obtient un bref d'*habeas corpus* pour forcer le père à lui donner la garde de l'enfant. Ce à quoi le père répond de deux manières : 1 – le bref d'*habeas corpus* ne peut être invoqué pour une telle cause ; 2 – l'enfant préfère vivre avec son père. Le 24 février 1917, ces deux objections sont rejetées par le juge Pouliot. L'enfant est remis à la garde de sa mère.

Par contre, Hampton n'a pas dit son dernier mot. Le quatre mai 1917, il désobéit à l'ordre de la Cour et reprend son enfant, qui jouait au base-ball dans la rue. Il réclame la garde de l'enfant, qui ne lui fut pas accordée par les tribunaux. Encore une fois, il n'obéit pas à ce jugement. Elizabeth Kastel invoque à nouveau l'*habeas corpus* pour avoir la garde de son enfant. En réponse à ce bref, le père explique que son enfant aura 12 ans, qu'il a atteint l'âge de raison et qu'il désire vivre avec son père. Le juge rappelle à l'intimé que l'autorité paternelle conférée par le Code civil cesse « [l]orsque le tribunal, prononçant la séparation de corps entre les époux, donne la garde de l'enfant à la mère, en vertu du pouvoir discrétionnaire de l'article 214 du Code civil. » Il explique également qu'en l'espèce, l'utilisation du bref d'*habeas corpus* par la mère de l'enfant est tout à fait justifiée. Le juge demande :

¹⁶ « Kastel c. Hampton », *Rapports de pratique de Québec, Cour de révision*, vol. 20 (1919), p. 198-207.

En vertu de quelle disposition de la loi peut-on oser prétendre qu'un enfant de onze ans possède le droit de se choisir, à sa discrétion, un domicile autre que celui de sa mère, lorsque la garde lui en a été confiée, en vertu de l'article 214 du code civil, par le tribunal qui a statué définitivement sur la demande de séparation de corps des époux? Que deviendraient alors les attributs de la puissance paternelle si clairement définis par les articles 242, 243, 244 et 245 du code civil?

Il explique à Hampton qu'il doit maintenant obéir à la loi, d'autant plus qu'il n'a aucun grief contre sa femme.

La perception des enfants comme sujets de droit plutôt qu'objets de droit s'impose au Québec dans les années étudiées¹⁷. Ceci a nécessairement des impacts sur la façon dont les juges recevaient les demandes de garde d'enfant. Du point de vue de la procédure judiciaire, l'usage du bref d'*habeas corpus* est de moins en moins permis par les juges lorsqu'un père désire avoir la garde de ses enfants. Par le fait même, il est plus difficile pour le père de réclamer la garde de ses enfants, car il ne peut plus invoquer son autorité absolue sur ceux-ci pour justifier son droit de garde. Il s'agit d'une limite notable de la puissance paternelle imposée par l'appareil judiciaire, qui est manifestement relevée par E. A. Côté lorsqu'il pose la question suivante dans son ouvrage : « Faut-il détruire cette institution [la puissance paternelle] pour y substituer à son lieu et place la volonté de l'enfant ou celle du tribunal¹⁸? »

¹⁷ Renée Joyal, « L'évolution des modes de contrôle de l'autorité parentale et son impact sur les relations entre parents et enfants dans la société québécoise », *International Journal of Canadian Studies*, numéro hors série (hiver 1993), p. 74 ; voir également Édith Deleury, Michèle Rivet et Jean-Marc Neault, « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité », *Les Cahiers de droit*, vol. 15 (1974), p. 869-870.

¹⁸ E. A. Côté, *De la puissance paternelle*, p. 124.

2.1.2 *La question de l'intérêt des enfants*

Les juges accordèrent également une attention accrue à la question de l'intérêt immédiat des enfants. Cette notion entre généralement en conflit direct avec la puissance paternelle. En effet, dans la plupart des cas, ce n'est plus le père qui, aux yeux des tribunaux, est le mieux placé pour veiller à l'intérêt de ses enfants, mais bien la mère. Cette idée est si présente dans l'esprit des juges que les pères n'hésitent pas à plaider la présence dans leur foyer d'une femme, que ce soit une nouvelle épouse ou encore une sœur.

Rebecca Veinott observe cette tendance dans son étude entourant la législation de 1893 sur la garde des enfants en Nouvelle-Écosse. Cette loi a comme principal objectif la protection de l'intérêt des enfants, et celui-ci passe par les capacités morales de la mère plutôt que par ses capacités économiques. Il s'agit ici aussi d'une inflexion de la puissance paternelle au profit de l'intérêt des enfants, causée cette fois-ci explique Veinott, par les pressions de réformistes sociaux et de groupes féministes maternalistes¹⁹. Au Québec, cette tendance tire son fondement dans le Code civil, qui prévoit dans quelques articles que les décisions des juges en matière de garde provisoire des enfants en cas de séparation de corps peuvent être subordonnées au « plus grand avantage des enfants »²⁰.

¹⁹ Rebecca Veinott, « Child Custody and Divorce : A Nova Scotia Study 1866-1910 », dans Philip Girard, et Jim Phillips (dir.), *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 3 : *Nova Scotia*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 283-284.

²⁰ Voir notamment arts 200 et 214 C.c.B.-C.

Cette question apparaît rapidement dans notre corpus. En 1900, Amédée Daoust invoque un bref d'*habeas corpus* pour recouvrer la garde de son enfant, détenu par leur mère Victoria Schiller²¹. La famille résidait à Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot jusqu'à ce que la mère décide de quitter le domicile conjugal pour retourner vivre chez son père. Quelques jours plus tard, elle est allée chercher son enfant le plus âgé (René) pour l'amener avec elle à Montréal. C'est alors qu'Amédée Daoust intente la procédure. Il plaide que l'agissement de sa femme doit être perçu comme un enlèvement et une détention, car effectués sans son consentement à lui, le père, à qui revient légalement la garde.

La mère plaide que son mari la maltraite, ainsi que ses enfants. Aussi, elle se considère en meilleure position pour bien s'occuper des enfants. Elle plaide finalement que le jeune René, sept ans, paraît intelligent et dit qu'il préfère rester avec elle. En d'autres termes, c'est l'interprétation de Mignault qui est utilisée comme argument : « [c]elui qui est indigne d'exercer la puissance paternelle ne doit pas s'attendre à ce que les tribunaux le protègent dans l'exercice d'un droit dont il abuse²². »

Le juge déclare en l'espèce qu'il doit prendre en considération l'âge de l'enfant qui dicte son intérêt : « Un enfant de sept ans a peut-être plus souvent besoin des soins de la mère que de ceux du père. Les deux époux paraissent également affectionner l'enfant, mais je ne puis pas dire qu'il soit de l'intérêt immédiat de l'enfant de retourner avec son père²³. »

²¹ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 55, Daoust c. Schiller.

²² P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, p. 147.

²³ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 55, Daoust c. Schiller.

Il ressort manifestement de ce jugement que les soins de la mère étaient considérés comme fondamentaux pour le jeune enfant, à l'image des conclusions de Fish²⁴.

Deux ans plus tard, un jugement prononcé dans la cause *Lévesque c. Ouellet* donne à la mère qui désire garder son enfant d'un très jeune âge une légitimité encore plus grande²⁵. Dans cette cause, le mariage entre Horace Lévesque et Hélène Ouellet est annulé, comme nous l'avons vu au premier chapitre, par un décret canonique. Pour éviter de payer une pension alimentaire à la requérante, Lévesque invoque sans succès le principe de l'autorité paternelle pour obtenir la garde de son enfant. Le juge Cimon considère en effet que « cet enfant vient de naître ; les soins de sa mère lui sont essentiels ; on ne pourrait, sans contrarier la nature, ôter la mère à ce tout petit enfant, ni ôter cet enfant à la mère. » Mignault serait, selon ses commentaires portant sur la législation, en partie d'accord avec cette décision, puisqu'il admet qu'il faut laisser l'enfant aux bons soins de sa mère, mais seulement dans les cas où le père serait indigne : « on consulte toujours le bien-être et l'intérêt de l'enfant lui-même, et on ne permettra pas qu'un jeune enfant soit arraché aux soins de sa mère ou retiré d'un lieu sûr pour être confié à un père vicieux, ivrogne ou vagabond²⁶. »

Lorsque la situation s'y prête, la Cour tente de trouver ce qui est dans l'intérêt des enfants tout en respectant l'autorité du père sur ceux-ci, comme c'est le cas dans la cause *Bleau c. Petit*²⁷. Charles Bleau, le requérant, demande par bref d'*habeas corpus* la garde

²⁴ C. S. Fish, « La puissance paternelle », p. 515.

²⁵ « *Lévesque c. Ouellet* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 22 (1902), p. 181-190.

²⁶ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 146.

²⁷ BAnQ-M, TP 11, 1902, no 419, *Bleau c. Petit*.

de son enfant, Charles Philias Bleau, âgé de quatre ans. Celui-ci est présentement sous la garde de son grand-père maternel, l'intimé Joseph Petit. C'est à la mort de sa femme que Charles Bleau donna la garde de l'enfant à son beau-père. L'enfant étant trop jeune pour indiquer chez qui il préfère vivre, la Cour doit entendre les arguments des parties et prendre une décision.

Pour sa défense, le grand-père de l'enfant invoque que le requérant lui a donné l'enfant à la mort de sa femme, et qu'il s'est engagé devant celle-ci à ne jamais lui réclamer, et ce même s'il se remarie. Il explique également que le père est incapable de s'occuper de son enfant en raison de sa condition sociale précaire, de sa conduite et du milieu dans lequel il vit. Finalement, il considère qu'en tant que grand-père, il pourra mieux élever l'enfant que le requérant. Il fait d'ailleurs plaider un certain Alexander Ferguson, qui a constaté « que cet enfant est tenu dans une propreté remarquable, et qu'il n'y a que les grands-parents capables d'en faire autant. »

En plus de nier toutes les allégations de l'intimé, le père plaide qu'il aime son enfant, qu'il désire ardemment l'avoir, en parle souvent et s'ennuie de lui. Il aurait d'ailleurs souvent pleuré du fait de son absence. Il montre ainsi aimer son enfant et qu'en tant que tel, il peut s'en occuper. Il invoque un bref d'*habeas corpus*, expliquant que sans cette procédure, il « sera privé de la liberté d'avoir son enfant chez lui, en sa propre demeure et résidence, comme il en a le droit à moins de raisons valables admises par ledit juge de cette Cour. »

Après avoir entendu ces arguments, la Cour tranche en faveur du requérant. Elle explique qu'en tant que père de l'enfant, celui-ci a légalement autorité sur lui. L'intimé ne peut justifier pourquoi il devrait avoir la garde de l'enfant. Pour ce faire, il doit prouver que le père est lui-même incapable de s'occuper du mineur et de veiller à ses intérêts. Or dans ce cas-ci, l'intimé ne réussit pas à prouver ses allégations. Le juge rappelle l'argument central à considérer : « [l']intérêt d'un enfant en bas âge doit seul servir de guide au juge en matière d'*habeas corpus*, et il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la requête la volonté de l'enfant, trop jeune d'ailleurs pour manifester sa volonté. » L'affaire se rend jusqu'en Cour suprême et la décision est confirmée. Le juge dans la cause *Lorenz c. Lorenz* accorde lui aussi une importance centrale à la question de l'intérêt de l'enfant : « If I order that it be placed in the care of the father it will have a comfortable home, and will be protected, as well by its natural and legal guardian, as by the domestic courts of both parents. I believe that the future welfare of the child will be best served by adopting this course²⁸. »

L'âge des enfants entre en ligne de compte dans le choix de la personne qui en aura la garde, puisque cela a un impact sur leurs besoins. Un enfant de l'« âge tendre » est généralement confié à sa mère, car il a besoin de soins qu'elle seule peut donner. Par exemple, lorsque la Cour doit décider à qui doit échoir la garde des enfants à la suite de la séparation de corps entre Édouard Poitras et sa femme Alexandrine Lafrance, elle juge différemment le cas de deux enfants d'âges différents²⁹. Il est prouvé dans cette cause que la petite Cécile, âgée de un an, a été maternée par sa mère Alexandrine Lafrance

²⁸ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, *Lorenz c. Lorenz*.

²⁹ « Poitras c. Lafrance », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 10 (1909), p. 362-364.

jusqu'à tout récemment. Il est dans son plus grand intérêt, en raison de son jeune âge, de continuer à être sous les soins de sa mère. Par contre, le même raisonnement ne s'applique pas à Marie Thérèse, l'autre enfant du couple, puisqu'à quatre ans, elle n'a pas besoin des mêmes soins de la part de sa mère. Elle peut donc rester sous la garde de son père. Ce type de litiges permet de nuancer les conclusions de Cynthia Fish que nous invoquons en introduction de section³⁰.

L'intérêt des enfants peut également être menacé par l'absence du père, trop occupé par son rôle de pourvoyeur, comme dans la cause *Blais c. Héroux*³¹. Omer Blais et Jeannette Héroux se sont mariés le 15 septembre 1914 à Saint-Jean d'Iberville. Le requérant a quitté sa femme quelques semaines avant d'intenter cette action en séparation de corps, et lui a abandonné la garde de leur enfant, Rolland Blais.

Le juge explique qu'Omer Blais, en travaillant de six heures du soir à sept heures du matin, ne peut s'occuper d'un enfant de cet âge. En d'autres termes, selon Pierre Basile Mignault, « si le père s'est montré indigne de l'exercice de ce droit, soit par son abandon de ses enfants, soit par son inconduite, soit pour toute autre cause, il ne pourra pas réclamer la garde de son enfant, dont l'intérêt, dans ce cas, l'emporte sur son droit³². » Finalement, l'âge de l'enfant est pris en considération : un enfant de deux ans doit être avec sa mère. Ainsi, la demande d'Omer Blais est rejetée, et il est condamné à payer à sa femme une pension alimentaire provisoire de sept dollars par semaine payable tous les 15 jours, pour elle et son enfant mineur. L'élément fondamental pris en considération

³⁰ C. S. Fish, « La puissance paternelle », p. 515-516.

³¹ BAnQ-M, TP 11, 1917, no 2535, *Blais c. Héroux*.

³² P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 149.

par les tribunaux pour déterminer à qui revient la garde de l'enfant n'est donc plus l'autorité du père, mais l'intérêt de l'enfant. Celui-ci est partiellement défini par son âge.

2.1.3 De l'intérêt de l'enfant lorsque le père a de l'aide

Nous avons vu dans la section précédente que le tribunal considère qu'il est dans l'intérêt d'un enfant de très bas âge d'être sous la garde de sa mère, contrairement aux principes de base de la puissance paternelle établis dans le Code civil. Si bien qu'un homme qui avait une femme dans son entourage, que ce soit sa seconde femme, sa mère, une sœur ou une belle-sœur, peut invoquer cette présence comme un argument militant en faveur de son droit à la garde de ses enfants. Cet argument est invoqué pour la première fois dans notre corpus en 1905, dans la cause *Dugas c. Castonguay*³³. Le requérant Isaie Dugas a adopté une fillette âgée de sept mois, nommée Marguerite Liane, auparavant prise en charge par la communauté des Soeurs Grises de Montréal. Dugas se marie le 16 avril 1907 avec l'intimée, Catherine Castonguay, qui le quitte le 21 août 1913 pour aller vivre à Chicoutimi avec l'enfant. Dugas invoque un bref d'*habeas corpus* pour recouvrer la garde de sa fille adoptive. Le tribunal juge que bien que l'intimée soit en position de bien prendre soin de l'enfant, le requérant l'est tout autant. Selon le juge, « [l]a preuve démontre que la mère du requérant est en position d'avoir bien soin de cette enfant, le père et la mère ont une certaine aisance ».

³³ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 105, *Dugas c. Castonguay*.

Une analyse similaire est mise de l'avant dans la cause Trépanier c. Lefebvre³⁴. Le requérant J. B. Trépanier est le père d'une enfant nommée Yvette Trépanier, âgée de 10 mois. À la mort de sa femme, il a donné son enfant à l'intimée, Virginie Lefebvre. Le père réclame maintenant son enfant par voie de bref d'*habeas corpus*, plaissant qu'elle est gardée contre son gré chez sa grand-mère maternelle.

La Cour offre une interprétation rigide de la loi, redonnant la garde de l'enfant à son père en expliquant que celui-ci a « le droit à la garde de son enfant d'une manière absolue s'il ne s'en est pas rendu indigne par sa mauvaise conduite », ce qui va dans le sens des interprétations de Mignault signalées plus haut. En effet, il est prouvé qu'il est un bon travailleur gagnant 2,50 dollars par jour, et que sa nouvelle femme est prête à s'occuper de l'enfant ; il est donc considéré être un bon père de famille.

Par contre, la seule présence d'une femme dans l'entourage du père ne remplace pas nécessairement adéquatement les soins que peut procurer la mère aux enfants. Par exemple, dans la cause Blais c. Héroux³⁵, le requérant Omer Blais plaide qu'il a le droit et surtout le devoir de donner à son enfant Rolland Blais les meilleurs soins possible. Pour ce faire, il peut compter sur la femme de son frère, Albina Potvin, qui est prête à en prendre soin. Le juge n'est pas convaincu par cet argument, car il n'en fait pas mention dans son jugement et octroie la garde de l'enfant à la mère pour son propre bien.

³⁴ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 112, Trépanier c. Lefebvre, *et vir.*

³⁵ BAnQ-M, TP 11, 1917, no 2535, Blais c. Héroux.

La présence d'une femme apparentée n'est donc pas un gage de succès pour le père qui demande la garde de ses enfants devant les tribunaux de cette époque. Les juges semblent accorder de l'importance dans leurs jugements à la proximité du lien entre la femme en question, le père et les enfants. Néanmoins, le seul fait d'avoir recours à ce type d'argument éclaire sur le double standard sexuel qui existe dans l'esprit des juges quant à la capacité des pères à s'occuper de leurs jeunes enfants, par opposition à celles des mères. Un père est, dans l'esprit des juges, incapable de prendre soin d'un jeune enfant et la présence d'une femme dans son entourage pallie ce manque. Lorsque le père plaide ceci, les juges considèrent qu'ils respectent les prescriptions quant au droit du père à la garde de ses enfants tout en protégeant leur intérêt.

2.1.4 Le lien de sang et le droit de garde des enfants

Lorsque la question de la garde des enfants est soulevée, les candidats retenus par le tribunal pour s'acquitter de cette obligation ne se bornent pas au père ou à la mère. Un certain nombre de personnes sont considérées par les tribunaux, notamment les oncles ou les grands-parents. Le lien important à respecter n'est pas le lien de filiation, mais le simple lien de sang. Le fait qu'un tiers puisse avoir préséance sur un père envers qui la Cour entretient des doutes, s'il démontre sa capacité à veiller sur l'intérêt des enfants, témoigne de la diminution de l'importance accordée à l'autorité paternelle par les juges dans ce type de litiges. Aussi, le tribunal remet en question la capacité des étrangers à s'occuper adéquatement des enfants d'autrui.

Une disposition permettant de confier les enfants à un tiers lorsque leur intérêt est en jeu est présente en droit québécois depuis le début du XIX^e siècle³⁶. Durant la période que nous étudions, c'est plutôt l'article 214 du Code civil qui prescrit aux juges de choisir le gardien des enfants en fonction de leurs intérêts :

Les enfants sont confiés à l'époux qui a obtenu la séparation de corps, à moins que le tribunal, après avoir consulté le conseil de famille s'il le juge convenable, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux soient confiés aux soins de l'autre époux, ou d'une tierce personne.

Les juges accordent donc de plus en plus d'importance à cet article, aux dépens de l'article 243, beaucoup plus favorable au respect de l'autorité paternelle.

Il est possible de tracer un parallèle entre l'intérêt des enfants et le lien qui les unit à la personne qui en aura la garde en analysant le jugement de la cause *Garcin c. Croteau*³⁷. En 1905, madame Garcin fait émettre un bref d'*habeas corpus* pour reprendre la garde de son enfant Wilfrid Demers, qui vit depuis sept ans sous la garde de son oncle, l'intimé Croteau, le frère de la requérante. Croteau est considéré par tous comme le père adoptif de l'enfant. Il plaide que l'enfant n'est nullement contraint de vivre avec lui, de telle sorte qu'il se déclare prêt à remettre l'enfant à sa mère si elle s'engage à lui payer les dépenses encourues par la garde de l'enfant.

Le juge Pelletier doute des bonnes intentions du nouveau mari de la requérante : « On ne sait en outre, en aucune manière, par les procédures que j'ai par-devers moi, quelles sont les intentions du second mari de la requérante, v.g., s'il verra d'un bon oeil que sa femme

³⁶ M.-A. Cliche, « Puissance paternelle », p. 57.

³⁷ « *Garcin c. Croteau* », p. 198-200.

reçoive chez lui le jeune garçon.» Aussi tranche-t-il que l'intérêt de l'enfant est de rester avec son oncle, puisqu'aucune preuve n'a été retenue contre lui. Le beau-père (*stepfather*) semble donc être quelqu'un qui soulève la suspicion des tribunaux.

La Cour hésite à donner la garde des enfants à de parfaits étrangers, ou encore à des institutions de charité. Même dans les cas où cette option est privilégiée par le père, les tribunaux préfèrent octroyer la garde à la mère. Par exemple, dans la cause *Nault c. Nault et al.*, l'intimée Délina Nault, à la suite de l'échec de sa demande de séparation de corps, s'enfuit chez son père avec son enfant de 22 mois né de son mariage avec le requérant³⁸. C'est pour cette raison que celui-ci demande, par un bref d'*habeas corpus*, la garde de son enfant.

La Cour tranche qu'« [e]n matière d'*habeas corpus*, l'intérêt et le bien-être de l'enfant en bas âge est la première considération qui doit guider le juge. » Dans cette cause, il est établi que l'intérêt de l'enfant est de vivre avec sa mère. Il est en effet prouvé que celle-ci a toujours donné les soins nécessaires à son enfant. Et, à l'inverse, il est prouvé que le père de l'enfant ne peut lui donner ces soins et que, pire, « il a l'intention de le placer dans une institution de charité où il sera confié à la garde et aux soins d'étrangers ». Ainsi, dans le cas d'un enfant âgé de 22 mois et qui n'est pas en état de faire un choix raisonnable, le tribunal peut décider pour lui. Dans ce cas, la Cour décide que les soins d'une mère sont préférables à ceux d'une institution de charité pour cet enfant, même si cela brime le choix du père en ce domaine. En agissant ainsi, les juges tentent, dans la mesure du possible, de préserver l'institution familiale.

³⁸ « *Nault c. Nault et al.* », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 13 (1912), p. 221-222.

Le juge Beaudin présente cette même réticence envers un étranger dans son jugement octroyant la garde d'un enfant âgé de 13 ans nommée Sarah Bilolah Acton à sa mère³⁹. Dans cette cause, le requérant Joseph Acton et sa femme, l'intimée Loue Larsen, sont en instance de séparation de corps en Ontario. Le père explique que sa fillette est détenue contre sa volonté et celle de l'enfant, et qu'il a des raisons de croire qu'elle pourrait souffrir de blessures. Après avoir examiné l'enfant, la Cour constate qu'elle est suffisamment intelligente et qu'elle ne se considère pas contrainte de vivre chez sa mère. Le juge précise que le fait que la fillette vive avec sa mère est un argument jouant en la faveur de l'intimée : « I have to bear in mind that the child is with her mother ; it might be different if she was with a stranger ». Finalement, la Cour décide de ne pas intervenir, de rejeter le bref d'*habeas corpus* et d'attendre la décision de la Cour de l'Ontario en ce qui concerne la séparation de corps.

Par contre, lorsqu'aucun des parents n'est digne de recevoir les enfants, la Cour n'a d'autre choix que de les envoyer dans une maison d'éducation, comme c'est le cas dans la cause *Bytheway c. Lile*⁴⁰. Gilbert W. Lile et Ida G. Bytheway se sont mariés en 1910. Un enfant naît de cette union, le jeune Gilbert H. Lile. Sept ans après le mariage, une requête de séparation de corps est présentée devant la Cour. La requérante, pour justifier cette demande, allègue que son mari la maltraite sans raison, en plus d'utiliser un langage abusif en public et d'être un ivrogne. Elle réclame finalement la garde de l'enfant et une pension alimentaire de 50 dollars par mois.

³⁹ « Acton c. Larsen », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 14 (1913), p. 231-233.

⁴⁰ BAnQ-M, TP 11, 1918, no 2916, *Bytheway c. Lile*.

Le père plaide que sa femme ne peut avoir soin de l'enfant, car elle s'est désintéressée du foyer familial et de l'enfant. Il explique que sa femme maltraite son enfant, alors qu'il indique dans un témoignage que « [o]n two or three occasions I have had to rebuke the mother for the ill-treatment of the child. When I would stay home on Sunday he would run to me and say his mother was beating him. I have rebuked her on several occasions for that. » Elle serait également moralement indigne, puisqu'elle vit en concubinage avec un certain Charlebois de Magog.

Malgré le fait que le père ait perdu le procès en séparation de corps et, par conséquent, la garde de l'enfant, celle-ci ne peut pas être donnée à la mère, « dont la conduite constitue, dans l'opinion de cette Cour, un véritable scandale et de fortes présomptions contre sa moralité. » La Cour tranche finalement : l'enfant doit être placé dans une maison d'éducation. Les frais encourus pour l'entretien et l'éducation de l'enfant doivent être payés par son père.

Bien que les étrangers soulèvent la suspicion de la Cour, les personnes apparentées aux enfants sont plus souvent qu'autrement considérées par les tribunaux comme des candidats potentiels pour obtenir leur garde. Par exemple, dans la cause *Roy c. Roy*, dont les circonstances furent présentées plus haut, le juge indique que le bref d'*habeas corpus* ne peut être invoqué « by a father to enforce his right to have the custody of a minor child staying with relatives of his own free will⁴¹. » En l'espèce, la personne apparentée en question est l'oncle de la fille de 14 ans.

⁴¹ « *Roy c. Roy* », p. 501-503.

Les grands-parents entrent également dans cette catégorie. Dans la cause *Osmun c. McAndrews*⁴², Osmun a confié ses enfants à leur grand-mère, sans jamais déboursier pour leur entretien. Après quatre ou cinq années d'indifférence, il décide de les retirer de la garde de leur grand-mère pour les confier à deux de ses connaissances, M. et Mme Welden, inconnus de ses enfants. Ce changement de gardien s'effectue sans tenir compte de leurs désirs : « They are attached to her [madame McAndrews], and desire to remain with her as she desires to keep them. » Il appert, selon l'opinion du juge, qu'en retirant les enfants de la garde de leur grand-mère, leur père peut obtenir une pension du *Patriotic Fund*, alors qu'il est parti au front. Le requérant n'a pas convaincu le juge de la pertinence de retirer les enfants de la garde de l'intimée : « I do not see that it would be in the interests of the children to confide them to other persons than the respondent. In fact, it would be cruel to separate the children from their grandmother. »

L'importance accordée aux membres du cercle familial élargi dans le choix d'un gardien pour remplacer un père incapable relativise certaines interprétations sociologiques traditionnelles voulant que les structures familiales se soient effondrées sous le poids de l'industrialisation et aient notamment eu pour effet de couper les liens entre les réseaux de parenté⁴³. Au début du XX^e siècle, les tribunaux québécois n'hésitent pas à avoir recours à la famille élargie pour aider les noyaux en crise et pour trouver des parents substituts pour les enfants. À ce chapitre, la place accordée aux membres de la famille élargie dans les stratégies familiales de l'époque se rapproche de celle décrite par

⁴² « *Osmun c. McAndrews* », p. 251-253.

⁴³ Tamara K. Hareven, « Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, no 2 (automne 1985), p. 202-204.

Tamara K. Hareven pour les États-Unis au tournant du siècle⁴⁴. Les magistrats font preuve de suspicion à l'égard des étrangers. Cela, combiné à leur ouverture face aux membres de la parenté, témoigne assurément d'un désir chez les juges de préserver l'intérêt des enfants.

Le changement d'approche des tribunaux en matière de garde d'enfant observé par Cynthia Fish est tout à fait perceptible dans notre corpus. La volonté des enfants plus âgés est maintenant prise en compte par les tribunaux, ce qui rend beaucoup plus difficile l'utilisation du bref d'*habeas corpus* pour quiconque réclame la garde. La règle générale à respecter par la Cour est le respect de l'intérêt des enfants. Le Code civil de 1866 et la jurisprudence ancienne prescrivent au père, par l'autorité qu'il a sur ses enfants, de veiller à leur intérêt. Par contre, les tribunaux québécois, entre 1900 et 1920 n'hésitent pas à outrepasser cette prescription pour donner la garde à la mère ou à un tiers membre de la famille qu'ils considèrent davantage apte que le père à s'occuper des enfants. Cette nouvelle façon d'aborder le rôle des enfants dans les décisions les concernant ainsi que l'importance de leur protection s'inscrit dans un mouvement de prise de conscience de la situation des enfants dans la société observable durant le XX^e siècle.

2.2 La garde des enfants et la représentation du père de famille adéquat

Les témoignages entendus dans le cadre de litiges pour obtenir la garde des enfants tendent généralement à démontrer que l'adversaire est indigne. Sans

⁴⁴ *Ibid.*, p. 203-204.

nécessairement éclairer sur la réalité objective des agissements en question – ces témoignages sont presque toujours contredits par la personne prise à partie –, ils éclairent grandement la représentation de la paternité, bonne ou mauvaise, des acteurs en cause. Ce sont en effet ces perceptions qui incitent les parties à produire leurs témoignages devant la Cour pour faire tourner la balance en leur faveur. Le traitement de ces témoignages par les tribunaux permet de constater que ces représentations du bon père de famille, aux yeux des juges, sont tributaires de l'intérêt des enfants, qu'ils doivent sauvegarder.

La cause *Bleau c. Petit* est celle qui contient le plus de détails sur la représentation du père adéquat⁴⁵. Les circonstances de ce litige furent présentées précédemment. En plus des arguments proprement juridiques servant à légitimer son droit de garde (arguments qui furent analysés précédemment), Charles Bleau explique à la Cour pourquoi il se considère être un bon père. Il indique tout d'abord dans sa requête être en mesure de pourvoir aux besoins de son enfant en précisant qu'il gagne 1,50 dollars par jour. En réponse à certaines allégations de son beau-père, il se dit être « un homme sobre, de bonnes mœurs et de bonne conduite, ne jouant pas aux cartes et n'ayant jamais joué aux cartes, si ce n'est avec l'intimé son beau-père. » Il n'a jamais mis en gage le manteau de baptême de son enfant ni l'anneau de mariage de sa femme pour boire. Finalement, il dit ne pas boire, ne pas sacrer et bien faire sa religion. En réponse à certaines récriminations portées contre la famille de sa seconde femme, il rétorque qu'il s'agit d'« une famille honnête, religieuse, de bonnes mœurs et de bonne conduite ; qu'aucun membre de cette famille ne fait usage de liqueurs enivrantes. » D'ailleurs, l'alcoolisme est, au début du

⁴⁵ BAnQ-M, TP 11, 1902, no 419, *Bleau c. Petit*.

XX^e siècle, un problème endémique qui affecte toutes les classes de la population et qui a de lourdes conséquences sociales⁴⁶.

Charles Bleau fait également témoigner une brochette de personnes de son entourage qui jurent qu'il est un père exemplaire. Une certaine Sarah Graham explique à la Cour que selon elle, Charles Bleau gagne de bons salaires et donne à sa famille tout ce dont elle a besoin ; « [...] qu'en un mot il est capable de prendre soin de son enfant et de l'élever convenablement⁴⁷. » Elle explique également qu'il « aime beaucoup son enfant, Charles Philias Bleau, et désire ardemment l'avoir avec lui ; qu'il en a parlé souvent, disant s'ennuyer. [...] [II] a souvent pleuré de ne pas avoir son enfant avec lui. »

Victor Quesnel, un autre témoin, renchérit en disant que Charles Bleau est « régulier dans sa conduite et faisant bien sa religion. [...] [II] n'est pas un sacreur, gagne un bon salaire et garde ses places. » La question du travail revient également dans l'affidavit de John Graham quand il explique que « Charles Bleau est un homme sobre, de bonnes mœurs et de bonne conduite, qui ne joue pas aux cartes et se tient régulièrement à son ouvrage. » Finalement, Émilie Graham considère qu'il est un bon père car il « est un homme sobre, honnête, de bonnes mœurs et de bonne conduite, ponctuel à son ouvrage et donnant à sa famille tout ce qu'il lui faut pour vivre. » De nombreux autres témoignages présentés à ce procès abondent dans le même sens.

⁴⁶ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 1 : *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 216.

⁴⁷ BAnQ-M, TP 11, 1902, no 419, Bleau c. Petit.

L'intimé en cette cause considère quant à lui que le requérant ne peut pas bien élever l'enfant en raison de sa pauvreté, de sa conduite et du milieu dans lequel il vit. Il indique également de manière concise la plupart de ses griefs :

Que le requérant fait un usage immodéré de liqueurs enivrantes, s'enivre souvent, passe ses nuits en dehors, gaspille aux cartes ce qu'il gagne, met en gage ce qu'il peut mettre, a vendu le manteau de baptême de son enfant pour boire, a mis le jonc de mariage en gage pour boire, travaille très peu, ne fait pas sa religion, sacre, jure, blasphème à propos de tout, et de rien, de sorte qu'il ne peut pas prendre soin, et élever cet enfant convenablement.

Les défauts et les qualités qui sont généralement attribués à cette époque à la classe ouvrière sont tour à tour cités dans cette cause pour expliquer en quoi un père peut être bon ou mauvais. La pauvreté, l'oisiveté, l'intempérance sont des caractéristiques honnies par le tribunal, alors que la ponctualité, le travail et la bonne gestion de l'argent sont dépeints comme les qualités recherchées d'un père adéquat⁴⁸. Malgré tout, le juge n'est pas convaincu de l'incapacité du père à avoir la garde de son enfant. Ainsi, dans la mesure où les autres arguments juridiques militent en la faveur du requérant, il obtient la garde de son enfant.

Il est possible de distinguer dans ce litige cinq catégories de représentation du bon père de famille : être un bon pourvoyeur, élever convenablement ses enfants, être un bon modèle religieux, avoir de bonnes mœurs et avoir de bonnes relations avec ses enfants. L'importance accrue de la sauvegarde de l'intérêt des enfants relativise l'importance du

⁴⁸ À ce sujet, voir l'étude de Thierry Nootens sur la normalité dans les Cantons-de-l'Est au tournant du XX^e siècle. Il remarque que des qualités similaires sont louangées par les tribunaux québécois dans les procédures d'interdiction : Thierry Nootens, *To be Quiet, Orderly, Obedient and Industrious : la normalité dans le district judiciaire de Saint-François entre 1880 et 1920 d'après l'interdiction des « malades mentaux »*, mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 1997, p. 76.

devoir de pourvoyeur dans la représentation des normes paternelles adéquates. Le bon père est toujours perçu comme un bon pourvoyeur, mais pas aux dépens d'autres variables maintenant prises en compte par les tribunaux, notamment le fait d'être en mesure d'éduquer les enfants et de démontrer une certaine proximité affective envers eux.

2.2.1 *Être un bon pourvoyeur*

Le père qui travaille et qui a de l'argent est aussi bien perçu par les tribunaux que par les témoins entendus durant les procédures. Comme le fait remarquer Cynthia Comacchio, la vision idéalisée du mâle pourvoyeur devient au centre de la définition de respectabilité de la classe ouvrière⁴⁹. Par contre, les juges sont très conscients des limites de ce modèle et ne peuvent se résoudre à donner la garde des enfants à un père trop laborieux qui n'aurait pas le temps de s'occuper d'eux. Comacchio a d'ailleurs relevé la présence de cette préoccupation chez les experts familiaux québécois de la première moitié du XX^e siècle, préoccupation qu'elle qualifie de syndrome du « too-busy-too-tired »⁵⁰.

Il arrive fréquemment dans les litiges pour obtenir la garde des enfants qu'un père indique son salaire pour montrer à la Cour ses capacités financières. C'est notamment le cas dans l'affaire *Rousseau c. Lapointe*⁵¹ où Joseph Rousseau révèle qu'il gagne deux dollars par jour, ou dans la cause *Trépanier c. Lefebvre*⁵², alors que le juge prend en

⁴⁹ Cynthia Comacchio, « Bringing Up Father : Defining a Modern Canadian Fatherhood, 1900-1940 », dans Lori Chambers, et Edgar-André Montigny (dir.), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 293.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 296.

⁵¹ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, *Rousseau c. Lapointe*.

⁵² BAnQ-M, TP 11, 1913, no 112, *Trépanier c. Lefebvre, et vir.*

considération de manière positive dans son jugement que Jean-Baptiste Trépanier gagne 2,50 dollars par jour comme ouvrier.

Il n'est pas nécessaire pour le père réclamant la garde de ses enfants de faire preuve d'opulence, seul compte le fait de pouvoir subvenir à leurs besoins adéquatement. Le jugement dans la cause Proulx c. Proulx⁵³ est sans équivoque : « La preuve démontre qu'il [le père de l'enfant] est capable, sous tous les rapports, de le faire [pourvoir aux besoins de son enfant]. S'il n'a pas autant de moyens financiers que l'intimé, il en a suffisamment, cependant, pour satisfaire, par son travail, à toutes les exigences de la loi. »

Le fait d'avoir ou de ne pas avoir d'argent pèse lourdement dans la balance ; les deux jugements suivants le démontrent. Par exemple, le juge Tellier rappelle, dans la cause Poitras c. Lessard, que le père fait une requête *in forma pauperis*, ce qui indique qu'Alphonse Poitras est trop pauvre pour « la [sa fille] recevoir, la nourrir et la loger de manière convenable ». À l'inverse, le juge Davidson considère Bonaventure Lorenz comme un bon père alors qu'il indique dans son jugement « It is in evidence that Lorenz has a comfortable residence on Staten Island ; that he is respected in his personal and business life ; and was, and is, a kind and affectionate father⁵⁴. »

Le fait d'avoir un emploi et, surtout, d'être un bon travailleur est fréquemment plaidé. Cela correspond tout à fait à *l'esprit du temps*, alors que le début du XX^e siècle est

⁵³ « Proulx c. Proulx », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 10 (1909), p. 131-132.

⁵⁴ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, Lorenz c. Lorenz.

caractérisé par l'apogée du capitalisme bourgeois et de l'éthique libérale⁵⁵. Dans ce contexte, le père peut mettre de l'avant ses propres qualités, comme dans la cause Leduc c. Beauchamp, alors que le requérant se qualifie d' « homme laborieux qui n'a jamais perdu une heure de temps depuis dix-sept ans qu'il remplit la fonction de comptable d'une maison de gros de Montréal⁵⁶. » Pour démontrer ses qualités, le père n'hésite pas à faire témoigner son supérieur direct, comme Jean-Baptiste Trépanier qui présente en preuve une lettre provenant d'un *foreman* de la *Montreal Tramways Company*, datée du 11 novembre 1913 : « This is to certify that the bearer, J. B. Trepanier has been in the employ of the above named Company for the last two and a half years, and has always been found to be a sober and laborious man, and whenever he lost any time it is because he could not do otherwise./Yours truly,/[signature illisible]/Foreman »⁵⁷. Cette lettre et les autres témoins entendus dans ce litige font bonne impression et convainquent le juge, comme en fait foi la phrase suivante tirée du préambule de son jugement : « Considérant que tous les témoins, tant du requérant que de l'intimée, ont déclaré que le requérant était un bon ouvrier, [...] ».

Ces emplois qui procurent des revenus peuvent s'avérer des armes à double tranchant pour le père désirant obtenir la garde de ses enfants. Il arrive qu'un père ne puisse s'occuper correctement de ceux-ci en raison des nombreuses absences liées à son travail. C'est notamment le cas dans la cause Leduc c. Beauchamp⁵⁸. Dans cette cause, madame Beauchamp plaide qu'il

⁵⁵ P.-A. Linteau, *Histoire du Québec contemporain*, p. 345-349.

⁵⁶ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, Leduc c. Beauchamp. Voir également Rousseau c. Lapointe (BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, Rousseau c. Lapointe) et Proulx c. Proulx (« Proulx c. Proulx », p. 131-132).

⁵⁷ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 112, Trépanier c. Lefebvre, *et vir*.

⁵⁸ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, Leduc c. Beauchamp.

n'est pas juste et n'est pas sérieux de prétendre [que le requérant] peut élever convenablement cet enfant, étant obligé de passer la journée en dehors pour son travail, et cet enfant-là serait confié à des étrangers qui ne pourraient pas lui donner tous les soins que son jeune âge nécessite, ce que sa mère, l'intimée, peut parfaitement faire.

Ce problème n'est pas seulement l'apanage de la classe ouvrière, comme en fait foi ce jugement dans la cause *Woolven c. Aird*: « As I mentioned before, the petitioner is obliged to be away from his home daily to attend to his business ; the only persons remaining in the house are his father, and a servant⁵⁹. » Dans cette cause, le juge préfère donner la garde de l'enfant à sa mère, car le père est incapable de s'en occuper. Rappelons que Frederic Woolven est *chief clerk* dans un grand bureau de Philadelphie.

Le modèle du père pourvoyeur n'est donc pas suffisant aux yeux de la Cour : le père adéquat doit donner davantage à son enfant. C'est ainsi que les témoins plaident souvent, en plus de la qualité de pourvoyeur du père, sa capacité à bien élever ses enfants.

2.2.2 *Élever ses enfants convenablement*

Les causes étudiées révèlent un intérêt marqué dans les classes populaires pour l'éducation des enfants. Du côté des juges, l'important n'est pas de savoir qui donne l'éducation aux enfants, mais plutôt de s'assurer qu'ils la reçoivent bel et bien. Cette obligation n'incombe pas seulement à la mère, comme l'a suggéré Marie-Aimée Cliche⁶⁰, puisqu'il arrive fréquemment qu'un père plaide, pour obtenir la garde de ses enfants, qu'il est en mesure de veiller à leur éducation. Lorsque ce n'est plus le cas, les

⁵⁹ « *Woolven c. Aird* », *Rapports de pratique de Québec, Cour supérieure*, vol. 14 (1913), p. 165-173.

⁶⁰ M.-A. Cliche, « Puissance paternelle », p. 55.

juges n'hésitent pas à lui enlever leur garde. Élément important de la représentation du bon père de famille, l'éducation n'est pas un attribut exclusif de la puissance paternelle, puisqu'elle peut être confiée à des oncles ou encore à des tiers par le père s'il admet être incapable de s'acquitter correctement de ce devoir.

La bonne éducation fournie aux enfants est fréquemment brandie comme argument par différents acteurs en cause. Par exemple, dans la cause *Séguin c. Denis*, la requérante dépose en preuve une lettre de son propre père indiquant qu'il veillerait lui-même à l'éducation de l'enfant en cause si elle venait vivre chez lui :

En réponse de ta lettre reçue aujourd'hui qui nous apprend que Louis est mort, ça été une grande surprise pour nous autres. Maintenant que tu es seule je me chargerai de prendre soin de toi et de ton enfant si tu veux venir demeurer avec nous autres, ton enfant sera mis à l'école et elle aura une bonne éducation et ça sera son chez eux, comme toi⁶¹.

Dans la cause *Postras c. Lessard*, il est prouvé que le père n'est pas en mesure d'élever son enfant et que l'oncle de l'enfant, l'intimé Lessard, est en mesure de se charger de cette tâche⁶². Le juge prend en considération les éléments suivants : « [a]ttendu que l'intimé affirme que le requérant est incapable de prendre soin de sa petite Jeanne et de lui donner une éducation convenable », et inversement : « [a]ttendu que l'intimé se déclare prêt à garder l'enfant, la loger, la nourrir et la faire instruire d'une manière convenable ». Le tribunal octroie donc la garde de l'enfant à l'intimé⁶³.

⁶¹ BAnQ-M, TP 11, 1904, no 105, *Séguin c. Denis*.

⁶² BAnQ-M, TP 11, 1906, no 137, *Postras c. Lessard*.

⁶³ Cet argument de l'éducation est également brandi dans d'autres causes, positivement dans *Rousseau c. Lapointe* (BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, *Rousseau c. Lapointe*) et dans *Lorenz c. Lorenz* (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, *Lorenz c. Lorenz*) ; négativement dans *Lamoureux c. Émard* (BAnQ-M, TP 11, 1903, no 37, *Lamoureux c. Émard*).

Bien qu'il soit inadmissible de négliger l'éducation des enfants, le manque d'argent ne peut être invoqué pour justifier cette lacune, comme dans la cause *Rousseau c. Lapointe*, dont les circonstances furent présentées précédemment⁶⁴. La question de l'éducation de l'enfant est au centre des arguments présentés par l'une et l'autre des parties. Le requérant allègue qu'il désire reprendre son enfant pour l'élever et que celui-ci, étant âgé de sept ans, est en âge d'aller à l'école et de s'instruire. Aussi considère-t-il que « le défendeur est pauvre et n'a pas les moyens d'élever et de donner à son enfant l'éducation que son père est en état de lui donner. » On retrouve les mêmes préoccupations dans la cause *Trépanier c. Lefebvre et vir*, à la différence que cette fois, c'est la grand-mère qui dit être en mesure de fournir une bonne éducation à l'enfant en cause, contrairement à son père qui est pauvre et sans résidence⁶⁵.

2.2.3 *Un modèle de religiosité*

Une pratique religieuse irréprochable peut également aider la cause du père qui désire obtenir la garde de ses enfants. C'est encore la question de leur intérêt qui sert de référence à la représentation du bon père de famille. Par contre, cette question n'est pas la seule dont il faille tenir compte. Les normes morales et religieuses transcendent en effet le seul intérêt des enfants dans la représentation du bon père de famille : les pères doivent en tout temps se conformer à certaines attentes d'une société profondément religieuse.

⁶⁴ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, *Rousseau c. Lapointe*, voir ci-haut, p. 71.

⁶⁵ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 112, *Trépanier c. Lefebvre, et vir*.

Bien que de nombreuses causes expriment cette attente de la part du père, il en est une dont les circonstances furent présentées plus haut qui résume les principales préoccupations quant à la religiosité du père⁶⁶. En plus des arguments traditionnels que nous avons déjà évoqués, il est souvent fait mention dans les témoignages que l'intimé Adolphe Lapointe élève son petit-fils « sans aucune connaissance de ses devoirs religieux et sans aucune autre instruction. » Dans son affidavit, Éliza Cardinal, la femme du requérant, plaide que les enfants légitimes de l'intimé ont fait de la prison, ce qui le rend inapte à assurer l'éducation morale de l'enfant, contrairement à son mari et elle, qui sont « en état de lui donner [...] une éducation chrétienne et convenable. » Néanmoins, malgré la quantité de références aux qualités religieuses du père et de sa seconde femme⁶⁷, le juge n'en fait aucunement mention dans son jugement. En effet, le litige peut être résolu en cassant le bref d'*habeas corpus*, qui est invoqué illégalement en l'espèce.

La question du respect des morts est présente dans l'esprit des juges de l'époque, alors que le juge Tellier, dans la cause Poitras c. Lessard, mentionne: « Attendu que le requérant ne s'est aucunement occupé de l'inhumation de sa femme, et que cette dernière a été inhumée gratuitement, le 5 août courant, dans une fosse publique, et sans service funèbre⁶⁸. » Elle est également présente chez Denise Rousseau, alors qu'elle

⁶⁶ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, Rousseau c. Lapointe.

⁶⁷ À ce sujet, voir également Poitras c. Lessard (BAnQ-M, TP 11, 1906, no 137, Poitras c. Lessard), Avon c. Dames de l'Asile du Bon Pasteur (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 408, Avon c. Dames de l'Asile du Bon Pasteur) et Dugas c. Castonguay (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 105, Dugas c. Castonguay).

⁶⁸ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 137, Poitras c. Lessard.

indique que son fils « a donné les soins voulus à sa première épouse, l'a fait soigner durant sa maladie et a pourvu à lui faire avoir une sépulture chrétienne⁶⁹. »

Le fait de blasphémer est également très mal perçu. Les juges Lamothe, Lavergne, Carroll, Pelletier et Martin, de la Cour du banc du Roi, prennent très au sérieux les accusations de blasphème portées par Mary A. M. Stevenson contre son mari Maurice Day Baldwin⁷⁰. En prenant en considération le plus grand intérêt des enfants, ils citent dans leur jugement, comme seul motif de réprobation, « qu'il est prouvé que l'intimé se sert fréquemment d'un langage excessif, abusif et même blasphématoire à l'égard de ses enfants », faisant en sorte que leur garde sera confiée à leur mère⁷¹.

2.2.4 Avoir de bonnes relations avec son enfant

Le fait d'avoir de bonnes relations avec les enfants est beaucoup moins présent dans les litiges. Lorsque plaidé, cet argument agit plutôt comme une preuve de l'incompétence du père par les mauvaises relations qu'il entretient avec eux. Cela nuit directement à leur intérêt et donc aux chances du père d'obtenir la garde.

Dans certains cas, comme dans la cause Leduc c. Beauchamp, des connaissances plaident que « le requérant a visité régulièrement et fréquemment son enfant⁷². » Ou encore, dans la cause Rousseau c. Lapointe, il est indiqué par un témoin que le père

⁶⁹ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, Rousseau c. Lapointe.

⁷⁰ BAnQ-M, TP 11, 1919, no 348, Stevenson c. Baldwin.

⁷¹ À ce sujet, voir également Leduc c. Beauchamp (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, Leduc c. Beauchamp) et Proulx c. Proulx (« Proulx c. Proulx », p. 131-132).

⁷² BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, Leduc c. Beauchamp.

venait souvent voir son enfant, qui était sous la garde de ses grands-parents maternels⁷³. Joseph Rousseau, le père de l'enfant en cause, dit qu'il a toujours été bon pour lui. Il précise d'ailleurs : « Je suis allé souvent voir mon enfant et chaque fois je lui donnais une à deux piastres. »

Lorsqu'il est prouvé que le père a de mauvaises relations avec ses enfants, cela peut sérieusement faire pencher la balance contre lui⁷⁴. Le cas *Stevenson c. Baldwin* est particulièrement intéressant⁷⁵. Voici les principaux faits: Mary A. M. Stevenson demande la séparation de corps contre son mari Maurice Day Baldwin, en invoquant essentiellement sa mauvaise conduite et les insultes répétées auxquelles elle et leurs trois enfants font face. De nombreuses personnes témoignent du mauvais comportement du père, surtout envers ses enfants. Par exemple, un certain Samuel S. Bailey affirme avoir

frequently seen him strike one of the children and knock him off his feet for some such trifling mistake as bringing him a wrong tool when working on his automobile, that he has on many occasions heard him using vile and profane language to the children and on many occasions has heard him call them such names as « damn fools », « little bitches », « damn bastards » and other such names, for the most trifling abuse as a result of their father's ill-temper and his unfatherly treatment of them.

Stevenson explique que son mari disait aux enfants de ne pas aller à l'église, car « Church is all damn rot », et les traitaient souvent de « god damned son of a bitch. » Le principal problème, croit la requérante, est que « his influence over and example to his growing children is extremely bad and is doing them grievous injury morally, mentally

⁷³ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 360, *Rousseau c. Lapointe*.

⁷⁴ À ce sujet, voir également *Lorenz c. Lorenz* (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, *Lorenz c. Lorenz*).

⁷⁵ BAnQ-M, TP 11, 1919, no 348, *Stevenson c. Baldwin*.

and physically. » Pour bien comprendre l'importance de la relation qui unissait le père à ses enfants, rien ne vaut leur témoignage et le propos du juge dans cette cause. Voyons tout d'abord le témoignage d'Herbert, âgé de 12 ans :

Q. Do you like your father?

R. Yes. I do not like him when he kicks me when he hurts me and swears at me.

Q. You are not afraid of your dad?

R. Yes, sometimes when he gets mad.

Q. But he never hurts you?

R. Yes, sometimes.

Q. He never wounded you?

R. No, he just hit me hard enough to make me cry.

Q. Do you go out very often with your father?

R. Yes, every Sunday in the winter we go out rabbit shooting and in the summer we take the automobile.

Puis celui de Richard, âgé de 10 ans. À une question lui demandant dans quelle circonstance son père le frappait, il répond :

R. For not doing the work on the car right – putting things on wrong.

Q. Does he hit you very hard?

R. Not so very hard with me.

Q. Do you like your daddy?

R. Yes

Q. You are not afraid of him, are you?

R. No

Q. He plays with you sometimes

R. Not very often.

Q. But you go out together on the automobile and go out on the mountain?

R. Yes.

D'autres témoins assurent que le père a une très belle relation avec ses enfants, car il joue avec eux et qu'ils ont l'air heureux. Voyons la déposition de Sarah Jessie Day, grand-mère des enfants :

Q. Have you seen them playing with their father?

R. Yes, they were very happy with their father.

Q. They play frequently with their father?

R. Yes, he is a very affectionate father.

Q. Have you ever heard their father call them bad names.

R. No, I have not.

[...]

Q. Do these children love their father?

R. Yes, I think they love him very much.

Q. And they go with him to the mountain? They take picnicks with him?

R. He takes them out in the motor [car], and he takes them out shooting, and they are always delighted.

Q. Do you think, Madam, that loving your grandchildren as you do, you would hesitate for one moment to give the custody of these children to the Respondent?

A. No.

L'examen de la preuve est, pour le juge, sans équivoque : le père est indigne de la garde de ses enfants, celle-ci doit être accordée à leur mère. Il rajoute d'ailleurs que :

There is no excuse for the vulgar, improper and blasphemous epithets applied by respondent to his sons who are of an impressionable age. The respondent is a man of education and good parentage and is either a degenerate or perhaps, to take a charitable view, his condition is the result of habitual use of intoxicating liquors. He is harsh and brutal towards them. He is without any means wherewith to support them, while the appellant receives 2000 \$ *per annum* from her mother.

Inversement, le juge considère que la femme n'a absolument rien à se reprocher dans ce cas, étant moralement et financièrement en mesure de s'occuper de ses trois enfants. Par cette décision, le juge admet que « [i]n granting the provisional care of children, the Court must above all, consider their own interest » et que « [v]iolent, excessive, abusive and profane language, when frequently used, will deprive a father of the custody of his children. »

Malgré la faible proportion de ce type de témoignage dans notre corpus, il est possible de constater la représentation positive du père pratiquant un loisir avec ses enfants, préfigurant les conclusions de Robert Rutherford sur les pères de l'après-guerre. Ce dernier dénonce avec raison le fait que les historiens aient accordé trop d'importance à la notion de pourvoyeur en tant que définisseur absolu de l'identité paternelle, au détriment d'autres caractéristiques importantes comme la *masculine domesticity*⁷⁶ ou la consommation⁷⁷.

2.2.5 *Avoir de bonnes mœurs et une moralité irréprochable*

Les mauvaises mœurs se déclinent en trois principales catégories : l'ivrognerie, la débauche et la violence. La preuve d'un seul de ces comportements de la part du père est suffisante pour que la Cour ne lui accorde pas la garde de ses enfants. L'intérêt des enfants est le seul guide que les juges doivent suivre pour rendre leur décision, aux dépens de l'autorité paternelle. Dans leur hiérarchie de valeurs en ce qui concerne la paternité adéquate, la moralité occupe un rang plus élevé que le fait d'être un bon pourvoyeur. Le bon père de famille est donc, avant même d'être un pourvoyeur, un homme dont la moralité est irréprochable, ce qui n'est pas surprenant eu égard au contexte religieux du début du XX^e siècle.

⁷⁶ Robert Rutherford, « Fatherhood, Masculinity, and the Good Life During Canada's Baby Boom, 1945-1965 », *Journal of Family History*, vol. 24, no 3 (1999), p. 351-352 et 370.

⁷⁷ Robert Rutherford, « Fatherhood and Masculine Domesticity During the Baby Boom : Consumption and Leisure in Advertising and Life Stories », dans Lori Chambers, et Edgard-André Montigny (dir.), *Family Matters: Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 309-310.

En 1913, le juge Beaudin dans la cause Trépanier c. Lefebvre confirme le poids de l'argument des mœurs et de la moralité : « Le père ayant le droit à la garde de son enfant d'une manière absolue, s'il ne s'en est pas rendu indigne par sa mauvaise conduite, il aura le droit à la possession de cet enfant⁷⁸. » Voyons de plus près comment était traitée chacune des catégories.

L'ivrognerie était considérée comme étant dangereuse pour les enfants⁷⁹. Dans la cause Leduc c. Beauchamp, la mère plaide que son mari « fait un usage immodéré de liqueurs enivrantes et qu'il y aurait même danger de lui laisser la garde de cet enfant, ayant déjà, lorsqu'il était sous l'influence de la boisson failli tuer cet enfant-là⁸⁰. » L'ivrognerie pouvait également mener à l'oisiveté. Angéline Pelletier en témoigne d'ailleurs dans un autre litige lorsqu'elle accuse le mari de Céline Leclaire d'être « un repris de justice, un ivrogne, un sans-cœur, un paresseux et est incapable de faire vivre la demanderesse⁸¹. »

La débauche quant à elle était beaucoup plus dommageable pour l'équilibre moral des enfants. Elle pouvait également mener, comme l'ivrognerie, à une incapacité de pourvoir, tout comme dans la cause Séguin c. Denis, alors que Joséphine Séguin raconte dans son affidavit que « nous nous sommes séparés parce que mon mari dépensait tout son salaire dans la débauche et l'ivrognerie, et était incapable de me faire vivre avec mon enfant⁸². » Des atteintes à la dignité de l'épouse étaient parfois plaidées contre des

⁷⁸ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 112, Trépanier c. Lefebvre, *et vir*.

⁷⁹ À ce sujet, voir également Proulx c. Proulx (« Proulx c. Proulx », p. 131-132), Dugas c. Castonguay (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 105, Dugas c. Castonguay), Blais c. Héroux (BAnQ-M, TP 11, 1917, no 2535, Blais c. Héroux) et Bytheway c. Lile (BAnQ-M, TP 11, 1918, no 2916, Bytheway c. Lile).

⁸⁰ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, Leduc c. Beauchamp.

⁸¹ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 3106, Leclaire c. Guérin.

⁸² BAnQ-M, TP 11, 1904, no 105, Séguin c. Denis.

pères. Celles-ci prenaient généralement la forme d'infidélité et de débauche, prouvées par la transmission de maladies vénériennes⁸³, comme dans la cause *Leclaire c. Guérin*, où l'avocat de madame Guérin envoie une lettre aux parents de son mari : « Vous savez sans doute que votre garçon, époux de notre cliente, après avoir communiqué à sa femme l'une des plus terribles maladies, l'a abandonnée, et néglige complètement de lui donner de quoi vivre⁸⁴. »

Le père violent est évidemment perçu comme un mauvais père, comme en fait foi le nombre de causes où cet argument est plaidé⁸⁵. Néanmoins, parmi ces causes, il n'y en a qu'une où ce motif fut retenu par le juge : la cause *Leduc c. Beauchamp*⁸⁶. Dans cette cause, il est simplement indiqué, sans davantage de détails, que le mari battait sa femme. Albina Beauchamp plaide « qu'il est dans l'intérêt et la protection de l'enfant qu'elle continue à demeurer avec moi et ma famille où elle reçoit tous les soins d'un enfant de son âge, et qu'elle serait exposée à être maltraitée par son père si l'enfant lui était remise, pour la raison qu'il fait un usage immodéré de boissons enivrantes ». Dans cette cause, la garde de l'enfant fut confiée à la mère, puisque les mauvais traitements qu'elle subit nuisent à l'intérêt de l'enfant.

Cette faible proportion de causes où la violence est apportée comme preuve de mauvaise paternité laisse entrevoir une certaine tolérance de la population à l'égard des punitions

⁸³ À ce sujet, voir également *Blais c. Héroux* (BAnQ-M, TP 11, 1917, no 2535, *Blais c. Héroux*).

⁸⁴ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 3106, *Leclaire c. Guérin*.

⁸⁵ À ce sujet, voir également *Lorenz c. Lorenz* (BAnQ-M, TP 11, 1905, no 434, *Lorenz c. Lorenz*), *Séguin c. Denis* (BAnQ-M, TP 11, 1904, no 105, *Séguin c. Denis*), *Woolven c. Aird* (« *Woolven c. Aird* », p. 165-173), *Blais c. Héroux* (BAnQ-M, TP 11, 1917, no 2535, *Blais c. Héroux*) et *Bytheway c. Lile* (BAnQ-M, TP 11, 1918, no 2916, *Bytheway c. Lile*).

⁸⁶ BAnQ-M, TP 11, 1905, no 516, *Leduc c. Beauchamp*.

corporelles. En premier lieu, le Code civil octroie au père, par l'article 245, « un droit de correction modérée et raisonnable ». Cette limite apparaît également du côté des commentateurs, mais elle ne semble pas être problématique. Par exemple, E. A. Côté considère la possibilité pour un père d'user de violence en tentant de punir ses enfants comme un moindre mal : « Le père peut exercer cette discipline trop extrême pour le bien de l'enfant sur laquelle il se repentira plus tard, mais, plus souvent, il aura l'occasion de regretter un trop grand relâchement dans ses devoirs de père⁸⁷. » Le droit de correction est si important à cette époque que Pierre Basile Migneault écrit dans son traité de droit civil : « On conçoit que la puissance paternelle ne serait qu'un vain mot si le père n'avait pas à sa disposition des moyens correctifs pour faire respecter son autorité et maintenir ses enfants dans le devoir⁸⁸. » En plus d'être présent dans la législation et d'occuper une importante place chez les commentateurs, le respect du droit de correction est important pour la population québécoise, comme le fait remarquer Marie-Aimée Cliche. Son étude des lettres envoyées à différents journaux entre 1925 et 1969 montre que la population québécoise de l'époque considère qu'il est important d'administrer des châtiments raisonnables aux enfants, que cela fait partie de la bonne façon de les élever⁸⁹. Les gens qui font l'objet de cette étude croient que seuls quelques gestes peuvent être considérés comme des mauvais traitements : des coups de pied ou de poing, des sévices physiques qui mènent au saignement ou à des membres cassés⁹⁰.

⁸⁷ E. A. Côté, *La puissance paternelle*, p. 110.

⁸⁸ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 150.

⁸⁹ Marie-Aimée Cliche, « "Est-ce une bonne méthode pour élever les enfants?" Le débat sur les punitions corporelles dans les courriers du coeur au Québec de 1925 à 1969 », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 4 (décembre 2001), p. 688.

⁹⁰ M.-A. Cliche, « Puissance paternelle », p. 56.

E. A. Côté, quant à lui, considère que ce devoir est si étendu, que « [l]a Cour ne peut intervenir à moins que la vie et la santé de l'enfant soient en danger⁹¹. »

Finalement, une dernière cause mérite d'être présentée, car elle fait de la moralité un élément plus important que la capacité financière dans le choix du gardien des enfants. Dans la cause Proulx c. Proulx, Joseph Proulx, le père de Lucien Proulx, désire reprendre la garde de son enfant, qu'il avait remis à sa grand-mère maternelle à la mort de sa femme⁹². Il plaide que malgré le fait que l'intimée soit en meilleure condition financière que lui, il se considère être « un journalier travaillant ; il n'a peut-être pas les moyens pécuniaires de l'intimé, mais sa conduite morale est au-dessus de tout reproche. » Le juge Bruneau n'hésite alors aucunement et indique dans son jugement que « [d]ans une semblable matière, la Cour paraît posséder un souverain pouvoir discrétionnaire, et s'il est vrai que le seul intérêt de l'enfant doit être mon unique guide, je ne puis hésiter entre son intérêt purement matériel et son intérêt moral. Ce dernier doit prévaloir. »

La représentation du père adéquat dépasse donc grandement la notion de pourvoyeur. Le bon père de famille est assurément un homme qui peut subvenir aux besoins de sa famille, mais aussi un homme qui se soucie de l'éducation de ses enfants et qui a un comportement et une moralité irréprochables en regard des normes de l'époque. La proximité affective avec ses enfants fait également partie de la représentation du père adéquat. De plus, le dénominateur commun qui régit les jugements produits par les

⁹¹ E. A. Côté, *La puissance paternelle*, p. 110.

⁹² « Proulx c. Proulx », p. 131-132.

tribunaux en réponse à ces nombreux témoignages est de protéger l'intérêt des enfants. C'est d'ailleurs ce désir de les protéger ainsi que la prise de conscience par les juges de l'époque de l'importance des droits des enfants qui expliquent la nouvelle ligne de conduite adoptée par la Cour en réponse aux brefs d'*habeas corpus*. En effet, contrairement à la tangente qui se dessine dans ce domaine durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les juges du début du XX^e siècle accordent de plus en plus d'importance aux désirs des enfants ainsi qu'à leur protection, aux dépens de l'autorité paternelle. Ce qui fait en sorte qu'ils n'hésitent pas à octroyer la garde des enfants à leur mère ou à un tiers si ceux-ci démontrent qu'ils sont en meilleure position que le père pour s'en occuper.

CHAPITRE 3

La puissance paternelle face aux choix et aux faits et gestes des enfants

Les litiges impliquant les notions de puissance paternelle et de responsabilité civile offrent un terreau d'analyse fertile pour établir les droits et devoirs du père de famille. Les décisions rendues dans les litiges traitant de diverses prérogatives octroyées par la puissance paternelle montrent que les tribunaux de l'époque accordent beaucoup d'importance à la protection de l'intérêt des enfants. Ainsi, certains privilèges accordés au père ne sont pas scrupuleusement respectés par les tribunaux québécois du début du XX^e siècle lorsqu'ils heurtent l'intérêt des enfants. De plus, les litiges dans lesquels le père doit justifier les agissements de son enfant, que ce soit en raison des dommages qu'il a causés ou de ceux dont il a été victime, montrent que les notions d'éducation et de surveillance des enfants sont au centre des responsabilités du père. Celui-ci, en cas de dommages causés par son enfant, doit prouver ses qualités d'éducateur s'il veut démontrer au tribunal qu'il a agi en personne raisonnable – en « bon père de famille » – et ainsi espérer être déchargé de la responsabilité pour les actes commis par son enfant.

3.1 Le père confronté aux choix de ses enfants

En vertu de la puissance paternelle lui étant accordée par la législation, le père de famille bénéficie de nombreuses prérogatives concernant les choix de vie de ses enfants pendant leur minorité. Il s'agit d'autant de façons pour le père d'exercer son autorité dans divers aspects de la vie des enfants. Le fondement juridique brandi par les tribunaux pour

légitimer le respect de la puissance paternelle est le même dans les trois catégories que nous avons relevées : donner les outils nécessaires au père pour protéger l'intérêt de ses enfants¹. La Cour n'hésite pas, sur la question du choix de l'emploi des enfants, à empiéter sur cette autorité paternelle si elle considère que les choix du père sont discutables ou néfastes pour ses enfants. Sur la question du choix de l'époux, on sent que les tribunaux balancent entre deux intérêts, alors qu'ils donnent généralement le droit de veto au père sur cette question, tout en précisant que ce droit est intimement lié à la protection de l'intérêt de la famille et des enfants. Finalement, le tribunal n'empiète pas dans les décisions du père en matière d'éducation à donner aux enfants et ce même si le père s'est rendu indigne de la garde de ceux-ci.

3.1.1 Le travail de père en fils : le choix de l'emploi chez l'enfant mineur

La puissance paternelle se manifeste par la responsabilité du père en regard du choix de la profession de ses enfants mineurs. Cette prérogative est prescrite implicitement par l'article 165 du Code civil, qui oblige les époux, en raison du mariage, à élever leurs enfants. En effet, Mignault précise dans ses commentaires que cette obligation signifie « les mettre à même de gagner leur subsistance, soit en les faisant instruire dans les arts ou les lettres, soit en leur faisant apprendre un métier². » La Cour considère, en permettant à un père de choisir le métier de ses enfants, qu'il est en meilleure position que quiconque pour assurer leur bien-être. Par contre, bien que la Cour doive respecter

¹ E.-Auguste Côté, *La puissance paternelle*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval / Rimouski, S. Vachon, 1926, p. 82.

² Pierre Basile Mignault, *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Murlon avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*, Montréal, Théoret, 1895-1916, vol. 1, p. 479.

le principe de la puissance paternelle, elle doit aussi la contrôler si cette dernière n'est pas exercée de façon judicieuse. Le tribunal peut donc, si elle le juge nécessaire, restreindre celle-ci en faveur de la liberté des enfants de choisir leur emploi.

Par exemple, si le père prend une décision qui est difficilement conciliable avec l'intérêt de l'enfant, comme dans la cause *Bail c. Lemieux*, le tribunal peut intervenir et rectifier le tir³. Cette cause est la seule de notre corpus à traiter directement du lien entre le choix d'un métier chez l'enfant et l'autorité du père.

Le jeune Léonard Bail fait l'apprentissage du métier de forgeron contre la volonté de son père chez son oncle Théodule Lemieux. Mécontent de la décision de son fils d'apprendre ce métier, Bail plaide que son enfant, en refusant obstinément de lui obéir à ce sujet, outrepassé outrageusement le droit du père octroyé par la puissance paternelle. Bail préfère que son fils apprenne le métier de menuisier, métier qu'il pratique lui-même. Il déplore d'ailleurs le fait que Théodule Lemieux persiste à employer son fils et à lui montrer le métier de forgeron, malgré ses réticences. Bail réclame que la Cour empêche Lemieux d'employer son fils comme apprenti jusqu'à ce que ce dernier ait atteint 21 ans.

Pour sa défense, Lemieux explique au juge que le métier de menuisier est loin d'être avantageux pour l'enfant, car ce n'est pas un emploi lucratif. Il en veut pour preuve que « le demandeur est presque continuellement à rien faire, ne pouvant trouver d'ouvrage, au point que c'est l'épouse du demandeur et ses enfants qui gagnent depuis longtemps la

³ « *Bail c. Lemieux* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 18 (1912), p. 497-503.

subsistance de la famille du demandeur. » Il plaide également qu'il n'a jamais forcé le jeune Bail à apprendre le métier de forgeron, mais que c'est plutôt lui qui est venu le solliciter pour apprendre les rudiments. En les lui montrant, il ne fait que respecter la volonté de l'enfant. D'ailleurs, le défendeur note que Léonard Bail semble se plaire dans ce métier et qu'il désire ardemment en faire carrière. Lemieux plaide finalement qu'il « n'a jamais voulu, en aucune façon, entraver l'autorité paternelle du demandeur », mais plutôt rendre service.

Le juge Mercier considère que, nonobstant le principe selon lequel la Cour doit respecter l'autorité paternelle, elle doit aussi la contrôler si cette dernière n'est pas exercée de façon raisonnable. Aussi, un père ne peut forcer ses enfants mineurs à exercer le même métier que le sien s'ils n'ont pas le désir ou la capacité de l'exercer. Finalement, le juge Mercier considère que l'enfant se plaît dans le métier de forgeron, contrairement aux vœux de son père. Il renvoie donc l'action du demandeur.

La question de l'intérêt des enfants est au centre des préoccupations du juge. Dans ce cas-ci, le tribunal restreint la puissance paternelle en faveur de la liberté de choix des enfants en matière d'emploi. Le fait que le juge n'hésite pas à restreindre cette prérogative du père s'explique par le fait que le choix de l'emploi occupé par l'enfant n'est, comme l'indique Mignault, « qu'un pur devoir de morale : sa sanction est dans la conscience des pères et mères⁴. »

⁴ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 1, p. 479.

3.1.2 *Oui, je le veux? Prérogatives du père sur le choix de l'époux*

Les litiges portés à l'attention des juges en ce qui concerne le mariage des enfants confirment le droit de veto accordé au père de famille par le législateur dans le choix de l'époux. En effet, l'article 119 du Code civil prévoit que « [l]es enfants qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-un (*sic*) ans accomplis, pour contracter mariage, doivent obtenir le consentement de leur père et de leur mère ; en cas de dissentiment le consentement du père suffit. » Le père a également droit, nous apprend l'article 137, de « former opposition au mariage de son enfant mineur. » Bien que les causes étudiées montrent que l'autorité du père sur ses enfants doit être subordonnée à des intérêts qui ne sont pas directement les siens, il semble que les juges présument de la capacité du père dans ce domaine. Ce droit n'est en effet légitime aux yeux de la Cour que pour préserver l'intérêt des enfants et sauvegarder l'honneur de la famille. Mignault rajoute de son côté que :

Le mariage n'intéresse pas seulement ceux qui le contractent ; il engage aussi, jusqu'à un certain point, l'honneur et la fortune de leurs familles, par les rapports d'alliance et par les obligations qu'il est appelé à créer : c'eût été, par conséquent, blesser la justice que de leur laisser, alors qu'ils sont trop jeunes pour faire un choix convenable, la faculté de se marier contre le gré de leurs parents⁵.

Ainsi, l'individualisation des décisions relatives au cycle de vie familial, tel qu'observé par John Modell aux États-Unis au début du XX^e siècle n'a pas encore transpercé les mentalités des magistrats québécois, qui accordent encore beaucoup d'autorité au père de famille⁶.

⁵ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 1, p. 349.

⁶ John Modell, et Theodore Hershberg, « Social Change and Transition to Adulthood in Historical Perspective », *Journal of Family History*, vol. 1 (1976), p. 29-30.

L'article 119 du Code civil ne s'applique qu'aux enfants mineurs. Il ne semble d'ailleurs pas y avoir de questions quant à l'interprétation de cet article, comme en témoigne l'absence de cause impliquant des enfants mineurs. La plupart des causes entendues dans ce corpus concerne plutôt des pères qui veulent faire annuler le mariage de leur enfant devenu majeur depuis la célébration qui a eu lieu sans leur consentement. C'est l'article 150 du Code civil qui est invoqué dans ces circonstances : « [l]e mariage contracté sans le consentement des père et mère, tuteur ou curateur, ou sans l'avis du conseil de famille, dans le cas où ce consentement ou avis était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement ou avis était requis. »

Le consentement du père est nécessaire pour valider le mariage de son enfant mineur, comme en fait foi le litige opposant Marguerite Durocher et son père François Durocher à son mari Joseph Degré, dont le dénouement a lieu à Montréal en 1901⁷. De nombreuses irrégularités caractérisent le mariage entre Durocher et Degré. Tout d'abord, ils se marient à East Franklin, au Vermont, le 30 juin 1891, malgré qu'ils résident tous deux à Saint-Alphonse de Granby. C'est Edwin Prouty, un protestant s'autoproclamant *Ministre de l'Évangile*, qui les marie sans le consentement de leurs parents, alors même qu'ils sont tous les deux catholiques. Ils vivent plusieurs années ensemble après leur mariage et ont plusieurs enfants.

Ce n'est que huit ans plus tard que Marguerite Durocher et son père entament des démarches pour annuler le mariage. Durocher allègue qu'il ne fut mis au courant du

⁷ « Durocher, et al. c. Degré », *Rapports judiciaires de Québec, Cour de révision*, vol. 20 (1901), p. 456-513.

mariage de sa fille que quelques semaines avant la présente instance et qu'il s'oppose à cette union. Les demandeurs plaident également que Degré s'est mal comporté envers sa femme, qu'il l'a abandonnée et refuse de lui fournir des aliments.

Le jugement en Cour supérieure donne gain de cause au défendeur. Selon le juge, il est fortement improbable que le père de la mariée n'ait entendu parler du mariage de sa fille que huit ans après qu'il ait été prononcé. Ainsi, en raison de la longue période écoulée entre le mariage et l'action en justice, le juge considère que le père « has forfeited his right to now ask for the annulment of the same on the ground of the minority of the female plaintiff and because he did not give his consent to the same », se basant sur l'article 151 du Code civil.

Cette cause est portée en révision et la décision est cassée. Bien que les juges Mathieu, Curran et Lemieux soient d'accord avec l'interprétation faite par le juge en Cour supérieure, ils considèrent que l'absence de consentement du père est un argument clé dans l'affaire, suffisamment important pour proclamer la nullité du mariage.

Cette interprétation des juges de la Cour du banc du Roi est reprise quelques années plus tard dans la cause *Agnew c. Gober*⁸. Dans cette cause, le demandeur William Agnew désire annuler le mariage de son fils Augustus Waterous Agnew sous le motif qu'il ne lui a pas donné son consentement alors qu'il était mineur. Depuis le mariage, l'enfant a atteint sa majorité. Le juge Davidson déboute la demande, puisqu'il considère que « l'action qui appartient aux parents pour faire annuler le mariage de leur enfant mineur

⁸ BAnQ-M, TP 11, 1907, no 77, *Agnew, et ux. c. Gober, et vir.*

contracté sans leur consentement s'éteint dès que cet enfant atteint sa majorité. » Selon lui, permettre au père d'annuler le mariage de l'enfant équivaut à faire durer la puissance paternelle après la majorité de l'enfant.

La cause est portée en appel et le jugement est cassé par les juges Taschereau, Bossé, Trenholme, Lavergne et Cross. Ils octroient dans ce jugement le droit aux parents d'annuler le mariage de leur fils majeur si, à l'époque de son mariage, celui-ci était mineur. Ces juges rappellent le fondement théorique à la base de cette décision. « [L]e législateur, en exigeant le consentement des parents, a eu en vue, outre le respect dû à la puissance paternelle et l'intérêt personnel des parents, aussi et surtout la protection de l'enfant. » Ils considèrent également que ce jugement ne fait pas durer la puissance paternelle plus longtemps que prescrit par le législateur :

La puissance paternelle dure si peu après la majorité que le mariage aussitôt annulé, l'enfant pourra se remarier, et ce nouveau mariage sera inattaquable. Mais un droit conféré au père pendant la minorité de son fils a été violé ; la sanction est la nullité de l'acte commis en violation de ce droit : prononcer cette nullité n'est donc pas soumettre l'enfant à la puissance paternelle après sa majorité, c'est seulement exécuter la sanction d'une violation de cette puissance commise pendant qu'elle existait.

Le juge Taschereau fait une intéressante distinction entre le rôle du tuteur et celui du père en distinguant leur pouvoir dans ce type de litiges. Il explique que les droits du tuteur prennent absolument fin à la majorité de l'enfant qui est sous sa garde. Une action intentée par le père est intentée en son seul nom de père. La majorité de l'enfant mineur dissout l'autorité paternelle, mais ne dissout pas la qualité de père. « L'autorité paternelle a cessé d'exister, quant à l'avenir. Elle est encore intacte, quant au passé. Il est encore le père et il a tout intérêt, tant personnellement que pour la famille elle-même, à ce que le

mariage irrégulier de son fils mineur soit annulé. » L'interprétation de la Cour du banc du Roi n'était pas unanime, alors que le juge Trenholme considère que « [i]n our law parental authority completely ends with the majority of the child. »

Un autre jugement partagé est rendu par la Cour du banc du Roi en 1917 dans la cause *Guttman c. Goodman*⁹. Moses Harry Guttman est un mineur âgé de 20 ans lors de son mariage, le 22 février 1915. Il se marie alors avec Annie Silberstein, elle aussi mineure. Il n'obtient pas le consentement de ses deux parents. Le père et la mère de Guttman intentent donc une action contre le couple et leur tuteur *ad hoc* respectif.

Les mêmes arguments que ceux reçus dans la cause *Agnew c. Gober* sont présentés et le jugement est rendu en faveur du demandeur, avec certaines réserves. Le juge Cross est contre l'idée que le père ait le droit d'intenter cette action en nullité de mariage parce que selon lui, le mineur est désormais majeur, et qu'ainsi, le père n'a plus d'autorité sur lui : « Here, when a male person attains the age of twenty-one years, he is a man and no longer a dependant of a patriarch. » Il en va de même pour le juge Trenholme : « I agree in the dissent. I cannot believe that a man who has attained his majority and can now exercise his full authority as such can be released from his marriage. » Néanmoins, la majorité des juges est d'avis que « [a] father who takes an action to have the marriage of his minor son annulled, on the ground that it was contracted without his consent, has the right to continue his action, even if his son becomes of age, pending the suit. »

⁹ « *Guttman c. Goodman* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour du banc du Roi*, vol. 26 (1917), p. 270-281.

Dans ces deux cas, malgré que les décisions n'aient pas fait l'unanimité, il apparaît tout de même clairement que les juges des tribunaux supérieurs tentent de protéger les prérogatives octroyées au père de famille par la puissance paternelle.

3.1.3 Du choix de l'éducation des enfants

Finalement, il n'est pas du ressort de la Cour de questionner l'autorité paternelle quant au choix de l'école ou du niveau de discipline à préconiser pour l'éducation des enfants. Même si la Cour n'est pas en accord avec les choix du père, elle ne peut pas intervenir, donnant au père une autorité absolue sur l'éducation de ses enfants. De plus, même si le père n'a plus la garde de ses enfants, cela n'affecte pas la surveillance et l'éducation qu'il doit leur procurer. Le droit de choisir l'éducation des enfants est, après le droit de garde, le plus important attribut de la puissance paternelle. Puisque dans le cas du choix de l'éducation, l'intérêt du père et celui des enfants convergent beaucoup plus aisément que dans les cas de la garde d'enfant, le tribunal est beaucoup plus enclin à respecter l'autorité du père dans ce domaine.

C'est encore une fois l'article 165 du Code civil qui octroie au père cette importante prérogative de la puissance paternelle. Les père et mère ont le « droit et le devoir d'élever leur enfant, c'est-à-dire, de développer ses facultés physiques et morales. C'est à eux qu'est confié le soin de régler ses moeurs et de former son intelligence. Ce sont eux [...] qui choisissent les maîtres qu'ils placent près de lui¹⁰. » Côté va encore plus loin que Mignault, alors qu'il considère que cette prérogative revient seulement au « chef de

¹⁰ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 145.

famille. » Il peut élever ses enfants comme bon lui semble, choisir la maison d'éducation qu'il désire ainsi que le degré d'instruction à leur fournir¹¹. Pour se justifier, Côté demande : « D'ailleurs, qui, mieux que le père, est en état de savoir ce qui convient le mieux à ses enfants¹²? »

En 1905, un litige oppose un père et son fils quant au choix de l'école où ce dernier doit être éduqué¹³. Le jeune MacDonald, qui est interné dans une école de réforme à la demande de son père, fait émettre un bref d'*habeas corpus* pour recouvrer sa liberté. Le père considère que son choix est légitime en raison du fait que l'enfant fait souvent preuve d'insubordination. Ce dernier tente de s'enfuir à de nombreuses reprises, est expulsé et désobéit aux règles des écoles ordinaires qu'il fréquente. Le père considère qu'il n'y a aucun autre remède pour raisonner son enfant, et que la durée de son séjour à l'école de réforme est fonction de son comportement : dès que l'enfant aura montré sa bonne foi, le père s'engage à le retirer de cette école.

Le jugement du juge Hall, en Cour du banc du Roi, est favorable au père. La Cour ne peut intervenir dans le choix de la discipline à appliquer aux enfants que si leur santé est menacée. Le père a donc le droit d'utiliser une discipline sévère pour se faire obéir. D'ailleurs, le juge considère qu'en matière d'éducation à donner aux enfants, il est plus dangereux pour un père d'être trop permissif plutôt que trop sévère. Le tribunal ne peut conseiller le père ou lui imposer une décision : « [h]is judgment is absolute, as to the

¹¹ E.-A. Côté, *La puissance paternelle*, p. 107-109.

¹² *Ibid.*, p. 109.

¹³ « MacDonald c. MacDonald », *Rapports judiciaires de Québec, Cour du banc du Roi*, vol. 14 (1905), p. 330-333.

education to be given to his children, and the schools he will select both for their education and discipline. »

Cela n'empêche pas le juge d'être critique à l'égard de la décision du père :

It is, of course, unfortunate for both parent and child, if a father of a higher rank in society feels it necessary to voluntarily subject his child, temporarily, to the same discipline, but it is the exercise of a discretion explicitly entrusted to the father by the law and a judge is powerless to interfere with it, even if he were convinced that it was unwise, which is not the present case.

Le tribunal offre en 1918 une autre illustration du pouvoir absolu du père en matière d'éducation¹⁴. Dans cette cause, une requête de séparation de corps entre Ida Gertrude Bytheway et Gilbert W. Lile est soumise au tribunal, qui doit se pencher sur la question de la garde de l'enfant. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Lile perd la garde de son enfant, et celle-ci ne peut être accordée à la mère en raison de sa mauvaise conduite. La Cour décide que l'enfant doit être placé dans une maison d'éducation. La Cour peut donc, nous l'avons vu, prendre les moyens pour protéger l'enfant, dans son propre intérêt, si comme l'indique Côté, « [l]a maison paternelle qui devrait être le foyer de la vertu devient malheureusement une école de vice où les parents enseignent à leurs enfants l'ivrognerie et l'immoralité¹⁵. »

Néanmoins, le père a encore un droit de regard sur l'éducation qui doit être dispensée à son enfant. En effet, madame Bytheway réclame ultérieurement que l'enfant soit retiré de la *Hillcrest School*, l'école protestante à laquelle son père l'avait inscrit, puisqu'elle

¹⁴ BAnQ-M, TP 11, 1918, no 2916, Bytheway c. Lile.

¹⁵ E. A. Côté, *La puissance paternelle*, p. 114.

la considère trop onéreuse. Il s'agit probablement ici d'une tentative pour donner une éducation catholique à son enfant (elle voulait l'envoyer au Mont Saint-Louis). Lile, quant à lui, préfère que l'enfant reçoive une éducation protestante :

Tout en reconnaissant l'excellence de l'éducation et de l'instruction que donne cette institution, et sans vouloir aucunement attaquer la religion catholique pour laquelle il a le plus grand respect, l'intimé préfère, cependant, que son enfant reste sous la garde d'une institutrice protestante, afin de recevoir plus directement, dès son bas âge, les enseignements de la religion de son père. Celui-ci réclame donc le droit absolu de donner à son fils l'instruction religieuse qu'il préfère.

Ainsi, même si les pouvoirs du père sont modifiés lorsque le tribunal confie la garde des enfants à la mère ou à un tiers, son droit et son devoir d'éducation et de surveillance restent intacts. Dans ce cas précis, le père conserve « le droit de surveiller l'éducation religieuse des enfants qui est le plus grand de tous leurs intérêts, même lorsque les époux professent des religions différentes. »

Le juge Bruneau explique dans son jugement pourquoi il considère que l'article 214, qui octroie la garde des enfants au parent qui a gagné la séparation de corps, n'influence pas le droit qu'a le père de choisir l'éducation de ses enfants :

L'art. 214 C. civ., ne statue donc que sur un point unique, et ne concerne qu'une seule attribution de la puissance paternelle, la garde des enfants. Or, au premier rang des autres attributions de la puissance paternelle se trouve incontestablement l'éducation religieuse des enfants. Par le mot éducation, l'art. 215 C. civ., n'entend pas seulement, à notre avis, l'éducation matérielle et intellectuelle, mais encore l'éducation morale et religieuse. Lorsque le père et la mère professent des religions différentes, c'est donc au père qu'il appartient de déterminer la foi dans laquelle doivent être élevés les enfants.

Même dans des situations fâcheuses où le père s'est montré indigne de la garde de ses enfants, il n'est pas du ressort de la Cour de questionner l'autorité paternelle quant au

choix de l'école ou du niveau de discipline à préconiser pour l'éducation des enfants. L'autorité du père demeure absolue dans ce domaine. Celle-ci est généralement respectée par les tribunaux lorsqu'il est question du choix de leur époux. L'intérêt des enfants est par contre constamment mis de l'avant par les tribunaux pour justifier ce droit, ce qui laisse présager qu'ils pourraient intervenir si la décision du père leur était particulièrement préjudiciable. Ils n'hésitent d'ailleurs aucunement à intervenir dans le cas du choix du métier des enfants si la décision du père ne défend pas leurs intérêts.

3.2 La responsabilité du père

La façon dont les litiges en responsabilité civile sont traités par les tribunaux dans les cas où des enfants sont impliqués jette une lumière éclairante sur les obligations du père envers ses enfants, notamment la responsabilité pour les dommages causés ainsi que le devoir de surveillance et d'éducation. L'ensemble des causes liées à la question de la responsabilité civile est régie par les articles 1053 et 1054 du Code civil. L'article 1053 prescrit que « [t]oute personne capable de discerner le bien du mal, est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté. » Dans les situations qui nous intéressent, il est précisé par l'article 1054 :

Elle est responsable non seulement du dommage qu'elle cause par sa propre faute, mais encore de celui causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses qu'elle a sous sa garde ; Le père, et après son décès, la mère, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs ; [...] La responsabilité ci-dessus a lieu seulement lorsque la personne qui y est assujettie ne peut prouver qu'elle n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage [...].

Le père doit donc agir en personne raisonnable, en « bon père de famille », pour se déresponsabiliser des dommages causés par son enfant.

3.2.1 Les dommages causés par l'enfant

La question de l'éducation et de la surveillance

L'importance accordée au devoir d'éducation est manifeste dans les litiges où la responsabilité civile du père est engagée. Par contre, le fait de donner une bonne éducation aux enfants n'est pas tout, le père doit également les surveiller pour prévenir les dommages, comme le veut l'article 1054 du Code civil.

Les arguments de la bonne éducation et de la surveillance des enfants sont plaidés simultanément dans la cause Deschamps c. Berthiaume¹⁶. Le 6 juillet 1903, le jeune Lucien Berthiaume, fils du défendeur Clément Berthiaume, lance une pierre à Alfred Deschamps, fils du demandeur Olivier Deschamps. L'incident se produit alors que le jeune Berthiaume joue sans surveillance avec des camarades. La pierre atteint le jeune Deschamps au visage, ce qui lui fait perdre l'usage complet de son oeil droit ainsi que l'usage partiel de son oeil gauche. Les dommages réclamés par le père de l'enfant blessé s'élèvent à 990 dollars.

Pour sa défense, Berthiaume plaide que le projectile fut lancé par son fils sans malice à un enfant qui était lui-même laissé sans surveillance. Il rajoute qu'il a bien élevé son fils, qu'il lui a donné une bonne éducation et qu'il lui a toujours montré à ne pas être méchant avec ses amis. Ces arguments ne sont pas remis en question par le tribunal.

¹⁶ BAnQ-M, TP 11, 1906, no 13, Deschamps c. Berthiaume.

Par contre, malgré cette bonne éducation donnée, le juge Tellier rappelle que les parents du jeune Berthiaume l'abandonnent souvent sans surveillance dans les rues. De plus, il explique que le père est responsable des dommages causés par son fils mineur seulement lorsqu'il ne peut prouver son incapacité de les prévenir. Le juge considère d'ailleurs que le manque de surveillance de la part du père est la principale cause ayant mené à cet accident et que dans ces circonstances, le père de l'enfant fautif doit être déclaré civilement responsable des dommages.

Cette cause est portée en révision. La question du manque de surveillance du père est alors analysée en profondeur. Le juge Taschereau explique en premier lieu que dans ces conditions, on ne peut pas tenir le père responsable d'avoir manqué à son devoir de surveillance envers son enfant. D'un point de vue général, le juge considère qu'« [à] moins de les tenir enfermés, ce qui est impraticable, surtout dans la belle saison, il était impossible d'exercer sur eux une surveillance de tous les instants et de les empêcher, à aucun moment donné de se livrer à quelque jeu dangereux. » Au vu des circonstances du litige, il considère que le père ne pouvait pas exercer une meilleure surveillance sur son enfant. Le juge constate en effet que l'épouse du défendeur relevait alors de ses couches ; que le défendeur lui-même était obligé de voir au ménage de la maison et d'avoir soin de sa femme convalescente et qu'ainsi, tous deux étaient incapables pour le moment d'avoir l'oeil sur les enfants, tout en ayant raison de les croire en sûreté sous la surveillance de leur voisine.

Le juge Tait abonde dans le même sens : « Without keeping them in the house, which would be a great hardship – particularly in the hot weather – it would be impossible to

superintended the children during every instant of the day and to prevent them, at a given time, from resorting to some dangerous game. » Ainsi, conclut la Cour, le défendeur ne pouvait pas prévenir les agissements de son garçon et il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour les éviter en lui donnant, à lui et à ses huit frères, la meilleure éducation. Le jugement de la Cour supérieure est donc cassé et la responsabilité des dommages causés par l'enfant n'incombe pas à son père¹⁷.

La question de l'âge des enfants

La question de l'âge des enfants joue un rôle essentiel dans les décisions que rendent les juges concernant la responsabilité du père envers les dommages causés par son enfant. Dans la cause *Cecire c. Morissette*, un enfant âgé de quatre ans lance une pierre sur la façade d'un commerce, causant des dommages considérables à celle-ci¹⁸. Cecire réclame une somme de 49 dollars en dommages.

Morissette, le père de l'enfant, plaide qu'il n'est pas responsable de l'accident, car même s'il avait surveillé convenablement son enfant, il n'aurait pu l'empêcher de commettre ce geste. Dans le cas présent, Morissette était absent durant l'événement reproché puisqu'il était au travail. C'est sa femme qui devait surveiller l'enfant. Il explique finalement que puisque l'enfant est âgé de moins de cinq ans, les dommages devraient être considérés fortuits.

¹⁷ Les mêmes arguments sont brandis dans la cause *Biron c. Toupin* (« *Biron c. Toupin* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 46 (1914), p. 523-525) et le jugement est favorable au père, qui est déclaré non responsable des dommages causés par son enfant.

¹⁸ « *Cecire, et al. c. Morissette* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 23 (1917), p. 94-98.

Le tribunal rappelle que l'article 1054 du Code civil, fondé sur la puissance paternelle, stipule que les père et mère ont le devoir de surveiller leurs enfants. Ainsi, si un dommage causé par l'enfant provient d'une omission ou d'un manque de surveillance de la part du père, il est normal qu'il en soit tenu responsable. Le juge explique que Morissette ne peut pas se soustraire à son devoir de surveillance en plaidant que sa femme surveillait l'enfant lorsque s'est produit l'accident : « [l]e père étant spécialement chargé de former son fils, de le diriger, ayant la haute main sur son éducation, c'est toujours à lui qu'incombe la responsabilité, quand même d'autres personnes sont chargées de la garde de l'enfant momentanément. » En l'espèce, « [i]l y a là une faute de la mère, qui engage la responsabilité du père pour l'acte dommageable de l'enfant. » Morissette fut donc condamné à payer les 49 dollars réclamés par Cecire.

Ainsi, les juges accordent encore plus d'importance au devoir de surveillance du père quand les enfants sont très jeunes. Inversement, les arguments faisant état de la possibilité pour le père de prévenir les dommages causés par son enfant, du manque de surveillance ou de la mauvaise éducation dispensée peuvent être complètement absents de l'analyse lorsque l'enfant est plus âgé.

Dans la cause *Lemondé c. Cardinal*, un enfant âgé de 18 ans, Aurèle Cardinal, loue un cheval à Joseph Lemondé pour faire un aller-retour à Sainte-Geneviève depuis Montréal¹⁹. Pendant le voyage, le cheval est durement malmené par Aurèle et son frère Gilbert. Le cheval succombe d'ailleurs à ses blessures après quelques semaines.

¹⁹ BAnQ-M, TP 11, 1901, no 1357, *Lemondé c. Cardinal*, *ès-qual.*, *et al.*

Lemondé réclame 175 dollars, soit la valeur du cheval et les frais occasionnés par les soins.

Le tribunal décide que le jeune Cardinal est responsable de ses délits et quasi-délits : « [c]onsidérant que ledit Aurèle Cardinal aux époques mentionnées dans la déclaration était âgé de dix-huit ans et parfaitement responsable de ses actes. » Il n'est aucunement question de la responsabilité du père (dans ce cas-ci du tuteur Cyrille Cardinal car le père d'Aurèle est décédé), d'un manque de surveillance ou d'une mauvaise éducation donnée à l'enfant. Ce dernier est simplement considéré comme responsable des dommages qu'il a causés. La Cour condamne néanmoins Cyrille Cardinal, en sa qualité de tuteur d'Aurèle, à payer une somme de 125 dollars à Lemondé²⁰.

Quelques circonstances particulières

L'âge des enfants n'était pas le seul facteur pouvant influencer la décision des juges sur la question du devoir de surveillance du père. En effet, des circonstances particulières pouvaient modifier grandement la responsabilité du père sur les dommages causés par son enfant. Nous avons relevé trois situations dignes de mention : l'existence d'un accord tacite entre un enfant mineur et un tiers, les dommages causés par un enfant majeur aliéné, mais non interdit, ainsi que ceux causés par un enfant à l'emploi de son père.

²⁰ Pour une analyse similaire, voir la cause *Matte c. Plouffe* (« *Matte c. Plouffe* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 19 (1913), p. 42-45).

La cause Bergeron c. Dagenais concerne la réponse des tribunaux lorsque la responsabilité se transporte vers le domaine contractuel²¹. Au printemps 1912, le demandeur Arthur Bergeron engage Téléphore Dagenais, le fils de 14 ans du défendeur Romuald Dagenais, pour qu'il transporte sa vache au pâturage. Il lui donne 15 cents par semaine. En août 1912, le jeune Téléphore a battu la vache du demandeur à coup de bâton et de fouet, si bien qu'elle en est morte. Bergeron réclame une somme de 126 dollars en dommages à Romuald Dagenais, alléguant qu'il est responsable de la mort de sa vache puisque c'est son fils qui en est la cause.

Romuald Dagenais plaide pour sa défense qu'il n'a jamais eu connaissance de ces mauvais traitements et qu'il n'a pas autorisé ses enfants à accomplir ce travail. Lorsque Bergeron est venu le voir pour lui dire ce que son fils a fait à sa vache, Dagenais lui demande « à qui il avait demandé la permission pour avoir un enfant pour charroyer sa vache », et rajoute : « Mes enfants ne sont pas les enfants du public. »

La Cour juge en l'espèce que les délits ou quasi-délits qu'auraient pu commettre les mineurs n'engagent la responsabilité du père que si les mineurs sont sous sa surveillance ou son autorité lorsqu'ils commettent ces actes. Puisque le demandeur a engagé l'enfant et lui paye un salaire, « il s'est formé entre le demandeur et le dit enfant mineur, des relations juridiques qui écartent toute responsabilité de la part du père de l'enfant mineur, à raison d'un fait accompli par celui-ci en vertu dudit contrat dans l'exécution de ses devoirs. » Le jugement est confirmé en révision, et les juges vont plus loin en indiquant que

²¹ BAnQ-M, TP 11, 1913, no 1428, Bergeron c. Dagenais.

[e]ven if he [le père de l'enfant] did know that the boy was doing the work, he certainly was no party to the contract, and, in my opinion, in law, he is not responsible, even if the boy did illtreat the animal and caused its death, and I should dismiss the action on that ground alone.

La présence d'autres liens juridiques altère à nouveau la réponse des tribunaux dans la cause Doyon c. Poulin et soulève la question de la responsabilité extra-contractuelle du père lorsque son fils est majeur²². Dans cette cause, le père est considéré comme responsable des dommages causés par son fils majeur, nommé Alfred, en raison de la règle des commettants et des préposés. Les dommages furent en effet causés alors qu'Alfred travaillait sur la terre familiale. Le demandeur réclame 1 200 dollars en raison d'un feu qui s'est déclaré sur son lot. Alfred, qui est âgé de 26 ans, a allumé un feu de broussailles sans l'accord de son père. Le feu s'est répandu aux lots avoisinants, dont celui du demandeur. Le défendeur plaide qu'il n'est pas responsable, car son fils est majeur, qu'il n'est pas son employé et qu'il a allumé ce feu contre ses indications.

La question à laquelle doit répondre le tribunal est de savoir si le fils est le préposé de son père et s'il était, au moment du feu, en train d'exécuter un quelconque commandement, une fonction ordonnée par son père. La situation d'Alfred n'est pas commune. Il s'est marié trois ans avant le début des procédures et il a deux enfants. Sa famille et lui vivent avec le défendeur et sa femme : selon le juge, « [t]he two families occupied the same house, ate at the same table, and practically were one family. » Il vit ainsi chez son père, car ce dernier est incapable de travailler. Alfred s'occupe des principaux travaux de la ferme et il ne retire aucun salaire de son travail. Le père donne plutôt à son fils et à sa famille le logement, les aliments ainsi que tout ce qui est

²² « Doyon c. Poulin », *Rapports judiciaires de Québec, Cour de révision*, vol. 50 (1916), p. 117-119.

nécessaire à leur survie. Il ne s'agit donc pas tout à fait d'une relation de type commettant et préposé, puisqu'Alfred fait pratiquement tout le travail sur la ferme, et ce, depuis plusieurs années.

Le juge explique que même si le feu de broussailles allumé par Alfred le fut sans l'accord de son père, cela n'excuse pas ce dernier de la responsabilité des dommages, dans la mesure où « the son was his *préposé* and the fire was set in good faith, for the benefit of the defendant in the ordinary course of work for which the son employed was employed under said tacit contract. »

À ce propos, la doctrine citée par le juge est sans équivoque : « Le père est civilement responsable des faits de ses enfants majeurs travaillant pour son compte sous ses ordres et sous sa surveillance, ils sont réputés ses préposés. » Ainsi, la relation de commettant et de préposé existe bel et bien dans cette situation, selon le tribunal, ce qui rend le père responsable des dommages causés en l'espèce par son enfant, même si celui-ci est majeur.

Finalement, un autre type de litiges soulève la question de la responsabilité du père même si son enfant est majeur lorsqu'il cause des dommages. Il s'agit de la cause *Théroux c. Carrier*, qui définit la responsabilité d'un père envers les dommages causés par son fils majeur aliéné non interdit²³. Le 13 novembre 1901, la grange du demandeur Théroux est incendiée par Ovila Carrier, 26 ans, le fils du défendeur Carrier. En réponse à cette demande, le tribunal rappelle que la responsabilité du père, selon le Code civil et

²³ « *Théroux c. Carrier* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 21 (1902), p. 156-165.

ses interprétations dans la doctrine, cesse à la majorité de son enfant. Il n'y a pas de question soulevée sur ce point. Par contre, le demandeur considère que le débat doit se déplacer vers la question de l'état d'esprit du fils du défendeur qui, bien qu'étant majeur, est également dément et dangereux ainsi que sur le fait qu'il habite avec son père.

Le juge considère que l'incendie de la grange causé par Ovilá n'est pas causé par la négligence du père, car on ne peut tenir rigueur à quiconque de n'avoir pu empêcher des dommages qui se sont produits dans des circonstances complètement imprévisibles. Il explique qu'

[i]l serait difficile pour ne pas dire impossible, d'après la doctrine légale, de condamner un père pour l'acte dommageable de son fils mineur devenu subitement fou ou furieux et s'il n'a pas pu empêcher le fait qui a causé le dommage ; a fortiori, cette doctrine doit s'appliquer au père d'un enfant majeur qui a commis un délit en pareilles circonstances.

Se protéger contre les fous est, selon le juge, un devoir qui incombe à tous les membres de la société « mais pas plus au père qu'à tout autre ».

La Cour rejette donc l'action du demandeur, jugeant que Carrier n'est pas responsable des actes de son fils majeur dément :

Le père d'un insensé majeur, même demeurant dans la maison paternelle au moment du délit, n'est pas responsable du dommage causé par son enfant, quoiqu'il n'ait pas provoqué son interdiction, s'il est justifié que l'enfant est depuis longtemps soustrait à l'autorité paternelle, et qu'il n'est pas prouvé que le père ait connu le caractère dangereux de la maladie de l'insensé, et que le dommage soit la suite de son imprudence ou de sa négligence.

Ces trois exemples sont des exceptions à l'application générale de la notion de responsabilité civile imputée au père pour les dommages causés par son enfant. Ils

permettent d'une part de voir certaines limites à cette responsabilité, notamment par le lien contractuel qui peut lier l'enfant à un tiers, mais aussi voir comment la responsabilité d'un père peut être ou ne pas être étendue après la majorité d'un enfant. Malgré tout, le régime général de responsabilité civile exonère le père de toute responsabilité s'il prouve qu'il a agi en personne raisonnable, en bon père de famille. Aux yeux des juges, le bon père de famille est, dans ce type de litiges, une personne qui a offert une bonne éducation à ses enfants et qui s'assure de bien les surveiller. L'âge de l'enfant est un facteur important dont les tribunaux tiennent compte, car le devoir de surveillance est plus important lorsque l'enfant est plus jeune.

3.2.2 Les dommages causés à l'enfant

Le même exercice s'effectue dans les cas où les dommages sont causés à l'enfant par un tiers, c'est-à-dire que le père doit prouver qu'il a agi en bon père de famille pour être exonéré de toute responsabilité. Donner une bonne éducation et assurer la surveillance de l'enfant sont les deux éléments qui déterminent si le père a agi en bon père de famille.

Le litige impliquant Thomas Marquis et Wilfrid Robidoux met en évidence la responsabilité première du père envers la sécurité de ses enfants ainsi que son devoir de surveillance envers ceux-ci²⁴. Dans cette cause, dont le jugement est rendu en 1900, Marquis réclame des dommages s'élevant à 999 dollars en raison des blessures subies par son enfant. Ce dernier, nommé Isaïe Marquis, a pris place dans la voiture de la

²⁴ BAnQ-M, TP 11, 1899, no 2034, Marquis c. Robidoux, et Pelletier, *et al.*, distractants, et *The Dominion Bridge Company Ltd.*, tiers-saisie.

compagnie tiers-saisie à l'insu du conducteur Lafortune. Lorsque la voiture est violemment frappée par un train de la compagnie Grand Tronc qui arrive à la gare Bonaventure, l'enfant est projeté contre le sol et gravement blessé à la tête.

Le demandeur considère que l'accident de son fils est causé par l'imprudence de la compagnie tiers-saisie et de son employé. Il plaide que les blessures subies par son fils font en sorte que l'enfant

ne pourra s'aider soi-même et aider au demandeur, son père, pour son entretien et sa subsistance, comme il aura été en état de le faire. [...] Le demandeur aura toujours ledit Isaie Marquis, son enfant, sous ses soins et sous ses charges [;] il sera toujours tenu de veiller à son entretien et pourvoir à sa subsistance à cause que ledit enfant sera incapable d'y voir soi-même par suite de cet accident.

Les défendeurs affirment que le jeune Marquis s'amusait à grimper sur des voitures sans y être invité, le tout « à la connaissance du demandeur qui ne faisait rien pour l'en empêcher et le retenir à la maison et n'en prenait [...] aucun soin, malgré qu'il eût tout le temps nécessaire à cet effet ».

Le juge considère que si le demandeur avait surveillé son enfant convenablement, il aurait pu prévenir son geste malheureux et, du coup, empêcher l'accident dont il a été victime. Voici le jugement rendu : « Le père qui, par défaut de surveillance sur son enfant, lui laisse contracter la mauvaise habitude de courir après les voitures et s'y accrocher, ne peut ensuite se plaindre d'un accident qui n'est que la conséquence de cette mauvaise habitude et de ce défaut de surveillance²⁵. »

²⁵ L'imprudence liée au défaut de surveillance du père est également un élément déterminant de l'analyse dans les causes *The Quebec Railway, Light and Power Company c. Poitras*, (« *The Quebec Railway, Light*

Quelques années plus tard, un jugement rendu dans la cause *Lafortune c. Guimond* confirme le devoir de surveillance du père de famille envers son enfant²⁶. Le 14 septembre 1909, une voiture frappa Rosario Lafortune, l'enfant du demandeur âgé de trois ans, le tuant presque sur-le-champ. L'enfant traversait la rue à un passage pour piétons. Lafortune réclame des dommages-intérêts s'élevant à 500 dollars en raison de la perte de l'enfant. Il allègue que l'accident est causé par l'imprudence du défendeur : celui-ci aurait en effet permis à ses employés d'utiliser un cheval violent, et ceux-ci roulaient à vive allure sur la voie publique.

Le défendeur allègue pour sa part que l'enfant se trouvait à plus de 25 pieds d'un passage pour piétons. Il explique également que le cheval utilisé par ses employés était vieux, très calme et que la voiture roulait à une allure modérée. En fait, selon le défendeur, « ledit accident est dû à l'imprudence et à la négligence des parents du jeune Rosario, qui laissèrent sans gardien, dans une ruelle publique, un enfant âgé de trois ans ».

Voici le jugement rendu par la Cour sur cette question :

La responsabilité d'un accident, par lequel un enfant de trois ans est tué par une voiture, sur la voie publique, doit retomber sur les parents de cet enfant, lorsqu'il appert de la preuve que le conducteur de la voiture n'est coupable d'aucune faute, imprudence ou négligence, et que, l'accident est uniquement attribuable au fait que cet enfant a été ainsi laissé, seul et sans gardien, sur la voie publique.

and Power Company c. Poitras », *Rapports judiciaires de Québec, Cour du banc du Roi*, vol. 14 (1905), p. 429-432) et Perrault, *et vir.*, *et al.* c. La Cité de Montréal (BAnQ-M, TP 11, 1909, no 770, Perrault, *et vir.*, *et al.* c. La Cité de Montréal). Le père n'est pas toujours tenu responsable de la mort d'un enfant frappé par un véhicule dans la rue, même s'il était laissé sans surveillance, comme c'est le cas dans la cause *Montreal Street Railway c. Brialofsky* (BAnQ-M, TP 11, 1909, no 268, *Montreal Street Railway c. Brialofsky*).

²⁶ « *Lafortune c. Guimond* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 25 (1919), p. 252-254.

Même si la question de la surveillance du père était centrale pour définir les agissements du bon père de famille dans ce type de litiges, le père devait également fournir une bonne éducation à l'enfant, notamment en ce qui concerne la façon d'éviter le danger. Dans la cause *La Cité de Montréal et la Compagnie des Tramways de Montréal c. Turgeon*, la responsabilité pour la mort d'un enfant est partagée entre les demandeurs et le père parce que celui-ci a engagé sa responsabilité en omettant de montrer à son enfant la prudence la plus élémentaire²⁷. À la question de savoir si la responsabilité devait être partagée, le jury répond : « Yes, - Unanimous. Father not instructing his child to be careful and keep the path prepared for the pedestrians. The child in not keeping on the sidewalk. » Le jury accorde des dommages de 1 400 dollars ainsi répartis : 700 dollars attribués pour la négligence de la ville, 350 dollars pour la négligence de la compagnie de tramway et 350 dollars pour la négligence du père.

La bonne éducation donnée par le père ainsi que la surveillance des enfants sont les deux critères pris en compte par le tribunal dans les litiges en responsabilité civile impliquant un enfant, que ce soit pour les dommages qu'il cause ou pour ceux qu'il subit.

3.3 L'administration des biens des enfants

C'est l'intérêt des enfants qui est défendu par les tribunaux dans les causes où l'administration de leurs biens est en jeu. Cette administration n'est pas un attribut de la puissance paternelle *per se*, puisque c'est le tuteur des enfants qui est chargé de celle-ci

²⁷ BAnQ-M, TP 11, 1916, no 31, *La Cité de Montréal et la Compagnie des Tramways de Montréal c. Turgeon*.

et non le père²⁸. Même si, dans la grande majorité des cas, tuteur et père se confondent dans la même personne, s'il est prouvé que le père est incapable d'une administration adéquate, il peut, dans l'intérêt des enfants, être dépourvu de sa fonction de tuteur. Comme le souligne Mignault, « un père indigne d'exercer la puissance paternelle par suite de son inconduite, de sa dépravation, ne peut réclamer la tutelle de ses enfants. On pourrait de même, à mon avis, écarter le père qui a refusé de défendre les intérêts de son enfant [...] »²⁹. Ainsi, pour pouvoir être en charge de l'administration des biens de ses enfants, le père doit agir dans leur intérêt.

La cause *Benoît et vir c. Benoît* illustre bien cette préoccupation des tribunaux³⁰. La demanderesse madame Benoît est la mère de trois enfants. Au décès de son mari Félix Bouthillette, elle devient leur tutrice. Elle se remarie le 2 mars 1909 et part vivre aux États-Unis avec ses enfants et son nouveau mari. Le défendeur Benoît, père de la demanderesse, profite de l'absence de sa fille pour se faire nommer tuteur de ses trois petits-enfants, à l'insu de celle-ci.

Mécontente d'avoir perdu la tutelle de ses enfants, madame Benoît intente une action en justice pour faire nommer son nouveau mari tuteur. Elle plaide que le défendeur ne veille pas aux intérêts des enfants durant leur absence. Aussi, elle explique que depuis que les enfants sont revenus à Montréal, le défendeur ne leur envoie pas les revenus de leurs propriétés. Finalement, elle plaide que le défendeur ne peut pas s'acquitter

²⁸ Édith Deleury, Michèle Rivet et Jean-Marc Neault, « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité », *Les Cahiers de droit*, vol. 15 (1974), p. 867.

²⁹ P. B. Mignault, *Le droit civil canadien*, vol. 2, p. 163.

³⁰ « *Benoît, et vir. c. Benoît* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 19 (1913), p. 321-325.

correctement de ses devoirs de tuteur puisqu'il demeure dans une ville éloignée, Farnham, alors que les enfants, eux, résident à Montréal. Bref, la demanderesse considère qu'il est dans l'intérêt de ses enfants que leur beau-père leur soit nommé tuteur à la place de leur grand-père.

Pour sa défense, Benoît plaide qu'il a toujours bien administré les biens des trois enfants et qu'il est en meilleure position que leur beau-père pour exercer le rôle de tuteur. Il possède en effet lui-même des propriétés immeubles qui garantissent la bonne administration de leurs propres propriétés, alors que leur beau-père n'en possède pas.

Le juge prend en considération le fait que le défendeur est le père de la demanderesse et le grand-père des mineurs en question. Il considère également qu'il n'y a pas de preuve d'une administration déficiente des biens des mineurs de la part du tuteur actuel. Pour résoudre ce litige, un conseil de famille est formé. La question suivante est posée à ses membres : « Are you of opinion that it is in the interest of the minors that the defendant should be removed as their tutor ? » Le conseil de famille est manifestement d'avis que le grand-père est en bonne position pour conserver la tutelle des enfants, puisque l'action de madame Benoît est rejetée.

Il est possible de constater dans cette cause que lorsque le tuteur est un membre de la famille des enfants, il faut simplement prouver son incapacité pour lui retirer cette charge. Or, il peut arriver que le propre père d'un enfant ne soit pas considéré comme digne d'être un tuteur et que le tribunal lui préfère un parfait étranger. C'est le cas dans

la cause Bernier c. Gobeil³¹. C'est encore l'intérêt des enfants en cause qui influence le juge dans sa décision. Voici les circonstances de ce litige.

Le demandeur Edmond Bernier est le père de trois enfants, Marie-Lumina-Yvonne Bernier, Alexandre Bernier et Joseph-Marie Bernier, âgés respectivement de 20, 14 et 10 ans. Tous les quatre résident à Pejepescott dans le Maine. Bernier est, selon la loi de cet État, le tuteur et le gardien de ses enfants. Il réclame dans cette cause l'annulation de la nomination de Pierre Célestin Gobeil à la charge de la tutelle de ses enfants au Québec.

Ce litige est provoqué par la mort d'Hubert Bernier, le grand-père des trois enfants du demandeur, le 30 septembre 1904. Ce dernier lègue tous ses avoirs aux trois enfants d'Edmond Bernier. Ce legs fait quelques mécontents, dont Laura Larivière, petite-fille d'Hubert Bernier. Celle-ci conteste l'authenticité du testament. Elle organise un conseil de famille à l'insu du demandeur et réussit à faire nommer Pierre Célestin Gobeil, le défendeur en cette cause, tuteur des trois enfants. Ce dernier ne connaît aucunement les trois enfants du demandeur et s'est publiquement opposé au testament d'Hubert Bernier.

Après cette nomination, madame Larivière intente une action en Cour supérieure pour faire annuler le testament de son grand-père. C'est naturellement Gobeil qui est nommé défendeur *ès-qualité* dans cette cause puisqu'il est le tuteur des trois enfants bénéficiaires du testament. Dans cette cause, Gobeil ne veille en aucun cas aux intérêts des mineurs, y allant de fausses allégations quant à la démence d'Hubert Bernier, déclarations qui vont dans le sens de l'annulation du testament.

³¹ « Bernier c. Gobeil », *La Revue de jurisprudence*, vol. 14 (1908), p. 397-405.

Dans cette précédente cause, Edmond Bernier ne manifeste aucun intérêt pour la tutelle de ses enfants. Il ne prend même pas la peine d'entamer des procédures pour leur nommer un tuteur au Québec, même s'il en connaissait la nécessité dans la présente situation. Dans ces conditions, Gobeil, bien qu'étant étranger aux enfants, est réputé avoir davantage agi dans l'intérêt des enfants que leur propre père.

Le juge est d'ailleurs très sévère à l'endroit d'Edmond Bernier :

La loi ne considère pas que ceux qui ont abandonné le drapeau britannique puissent avoir des raisons de se plaindre de ne plus jouir des avantages qu'il procure à ceux qui lui sont restés fidèles. [Edmond Bernier] avait renoncé par le fait même à tout droit de prendre part à un conseil de famille et à être nommé tuteur, n'étant plus sujet britannique et ne demeurant pas dans le pays où sont les biens à administrer, et n'ayant plus droit à prendre part à telle assemblée, ni à occuper telle charge de tuteur.

Malgré cette précédente récrimination, le juge dans la présente cause en annulation de tutelle est parfaitement conscient des enjeux. Il considère que Gobeil n'a pas agi dans le plus grand intérêt des enfants :

[L]e défendeur nommé tuteur aux biens des mineurs pour le district de Montmagny, n'a jamais eu et n'a pas d'autorité pour les représenter dans cette cause en annulation de testament, et qu'en s'immisçant et en plaidant en cette cause, il a usurpé un droit qu'il n'avait pas et a agi contre l'intérêt des dits mineurs.

Ainsi, le juge déclare dans son jugement qu'

Une tutelle aux biens déferée, en cette Province à des mineurs domiciliés avec leur père dans l'État du Maine, un des États-Unis d'Amérique, peut être annulée à la demande et poursuite du père [...] s'il appert que le tuteur aux biens paraît avoir été nommé d'une manière irrégulière, et pourrait être hostile aux intérêts de ces mineurs dans une instance concernant les biens légués à ces derniers.

Ce chapitre montre les limites des droits et des devoirs du père de famille envers ses enfants tels que prescrits par les tribunaux civils québécois. Dans tous les cas, c'est la notion d'intérêt des enfants qui est au centre des préoccupations des tribunaux en cas de litiges. Ceci est particulièrement frappant dans les causes concernant l'administration des biens des enfants mineurs, où cette question est essentiellement le seul argument plaidé. Puisque ce devoir est imposé au tuteur des enfants plutôt qu'à leur père (même si dans les faits, le tuteur est très souvent le père des enfants), la question du respect de la puissance paternelle n'est naturellement pas débattue. Par contre, cette question entre davantage en collision avec celle du respect de l'intérêt des enfants dans les litiges impliquant des prérogatives de la puissance paternelle, comme le choix de leur éducation, de leur époux ou de leur métier. Sur la question du choix du métier, l'intérêt des enfants est véritablement au centre des préoccupations de la Cour et celle-ci n'hésite pas à empiéter sur les prérogatives du père si elle juge sa décision discutable. Dans le cas du choix de l'époux, l'intérêt des enfants ainsi que l'autorité du père sont d'importance similaire, mais la Cour présume de la capacité du père dans ce domaine. Finalement, la Cour n'a aucun droit de regard quant à l'éducation à donner aux enfants ; il s'agit d'une prérogative absolue accordée au père de famille. La notion d'éducation des enfants ainsi que leur surveillance est au centre des responsabilités imposées au père de famille par les tribunaux de l'époque. En effet, dans les cas où la responsabilité du père est engagée pour les dommages causés ou subis par l'enfant, le père peut plaider qu'il a agi en « bon père de famille ». Pour les tribunaux, un père qui éduque bien ses enfants et qui s'assure de bien les surveiller est un bon père de famille et comme tel, il ne peut être tenu responsable dans ces litiges.

CHAPITRE 4

La notion de pourvoyeur à l'épreuve des générations

Nous étudions dans ce dernier chapitre la place accordée par la Cour à la notion de pourvoyeur au sein des familles et nous déterminons à qui elle confie ce rôle. Nous avons recours à deux types de litiges pour éclairer cette question. Dans un premier temps, nous abordons la place qu'occupent les enfants dans l'économie familiale des familles ouvrières de l'époque. Pour ce faire, nous avons recours aux actions en dommages intentées par un père de famille lorsque son enfant est blessé ou tué dans un accident. Le tribunal considère manifestement, en regard des compensations offertes, que les enfants comblent en partie le rôle de pourvoyeur qui incombe au père de famille. Leur rôle dans ce domaine ne se limite pas à leur minorité. Les actions en pension alimentaire intentées par les pères âgés contre leurs enfants permettent de mettre en lumière les changements qui s'effectuent durant le cycle de vie familiale en regard du rôle de pourvoyeur. Lorsque le père est âgé, c'est aux enfants que revient la responsabilité de veiller à l'intérêt de leurs parents âgés.

4.1 Enfants blessés ou enfants tués : quand la perte d'un enfant se négocie

Après des années difficiles lorsque les enfants sont jeunes, les familles dont les enfants vieillissent arrivent dans un cycle un peu plus prospère. Ceux-ci, surtout lorsqu'ils atteignent l'adolescence, sont en effet considérés comme une richesse pour la famille

ouvrière, car leur travail fournit un revenu d'appoint important¹. Or, lorsque l'économie familiale est brutalement déstabilisée en raison d'un accident ou de la mort d'un enfant, les pères tentent de minimiser l'impact négatif causé par cet accident en réclamant des dommages à la personne qui en est responsable. Il est possible de percevoir par le traitement de ces litiges par les tribunaux quelle est la valeur des enfants générateurs de revenus, au quotidien, pour ces pères de famille. Les réponses de la Cour à ces demandes montrent que celle-ci tient compte de l'importance des enfants dans l'économie familiale et que le qualificatif « pourvoyeur » pour définir le père n'est pas adéquat, puisqu'il ne s'agit pas d'un mandat qui lui est seul confié.

La cause Beaudet c. *The William Grace Company*, entendue en 1904, regroupe l'essentiel des demandes qui sont formulées par les pères lorsqu'un de leurs enfants était victime d'un accident². Amédée Beaudet réclame en l'espèce un total de 3 850 dollars ainsi répartis :

Que le demandeur se trouve à subir par suite de cet accident les dommages suivants : Pour avoir élevé, vêtu, entretenu et instruit son enfant à 100 dollars par année, depuis sa naissance jusqu'à l'âge de 14 ans, soit 1 400 dollars ; pour perte du salaire que le jeune Arthur William Beaudet rapportait à son père chaque semaine, 150 dollars par année, pour les cinq prochaines années, soit 750 dollars ; pour deuil du demandeur et de sa famille, 200 dollars ; comme indemnité pour la perte que le demandeur se trouve à souffrir ce que sur ses vieux jours il ne pourra plus compter sur l'appui de ce dit enfant ; 1 500 dollars, soit un total de 3 850 dollars, que le demandeur a droit de réclamer de la défenderesse.

Quatre types de dommages sont généralement perceptibles dans ces litiges : le remboursement de l'argent investi dans l'enfant, celui de l'argent que l'enfant rapporte à

¹ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, p. 151-153.

² BAnQ-M, TP 11, 1904, no 400, Beaudet c. *The William Grace Company*.

son père durant sa jeunesse, la réparation causée par la perte d'un soutien de vieillesse et, finalement, un dédommagement affectif causé par la perte d'un enfant.

4.1.1 Dommages accordés pour l'argent investi

Les juges sont très réfractaires à l'idée d'accorder des dommages à un père pour l'argent qu'il a investi dans son enfant. Cette réserve provient d'une obligation fondamentale accordée au père, obligation qui découle du mariage : le père, même si le concept de pourvoyeur n'est pas nécessairement le meilleur qualificatif pour le définir, est néanmoins tenu par la loi de nourrir et d'entretenir ses enfants³. La Cour ne saurait donc lui octroyer des dommages pour une obligation qu'il se doit de respecter sans égard aux circonstances.

Par exemple, lorsqu'Amédée Beaudet réclame une somme de 1 400 dollars, soit 100 dollars par année pendant les 14 ans que vécut l'enfant, la compagnie défenderesse se défend en plaidant que « the costs above described arose from the obligations of the plaintiff to his minor child, which are made incumbent on him by law, from the mere fact of relationship, and do not give rise to a claim for reimbursement⁴. » La Cour n'est pas sourde à l'argument de la défenderesse et juge qu'« [u]n père qui poursuit à raison de la mort de son fils, ne peut répéter, à titre de dommages-intérêts, les sommes qu'il aurait payées pour son entretien, son instruction, etc. ou autres causes semblables. »

³ Art. 165 C.c.B.-C.

⁴ BAnQ-M, TP 11, 1904, no 400, Beaudet c. *The William Grace Company*.

Malgré ce jugement, une entente hors cour entre Beudet et *The William Grace Company* met fin aux procédures.

Le même raisonnement est appliqué dans la cause Clough c. Fabre *et vir*, entendu en 1907⁵. James John Clough emprunte un hangar appartenant à Hectorine Fabre depuis un certain temps. Un jour, James Clough Jr va chercher du bois dans ce hangar, glisse et tombe. En raison de l'état vétuste du hangar, il bascule par dessus la rampe et meurt instantanément lorsqu'il heurte le sol. Son père réclame des dommages totaux de 10 000 dollars à la défenderesse, dont 2 350 dollars pour « entretien, nourriture, vêtement, soins, éducation, instruction, etc » de son enfant. Le demandeur prend même la peine de préciser la somme annuelle estimée que lui coûtait son enfant, le total étant divisé en « 75 dollars par année de sa naissance à son âge de six ans, une somme de 150 dollars par année de son âge de six ans à son âge de huit ans et 200 dollars par année de son âge de huit ans à sa mort. »

Comme dans la précédente cause, madame Fabre plaide qu'une partie des dommages réclamés est en fait « une obligation du demandeur envers son fils mineur imposée par la loi, à raison de la paternité et en donne lieu à aucun remboursement ». Le juge lui donne d'ailleurs raison sur ce point.

Quelques années plus tard, Turgeon réclame à *La Cité de Montréal* et à la *Compagnie des Tramways de Montréal*, qui sont toutes deux reconnues coupables de négligence, le paiement d'une somme équivalente à trois dollars pour les semaines durant lesquelles sa

⁵ BAnQ-M, TP 11, 1907, no 3193, Clough c. Fabre, *et vir*.

filles Yvette vécut⁶. La cause est portée en appel par les défendeurs, et celles-ci plaident que cette demande est excessive et fait office de consolation plutôt que de compensation. Et ceci, croient-elles, est contraire aux principes admis par le droit et la jurisprudence.

Les juges répondent que la réclamation faite par le demandeur n'est généralement pas admise par le tribunal. Par contre, ils admettent que « [t]he amount of money expended in bringing up the child would be a matter which could be taken into account. » Voici la réponse des juges à cet appel :

I take it that there is ground to distinguish between damages awarded as *solatia doloris* and damages awarded to a parent in respect of the loss which he sustains by the death of a child upon whose up-bringing he has spent labour and money and from whom he had a reasonable expectation of deriving future pecuniary benefit.

Ainsi, malgré que les tribunaux n'accordent généralement pas de dommages aux pères pour l'argent qu'ils ont investi en leur enfant avant l'accident, on constate que les juges en Cour du banc du Roi ne ferment pas complètement la porte à cette question.

4.1.2 Dommages réclamés pour l'argent que rapporte l'enfant

Lorsqu'il est prouvé que l'enfant gagne de l'argent et le donne à son père, ce dernier peut recevoir des dommages si la responsabilité de la partie défenderesse est démontrée. Par contre, il est clair dans l'esprit des juges que cette étape où les enfants aident leurs parents fait partie d'un cycle et qu'éventuellement, ceux-ci quittent le nid familial,

⁶ BAnQ-M, TP 11, 1916, no 31, *La Cité de Montréal et la Compagnie des Tramways de Montréal c. Turgeon*.

emportant avec eux leur source de revenus. Cette date n'est pas nécessairement arrêtée à l'âge où l'enfant devient adulte, mais se situe plutôt vers 25 ans.

La prévisibilité des revenus apportés par l'enfant

La cause précédente renseigne également sur la question de la prévisibilité des revenus apportés au foyer par les enfants. Il importe de décrire les faits en l'espèce. *La Cité de Montréal* et la *Compagnie des Tramways de Montréal* sont en partie responsables, nous l'avons vu, de la mort d'une fillette de neuf ans nommée Yvette. L'accident survient le 14 septembre 1915. Alors qu'elle part pour l'école, la jeune fille est frappée par un tramway sur la rue St-Antoine à Montréal. Son père Turgeon, qui occupe un emploi de garde-magasin, réclame des dommages pour sa mort. Ce dernier explique en effet qu'elle était sa cadette, qu'elle avait une bonne santé et qu'elle apprenait facilement. On retrouve ceci dans son factum :

Il est certain que dans la classe de gens à laquelle appartient l'Intimé, les parents s'attendent à recevoir et reçoivent généralement de leurs enfants une assistance très appréciable. Ordinairement, les filles aident leurs parents plus longtemps que les garçons, qui, rendus à un certain âge, songent à se faire des économies en vue de s'établir.

Pour leur défense, les appelants expliquent que selon eux, les dommages dans le cas d'un enfant aussi jeune doivent se limiter aux déboursés occasionnés par sa mort, car « aucune preuve de dommages futurs n'a été faite, la durée probable de la vie d'un enfant de cet âge n'a pas été établie, non plus que la durée probable de la vie de l'Intimé, âgé de 53 ans. »

La Cour rejette l'appel, considérant que la mort d'une enfant de neuf ans en santé représente la perte d'un support sur lequel les parents peuvent compter. Le juge cite des éléments du droit anglais qu'il considère applicables ici : « it is recognized that a parent may recover damages in a case where he can show ground for having had a reasonable expectation of deriving future benefit by the deceased's remaining alive. »

La situation est différente pour un enfant qui est seulement blessé et dont les capacités sont diminuées, comme nous l'apprend la cause *Great Northern Railway Company c. Couture*⁷. Dans cette cause, le jeune Couture travaille comme *brakeman* pour la *Great Northern Railway Company*. L'accident est causé par un relâchement de la vigilance de l'enfant, résultat du fait qu'il avait travaillé pendant 48 heures consécutives sans se reposer. Il perd un doigt et subit des séquelles permanentes à sa main. Son père réclame des dommages.

Couture plaide que son enfant gagne environ 60 dollars par mois et qu'il lui donne tout son salaire. Aussi, ses capacités sont maintenant grandement diminuées en raison de ses blessures, sans compter qu'il a été tenu à l'écart du travail pendant six mois, perdant ainsi un salaire considérable.

Le juge de première instance ne prend pas en considération la requête du père selon laquelle les capacités de l'enfant sont diminuées. Il accorde toutefois une somme de 50 dollars pour le temps perdu à s'occuper de son enfant ainsi que l'argent dépensé. La

⁷ « *Great Northern Railway Company c. Couture* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour du banc du Roi*, vol. 14 (1905), p. 316-319.

décision est confirmée en Cour du banc du Roi, alors que les juges expliquent que :

[t]he father of the servant under age in the above circumstances has a right of action against the employer to recover his expense and loss of time in caring for his son, and for the medical attendance for which he has made himself responsible, but not for loss resulting from the diminished earning capacity of his son in the future.

L'âge maximal admissible

La décision rendue par les juges Jetté, Trenholme, Lavergne, Archambeault et Roy dans la cause Bouchard c. Gauthier nous permet de percevoir l'âge maximal admis par les juges dans ce type de demande⁸. Voici les circonstances de la cause. Armand Gauthier, âgé de 19 ans, est engagé par les défendeurs pour repeindre un bateau, le *Gaspesian*, et tué en service. Ses parents réclament une somme de 1 999 dollars en guise de dommages-intérêts, en expliquant aux juges que cet enfant leur remettait toujours ses gages. Il est d'ailleurs prouvé qu'Armand, qui travaille pour les défendeurs pendant les trois mois précédents sa mort, donne pendant cette période une somme totale de 50 dollars à ses parents.

Le juge Archambault considère que le montant réclamé par Gauthier est excessif. Selon lui, « [O]n ne peut raisonnablement supposer qu'Armand Gauthier aurait ainsi remis 200 dollars par année à son père, durant toute sa vie. Il arrivait à l'âge où un enfant songe à s'établir, à se fonder à lui-même un foyer, pour remplacer le foyer paternel. » Le juge explique que des raisons valables auraient pu pousser le jeune Gauthier à garder son salaire pour lui, notamment le fait que son père soit en mesure de gagner suffisamment

⁸ « Bouchard c. Gauthier, *et ux.* », *Revue légale*, vol. 17 (1911), p. 244-261.

d'argent pour lui-même. Aussi, ses frères peuvent aider leur père. Le juge croit néanmoins qu'il est raisonnable de croire que le jeune Gauthier aurait donné 200 dollars par année à son père jusqu'à ce qu'il ait atteint 25 ans, soit une somme totale de 1200 dollars.

Une question fondamentale dans l'esprit des juges est de quantifier les dommages réels subis par le père qui intente une action en dommages pour le décès de son enfant. Dans la cause *Laflamme c. The Levis Ferry Company*, entendue en 1915, le juge Lemieux explique bien le raisonnement menant à ses conclusions⁹. Dans cette cause, Alfred, le fils mineur du défendeur âgé de 20 ans, travaillait pour *The Levis Ferry Company* à la réparation d'un quai. Pendant qu'il s'affaire à son ouvrage, un bateau fonce sans raison apparente sur le quai où travaille Alfred. Ce dernier tombe à l'eau et périt noyé. Pour le juge Lemieux, la question d'évaluer les dommages réels est fondamentale, citant notamment la cause *Bouchard c. Gauthier*, que nous avons présentée ici. Pour ce faire, le juge quantifie la perte réelle subie par le père à la suite de la mort de son fils :

Alfred, la victime, était âgé de vingt ans et dix mois. C'était un jeune homme laborieux, économe, sobre, gagnant en moyenne 2,50 dollars par jour avec son métier de charpentier. Il vivait avec son père et sa mère auxquels il remettait intégralement ses gages. En retour, le père le logeait, le nourrissait, l'entretenait et pourvoyait à ses menues dépenses. Alfred ne paraissait pas vouloir laisser le domicile paternel ; il avait même déclaré plusieurs fois qu'il continuerait à vivre avec ses parents pour les aider à élever une nombreuse famille composée de onze enfants.

Dans ces circonstances, le juge considère qu'il est légitime de la part du père de s'attendre à ce que son fils lui rapporte une certaine somme pour les années à venir, et

⁹ « *Laflamme c. The Levis Ferry Company* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 47 (1915), p. 291-295.

donc, de demander réparation à la compagnie qui l'engageait avant sa mort. Voici sa décision : « lorsqu'il est prouvé que ce jeune homme de 20 ans vivait avec son père et devait y vivre encore au moins cinq ans et gagnait 600 dollars par année qu'il remettait à son père pour lui aider, la Cour a établi les dommages subis par le père à 1 200 dollars. »

4.1.3 *Une aide pour les vieux jours*

La perte d'un enfant signifie beaucoup plus pour le père, d'un point de vue économique, qu'une perte de salaire immédiat. En plus de cette aide immédiate réclamée par le père, il arrive que celui-ci plaide que son enfant mort ou blessé aurait joué un important rôle de soutien de famille lorsque ses vieux jours seraient arrivés. Il tente donc de réclamer des dommages pour compenser cette perte. Dans de nombreuses causes, un jeune enfant peut être considéré comme un « bâton de vieillesse », même si les juges n'admettent pas qu'il soit considéré comme une simple « machine à gagner [la] vie » de ses parents âgés.

Dans la cause *La Cité de Montréal et la Compagnie des Tramways de Montréal c. Turgeon*, entendue en 1916, le demandeur Turgeon explique qu'il compte sur sa fille Yvette pour être son « bâton de vieillesse »¹⁰. Selon lui, l'enfant peut lui rapporter de l'argent durant son adolescence, comme tous ses autres enfants. Par contre, il voit en elle un statut particulier en raison de sa position dans la famille :

¹⁰ BAnQ-M, TP 11, 1916, no 31, *La Cité de Montréal et la Compagnie des Tramways de Montréal c. Turgeon*.

Et parmi les filles, c'est la plus jeune qui, d'après l'expression consacrée, dont s'est servi l'intimé, est considérée comme le « bâton de vieillesse » des parents ; ce qui implique que non seulement l'on compte sur elle comme sur les autres pour contribuer au soutien de la famille par le salaire qu'elle pourrait gagner, mais que de plus, elle est désignée comme devant être la ménagère et la gardienne du foyer paternel jusqu'à son mariage et très souvent jusqu'au décès des parents.

Comme on l'a vu, la Cour accorde une réparation au père, sans toutefois préciser pour quelle raison celle-ci fut accordée. Une chose est certaine, il est de l'avis du tribunal que le père est bien fondé à réclamer des dommages dans un cas où il a de bonnes raisons d'espérer un bénéfice futur perdu en raison de la mort de sa fille. Aussi, le juge ne contredit pas le fait qu'une jeune fille puisse être considérée comme un « bâton de vieillesse »¹¹.

4.1.4 Valeur sentimentale de l'enfant

Par contre, les enfants ne sont pas seulement perçus comme un levier économique pour le père. Il arrive en effet que ce dernier réclame un dédommagement moral, comme dans la cause *Quebec Railway, Light and Power Company c. Poitras*, entendue à la Cour du

¹¹ Des traces de telles demandes sont présentes dans les causes *Beaudet c. The William Grace Company* (BAnQ-M, TP 11, 1904, no 400, *Beaudet c. The William Grace Company*), comme on l'a vu, mais aussi dans *Bouchard c. Gauthier, et ux.* (« *Bouchard c. Gauthier, et ux.* », *Revue légale*, vol. 17 (1911), p. 244-261), *Perrault, et vir., et al. c. La Cité de Montréal* (BAnQ-M, TP 11, 1909, no 770, *Perrault, et vir., et al. c. La Cité de Montréal*), *Clough c. Fabre, et vir.* (BAnQ-M, TP 11, 1907, no 3193, *Clough c. Fabre, et vir.*), *Montreal Street Railway c. Brialofsky* (BAnQ-M, TP 11, 1909, no 268, *Montreal Street Railway c. Brialofsky*) ainsi que dans la cause *Letendre c. Marcotte* (« *Letendre c. Marcotte* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 57 (1920), p. 347-352). Dans cette dernière cause, les grands-parents plaident avoir accepté d'élever leur petit-enfant avec l'idée d'en faire leur soutien de famille : « Il est vrai que nous l'avons adopté gratuitement, mais le père devait nous le laisser toujours et je comptais me rembourser des sacrifices que je ferais pour l'éducation de l'enfant par les services qu'il me rendrait plus tard quand il serait capable de travailler », ce à quoi le juge répond qu'il lui est difficile de croire qu'un grand-père ait adopté son petit-fils pour « plus tard user de lui comme d'une machine à gagner sa vie ».

banc du Roi en 1904¹². Dans cette cause, la fille de cinq ans de l'intimé se fait frapper par un tramway appartenant à la compagnie défenderesse, la tuant sur le coup. Le père allègue que cet accident survient en raison de la faute du conducteur du tramway, et réclame des dommages répartis ainsi : la somme qu'il attend que l'enfant lui rapporte et, élément nouveau, un « allègement de son chagrin ». La jurisprudence citée par les juges dans ce procès est sans équivoque : les préjudices moraux ne peuvent plus faire partie des dommages réclamés en guise de dommages-intérêts pour les torts civils causés par l'auteur du délit ou du quasi-délit. Par contre, les juges en cette cause ouvrent la porte à une éventuelle réparation¹³ : « Quant au préjudice moral, résultant du chagrin causé au père par la perte de son enfant, serait-il possible d'en accorder, encore faudrait-il quelque preuve directe ou présomption pour appuyer une estimation quelconque¹⁴. » Ainsi, malgré cette ouverture, la décision rendue est claire : « Le père d'une enfant tuée dans un accident de tramway [...] n'a aucun recours pour le préjudice moral et ne peut réclamer aucune indemnité *in solatium doloris*. »

Les litiges en responsabilité civile impliquant la mort d'un enfant permettent de voir comment les tribunaux québécois exercent leur rôle de ré-attribution de ressources en cas d'accident et surtout la manière dont celui-ci affecte le cycle de vie familiale. Lorsqu'un enfant est tué par la négligence d'un tiers, ce dernier doit fournir une compensation au père de l'enfant en question. C'est au tribunal que revient le rôle de quantifier cette compensation. Par exemple, il exclut de la compensation possible

¹² « *The Quebec Railway, Light and Power Company c. Poitras* », *Rapports judiciaires de Québec, Cour du banc du Roi*, vol. 14 (1905), p. 429-432.

¹³ Argument également invoqué dans la cause *Perrault, et vir., et al. c. La Cité de Montréal* (BAnQ-M, TP 11, 1909, no 770, *Perrault, et vir., et al. c. La Cité de Montréal*) sans que le juge n'en tienne compte.

¹⁴ « *The Quebec Railway, Light and Power Company c. Poitras* », p. 429-432.

l'argent qu'un père a investi dans son enfant. Le tribunal définit également, par ses décisions, l'âge jusqu'auquel il considère raisonnable qu'un enfant contribue à l'économie familiale, en l'occurrence 25 ans. Les juges admettent également que les enfants deviennent pourvoyeurs pour leurs parents âgés en considérant l'aide monétaire fournie durant les vieux jours dans les quotas de dommages accordés.

4.2 Le père dépendant, en fin de vie

Le rôle d'un père arrivé à la fin de sa vie change radicalement et les relations avec ses enfants sont reconfigurées. Comme l'a démontré Liette Côté pour la région de Saint-Hyacinthe dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les personnes âgées ont un important pouvoir de négociation quant au choix des personnes qui les hébergent et les conditions de cette cohabitation, notamment par le biais de la donation entre vifs¹⁵. Il arrive néanmoins qu'un père âgé se retrouve dépendant de ses enfants, qui doivent lui fournir des aliments et un toit pour se loger. Même dans ces situations, en cédant sa place à la tête de la famille et son rôle de pourvoyeur, le père âgé ne cède pas nécessairement l'autorité qui accompagne ces responsabilités.

4.2.1 *Les liens de parenté et les devoirs envers le père âgé*

Lorsque cette reconfiguration du noyau familial survient, le choix d'un pourvoyeur pour le père âgé et dépendant ne va pas de soi. La Cour maintient une différence nette entre les devoirs des divers acteurs familiaux envers le père demandeur. La responsabilité

¹⁵ Liette Côté, *La vieillesse au Québec au XIX^e siècle : le cas de Saint-Hyacinthe, 1861-1891*, Mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1998, p. 12.

alimentaire des acteurs en cause dépend du lien qui les unit avec le demandeur. L'épouse est la première responsable du père dans le besoin, ensuite les enfants masculins et, finalement, les gendres. Il s'agit de la même règle que celle s'appliquant pour les pensions alimentaires versées pour les enfants¹⁶. Dans tous les cas, le tribunal a comme principal objectif de préserver le plus possible la cohésion familiale tout en sauvegardant l'intérêt des pères âgés.

Par exemple, lorsqu'un homme doit choisir entre l'entretien de son père ou celui de ses enfants, la Cour privilégie le choix des enfants. Ceci est clairement montré dans la cause *Lafortune c. Guimond*, entendue en 1919¹⁷. Dans cette cause, Damase Lafortune, 68 ans, est un infirme qui ne peut plus répondre à ses besoins. Il poursuit le mari de sa fille, Armand Guimond, pour la somme de cinq dollars par mois.

Guimond est déjà le père de quatre enfants. Il a maintes fois exprimé son désir d'aider son beau-père ; il contribue même à sa subsistance dans la mesure de ses moyens en lui offrant 50 sous par semaine. Mais devant la hausse des coûts liés à l'entretien de sa femme et de ses quatre enfants, il ne peut plus aider son beau-père. Il travaille déjà de sept heures du matin à six heures le soir, ayant même essayé sans succès de se trouver du travail le soir.

Le juge comprend qu'il ne peut pas subvenir aux besoins de son beau-père en même temps que ceux de sa famille. « If he were compelled to contribute to his father-in-law's

¹⁶ Voir ci-haut, p. 39.

¹⁷ « *Lafortune c. Guimond* », *La Revue de jurisprudence*, vol. 25 (1919), p. 252-254.

maintenance, he said, his own children would have to suffer to that extent. » Selon le tribunal, un gendre doit privilégier la survie de sa propre famille avant celle de son beau-père.

Cette obligation d'un gendre envers son beau-père ne s'étend pas à la génération suivante, comme l'indique le juge Mathieu dans la cause *Deschênes c. Morin*¹⁸. Dans cette cause, entendue en 1908, le demandeur âgé de 77 ans et trop âgé pour travailler ne peut plus subvenir à ses besoins et à ceux de sa femme. Il réclame une pension alimentaire à sa fille Malvina, à son gendre et au mari d'une de ses petites-filles. Ce dernier refuse de payer la pension alimentaire demandée. Il explique « qu'il n'y a pas d'obligation pour lui de le faire et qu'il n'existe aucun droit en faveur du grand-père de sa femme d'exiger aucune somme de lui pour pension alimentaire. » Le juge accepte cette interprétation et permet à Morin de ne pas payer la pension alimentaire à Deschênes.

Finalement, le tribunal a bien marqué, dans la cause *Barry c. Barry*, entendue en 1907 à Montréal, la limite de la responsabilité alimentaire des enfants envers leur père lorsque la femme du demandeur en question est vivante et en mesure de l'entretenir¹⁹. Dans cette cause, Georges Barry poursuit son fils Joseph Arthur Barry pour pension alimentaire en raison du non-respect d'une entente selon laquelle ce fils s'engageait à payer 10 dollars par mois à son père si ses deux frères en faisaient autant.

¹⁸ BAnQ-M, TP 11, 1908, no 1952, *Deschênes c. Morin*.

¹⁹ BAnQ-M, TP 11, 1907, no 1552, *Barry c. Barry*.

Joseph Arthur allègue pour sa défense que sa propre condition et celle de son père ont radicalement changé depuis la ratification de cette entente : il a désormais un nouvel emploi moins rémunérateur et son père s'est réconcilié avec sa femme, qui a un revenu amplement suffisant pour le faire vivre. Georges Barry s'est en effet réconcilié avec sa femme en 1905, ce qui lui permet d'augmenter considérablement son train de vie :

[Georges Barry] réside avec [sa femme], sur la rue Université, à Montréal, dans une maison de douze à quatorze pièces, d'un loyer annuel de sept cents piastres ; ils ont une servante ; le demandeur passe quatre ou cinq mois de l'année, en villégiature, au Lac Charlebois, dans une superbe maison d'été appartenant à sa femme, à canoter, faire la pêche et à se procurer tous les plaisirs d'un « sportman ». C'est sa femme qui défraye tous les frais, nécessaires à sa survie [...].

La question que le juge doit trancher est la suivante : à qui revient en premier le devoir d'entretenir un père âgé : son épouse ou ses enfants? La réponse offerte en Cour de révision est assez explicite en ce qui concerne la hiérarchie qui existe entre les devoirs des enfants envers leur père et ceux des époux entre eux: « L'enfant est tenu de fournir des aliments ; il n'est pas légalement obligé de donner des soins personnels à ses parents, tandis que les époux sont obligés et tenus aux uns et aux autres. Les époux ont donc des obligations plus fortes et d'une nature différente que celles des enfants. » Ainsi, le juge condamne la femme de Georges Barry à entretenir son mari. Ce faisant,

elle empêchera, à l'avenir, son mari de venir étaler, aux yeux des tribunaux, ses misères domestiques, elle évitera à ses enfants, le déshonneur qui s'attache nécessairement à des actions de la présente nature, et à elle-même le reproche de ne pas faire ou de ne pas vouloir faire tout son devoir à l'égard de son mari, vieillard de soixante-treize ans, pauvre et réellement malade.

4.2.2 *Sauvegarder l'intérêt des patriarches*

Le paiement d'une pension alimentaire n'est pas la seule façon pour les enfants de s'occuper de leur père âgé. Il arrive qu'un enfant propose à son père de l'héberger chez lui pour réduire le fardeau que constitue l'entretien de deux maisons. Bien entendu, il peut naître de cette cohabitation forcée et donc de la confrontation entre l'autorité paternelle et celle de l'enfant nouvellement pourvoyeur, certaines mésententes de gravités diverses. Lorsqu'elle prend des proportions démesurées, il est du devoir du tribunal de juger la cause et de régler les différends en tentant le plus possible de préserver l'intérêt de père âgé, que ce soit par le paiement d'une pension alimentaire ou en laissant le père chez son fils.

La cause *Draper c. Draper*, entendue en 1916, contient de nombreux détails concernant cette question²⁰. Le 31 août 1908, John Draper, un fermier résidant à Aylwin, donne tous ses meubles et immeubles à sa fille et à son mari McAllister par voie de donation entre vifs, le tout d'une valeur de 8 000 dollars. Il leur demande en contrepartie de leur fournir, à lui et à sa femme, toutes les choses nécessaires à la vie, en plus de leur verser une pension de 30 dollars chacun, payable annuellement.

Après quelques années, la cohabitation devient impossible entre Draper et sa fille en raison des mauvais traitements qu'elle et son mari leur font subir, à lui et à sa femme. Pour sa défense, sa fille Elizabeth explique à la Cour que son mari et elle « are willing and anxious and always have been willing to give the Plaintiff all the care and attention

²⁰ BAnQ-M, TP 11, 1916, no 55, *Draper, et vir. c. Draper*.

that his age and relationship to them demand, and have tried to persuade Plaintiff to live with them. » Le mari d'Elizabeth renchérit en expliquant que Draper n'a pas toujours été agréable avec sa fille :

Q. Do you know anything about the old gentleman's temper – a short temper or not?

A. A pretty short temper – for my part I never had any disagreement with him but he has abused my wife – I did not interfere as long as I could keep out of it.

Q. In what way did he abuse her?

A. I heard him scold her and use language which he should not have used to her or to his daughter.

[...]

Q. Tell us what they were?

A. He called her a bitch to my knowledge and I do not think that a very nice thing for a father to call her.

Q. Did he seem in a general way to be short tempered?

A. Yes – his own boys told me they could not live with him – they both tried it – they had the place before I took it and they could not do anything with it.

Draper explique le contexte dans lequel ces paroles furent proférées, ce qui démontre bien que les relations sont tendues pour les deux parties :

Q. Did you ever call Mrs. McAllister a bitch or quarrel with her?

A. I did not exactly call her a bitch. I went for my boat on the river – I was across the river with my son-in-law and I wanted that boat, and it had no connection with farm utensils and when I went over for it she had the oars away, but she said she would put me across the river. I wanted to boat across there to catch fish and she just rowed me out into the river and then took the boat from me, and coming up from the river she followed me as if I was going to steal something and I said to her that she might as well get on my back as strap on my heels, and she said you are an old dog, meaner than a dog, and I said you are a pup of the old dog and what can you be – you must certainly be an old bitch. She went next day and had me summoned to appear before a justice of the peace for bad talk to her.

En Cour supérieure, le juge rend un verdict favorable au demandeur. Prenant en considération que la vie commune entre les parties était devenue impossible, il décide que le demandeur n'est pas obligé de vivre avec sa fille et qu'il peut réclamer de l'argent

pour des aliments. Il condamne donc les défendeurs à payer une pension alimentaire de 20 dollars par mois au demandeur. La cause est portée en Cour du banc du Roi, et la décision est confirmée. Il y a par contre une précision intéressante :

Where a donation by a father to his son of an immoveable made under the obligation on the part of the donee to furnish to the donor specified necessities of life, has been annuled by the Court, for the reason that the life in common between the parties has become practically impossible, the charges may be replaced by a monthly pension, but the Court cannot condemn the defendant to pay the pension and also to satisfy to the charges stipulated in the donation, the judgment must give the defendant the option of choosing between the two obligations.

Ce choix laissé au défendeur laisse transparaître le désir qu'a la Cour de préserver le plus possible la cohésion familiale tout en sauvegardant l'intérêt du père âgé.

La question de la donation entre vifs est également en trame de fond en 1905 dans la cause Bélanger c. Bélanger²¹. Dans cette cause, Bélanger demande la révocation de cette donation faite en faveur de son fils le 17 avril 1901. Il plaide que depuis la donation, « son fils n'a cessé de l'injurier et de le maltraiter ; qu'il l'a battu et menacé de mort ; qu'il refuse de lui donner les soins nécessaires à la vie et à sa santé, et que la vie n'est plus possible pour lui avec le Défendeur. »

Le défendeur dit avoir fait tout en son pouvoir pour accommoder son père, mais que ce dernier n'est jamais satisfait. Malgré ces efforts, Bélanger traite à de nombreuses reprises son fils « de vaurien, de canaille, de bon à rien et de verrat ». Il traite également devant témoins la femme de son fils « de folle, de jalouse, de bête » parce qu'elle voulait qu'il change ses vêtements sales. Le défendeur offre même 125 dollars par année à son père

²¹ « Bélanger c. Bélanger », *La Revue de jurisprudence*, vol. 11 (1905), p. 168-172.

pour qu'il trouve un logement convenable, mais le père refuse prétextant qu'il est bien chez son fils. Finalement, le défendeur conclut que son père est atteint de débilité sénile.

Même s'il est prouvé que l'enfant n'a pas bien agi envers son père, il est également démontré que le père est un déséquilibré, « qu'il est sans affection pour ses enfants, et que pour de l'argent, il peut les ruiner tous. » Aussi, l'enfant s'est acquitté de son obligation envers son père, lui payant la somme de 930 dollars depuis la donation. Il fait même une offre raisonnable à son père de lui payer une pension pour « acheter la paix ». Le tribunal ne révoque finalement pas la donation entre vifs dans cette cause puisque l'enfant a agi de bonne foi envers son père. Le tribunal agit probablement ainsi pour sauvegarder l'intérêt de ce vieillard qui n'est manifestement plus en mesure de réaliser ce qui est avantageux pour lui²².

4.2.3 Moralité et survie quotidienne

En prenant le relais d'un point de vue économique, certains enfants tentent d'imposer des critères de moralité à leur père. Bien que ce soit généralement les enfants qui agissent à titre de pourvoyeur dans les causes étudiées ici, les juges n'acceptent pas facilement la soumission d'un père à ses enfants. Ils doivent donc des aliments à leur père dans le besoin, mais ne peuvent se servir de ce devoir pour imposer leurs vues morales à celui-ci. Le fait d'être le pourvoyeur ne donne pas davantage d'autorité, légalement, aux enfants envers leur père âgé.

²² La cause Dupuis c. Dupuis (« Dupuis c. Dupuis », *La Revue de jurisprudence*, vol. 11 (1905), p. 214-218), dont les faits sont similaires en de nombreux aspects, est rejetée par le juge pour les mêmes motifs.

La première cause entendue, qui oppose Théophile Ouimet senior à ses deux enfants, montre d'emblée ce souci présent chez les enfants de préserver la moralité de leur père²³. Dans cette cause, Ouimet, âgé de 84 ans, poursuit ses enfants Théophile junior et Magloire pour une pension alimentaire de 50 cents par semaine chacun. Le père plaide qu'il est incapable de subvenir à ses besoins. Les deux enfants refusent quant à eux de lui payer cette pension, prétextant que leur père vit dans une maison malfamée. Magloire indique à la Cour que « [l]a maison où reste mon père le requérant n'est pas convenable pour un vieillard. D'après les informations obtenues, les gens chez qui mon père demeure ont déjà été condamnés à la prison pour avoir tenu une maison malfamée ».

En contrepartie, les enfants offrent de le recevoir chez l'un d'entre eux et de lui offrir ce dont il a besoin pour vivre. En effet, dans son affidavit, Magloire explique avoir « dit au requérant que s'il voulait consentir à venir demeurer chez moi à Ste-Rose, je me chargerais seul, à mes dépens, d'en avoir soin, de le nourrir, l'habiller et le loger convenablement. Le requérant a refusé cette offre. »

Devant le refus de leur père, Théophile junior se dit même prêt à payer sa part pour l'envoyer dans un hospice. Les enfants sont prêts à se cotiser pour le placer à l'asile des vieillards, mais « [l]e demandeur s'obstine à tenir maison, et par là occasionne des dépenses inutiles à ses enfants et aux défendeurs. »

Les enfants sont conscients que leur père a besoin d'aide et sont d'accord pour la lui fournir. Le litige consiste plutôt à déterminer la forme que doit prendre cette aide. Selon

²³ BAnQ-M, TP 11, 1900, no 172, *Ouimet c. Ouimet, et al.*

le juge Langelier, les enfants, contrairement aux parents, ne peuvent offrir le gîte à leur père ou le placer dans un asile lorsqu'il n'est pas interdit pour éviter de lui fournir des aliments. Voici le raisonnement du juge, qui établit clairement la différence entre le père et l'enfant en ce qui concerne le devoir d'entretien :

Un fils qui a été élevé par son père, qui a été soutenu par lui tant qu'il n'a pas été capable de subvenir à ses besoins, ne pourrait guère, en général, refuser déceimment de retourner chez ce père, s'il est retombé dans la même condition où il était lorsque ce dernier le faisait vivre. Mais il en est tout autrement d'un père qui a besoin d'aliments : lui, n'a jamais vécu chez son fils. Celui-ci peut être marié, et avoir une femme qui lui soit peu sympathique. Il pourrait donc être extrêmement pénible pour un père d'être obligé de demeurer chez son fils. Il ne peut presque jamais en être ainsi pour un fils à l'égard de son père. On ne conçoit qu'un cas où il pourrait être pénible pour le fils d'aller demeurer chez son père : c'est celui où le père serait remarié avec une femme qui ne verrait pas le fils d'un bon oeil.

Finalement, Magloire et Théophile junior se permettent de juger les gens chez qui vit leur père. Ils agissent en dépositaires des bonnes moeurs et désirent imposer leur vision à leur père, notamment en le menaçant de ne pas payer de pension. Le choix de l'hospice représente l'alternative moralement acceptable de résidence du père, après la maison d'un de ses enfants. Or, le tribunal, par ce jugement, n'accorde pas ce privilège aux enfants: « Lorsqu'un père a besoin d'aliments, et que son fils est en état de lui en fournir, celui-ci ne peut refuser de le faire sous le prétexte que son père demeure avec des gens qu'il ne considère pas comme respectables. »

La question du manque à la moralité est également un argument brandi par les enfants de Ferdinand Payan quelques années plus tard pour se défaire de l'obligation d'entretenir

leur père²⁴. La réponse de la Cour est similaire à celle donnée par le juge dans la cause *Ouimet c. Ouimet*. Voici les circonstances de la cause.

Payan est un menuisier de 64 ans qui n'est plus en mesure de gagner honorablement sa vie. Il demande à cinq de ses fils et à deux de ses gendres de lui verser une pension alimentaire mensuelle de 42 dollars. Les défendeurs repoussent cette demande, expliquant que la santé du demandeur lui permet de gagner sa vie. Ils plaident également qu'il fait un usage immodéré d'alcool et qu'il dépense tout son avoir pour l'achat de boissons enivrantes. En revanche, les défendeurs sont prêts à placer le demandeur à l'hospice Gamelin et à payer la pension demandée.

Les enfants s'entendent d'ailleurs entre eux sur les termes d'un accord. Celui-ci fait en sorte qu'Albert Payan doit accueillir son père chez lui et s'engager à lui fournir les éléments nécessaires à sa vie contre une rémunération de 12 dollars par mois payés par ses frères et beaux-frères. Par contre, cette entente ne dure pas longtemps, puisqu'Albert met son père à la porte.

La décision du juge Guérin va en la faveur de Ferdinand Payan : « Un vieillard de 64 ans qui est dans le besoin et qui est incapable, par son travail, de se procurer les choses nécessaires à la vie, a droit d'obtenir des aliments de ses enfants qui peuvent lui en fournir, quand même son épuisement proviendrait de l'abus des boissons enivrantes. » Pour le juge, puisque les défendeurs sont dans la force de l'âge et gagnent leur vie honorablement, ils peuvent payer une modeste pension à leur père ou beau-père. La

²⁴ BAnQ-M, TP 11, 1918, no 605, *Payan c. Payan, et al.*

Cour les condamne donc à payer une somme de 3,50 dollars chacun, chaque mois, pour un total de 21 dollars de pension alimentaire mensuelle. Ainsi, même si le père âgé et dépendant n'a pas une moralité irréprochable, les enfants sont tenus de subvenir à ses besoins sans que leur avis sur ses mœurs ne soit pris en compte par le tribunal.

Les tribunaux de l'époque ne considèrent donc pas que le rôle de pourvoyeur revient uniquement au père de famille, puisqu'ils acceptent en preuve le fait que les enfants travaillent et donnent leur salaire à leur père. Pour cette raison, le père peut recevoir une compensation en responsabilité civile à la suite de la mort de son enfant pour l'argent qu'il lui aurait rapporté. Néanmoins, les tribunaux semblent plus réfractaires à lui octroyer cette compensation si l'enfant en question n'est que blessé et qu'il peut tout de même travailler partiellement. Aussi, il est clair que les tribunaux considèrent que les enfants vivent avec leurs parents bien après qu'ils aient atteint l'âge adulte, puisqu'ils admettent généralement dans leur calcul que ceux-ci cessent de contribuer à l'économie familiale à l'âge de 25 ans. Les dommages octroyés au père sont essentiellement d'ordre économique. Les dommages moraux subis en raison de la perte d'un enfant ne sont pas encore pris en considération par les tribunaux, même si l'on voit une certaine ouverture à cette question de la part des juges. Finalement, les enfants sont dans tous les cas perçus par les tribunaux comme d'éventuels soutiens de famille pour les vieux jours des parents. Ils octroient donc des dommages en conséquence en cas d'accident touchant un enfant. En effet, lorsque le père est âgé et qu'il ne peut plus subvenir aux besoins de sa propre famille, ses enfants doivent veiller à ses besoins si sa femme n'est pas elle-même en mesure de s'occuper de lui. Il s'agit d'une importante reconfiguration des rôles familiaux qui n'implique pas nécessairement la modification des liens d'autorité entre

les membres de la famille. En effet, même dans ces situations, les juges n'acceptent pas la soumission d'un père à ses enfants. Par exemple, le tribunal n'accepte pas que les enfants imposent à leur père leur propre degré de moralité, même si ceux-ci font office de pourvoyeur. Finalement, les tribunaux doivent concilier à la fois le plus grand intérêt du père âgé et la cohésion familiale.

CONCLUSION

L'analyse de ces situations conflictuelles, des témoignages présentés et des jugements, montre la complexité de l'expérience et de la représentation des pères québécois du début du XX^e siècle. Il est difficile de confiner l'ensemble des circonstances sociales qui sont présentes dans ces litiges ainsi que les réponses faites par les juges à des modèles concurrents de paternité. Les pères de cette époque jouent évidemment un rôle central dans l'économie familiale, mais ils sont également soucieux de l'éducation de leurs enfants, de leur trouver une « place » dans la vie¹, de les voir marier à de dignes époux ou épouses ou encore de passer du temps avec eux. Affirmer que le père pourvoyeur est le modèle paternel dominant du début du XX^e siècle revient à laisser de côté les nuances de l'expérience paternelle de cette époque, à ignorer des pans entiers de la vie de ces hommes et de leurs relations avec leurs enfants. Il n'y a pas de concurrence entre les modèles de pourvoyeur, d'éducateur et de nouveau père : les pères québécois du début du XX^e siècle sont tout cela à la fois.

La façon dont les tribunaux appréhendent ces litiges montre bien leur implication dans la régulation de la paternité et des familles de l'époque. En effet, ceux-ci ne se contentent pas de régler les conflits familiaux qui leur sont présentés. Ils saisissent l'occasion offerte par ces conflits pour ré-attribuer les ressources et les rôles des acteurs familiaux du temps, notamment des pères de famille. Ils agissent donc directement sur les familles

¹ Pierre Basile Mignault, *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Mourlon avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*, Montréal, Théoret, 1895-1916, vol. 2, p. 141.

en appliquant des stratégies pour protéger les noyaux familiaux en crise ou encore en défendant l'intérêt des enfants, même si ces deux éléments ne sont pas explicitement prescrits dans la législation du temps.

En appliquant cette grille d'analyse aux trois catégories de litiges présentées dans ce mémoire, nous nuancions la position de l'historiographie traditionnelle faisant du père pourvoyeur le principal modèle caractérisant l'expérience paternelle au Québec au début du XX^e siècle. Nous observons que le bon père est toujours perçu comme un bon pourvoyeur, mais pas aux dépens d'autres variables maintenant prises en compte par les tribunaux, comme le fait d'être en mesure d'éduquer ses enfants et de démontrer une certaine proximité affective envers eux. Aussi, même si les tribunaux considèrent le père comme le principal pourvoyeur de sa famille, les réponses produites par les juges, notamment dans les demandes de pensions alimentaires par une femme, apparaissent davantage comme une stratégie pour assurer la survie des noyaux familiaux touchés par des situations précaires. Les accidents impliquant des enfants permettent de bien saisir leur valeur dans l'économie familiale de cette époque. En effet, les réponses de la Cour aux actions en dommages montrent qu'elle considère pleinement l'importance des enfants dans l'économie familiale et que la notion de pourvoyeur pour définir le père n'est pas suffisante, puisqu'il ne s'agit pas d'un mandat exclusif.

D'un point de vue juridique, nous observons l'importance accordée par les tribunaux à la sauvegarde de l'intérêt des enfants, au détriment de la puissance paternelle. Cette conclusion provient de l'analyse des litiges pour garde d'enfant, mais également des réponses offertes par les juges à d'autres conflits relatifs aux prérogatives de la

puissance paternelle, comme le choix par le père du travail, de l'éducation ou de l'époux de ses enfants.

L'autorité conférée au père par sa puissance paternelle est un argument beaucoup moins brandi pour obtenir la garde de ses enfants. Ces derniers sont désormais considérés par les juges comme sujets de droit plutôt qu'objets de droit. Ce faisant, les tribunaux accordent davantage de crédit à leurs désirs ou à leur propre intérêt. Cette importance nouvelle accordée à la liberté de choix des enfants a rendu pratiquement caduc l'utilisation par les pères du bref d'*habeas corpus* pour recouvrer leur garde. En effet, l'argumentaire selon lequel les désirs du père ont préséance sur ceux de leurs enfants ne peut plus être accepté puisque les enfants sont de plus en plus considérés comme étant des personnes avec leurs propres désirs et intérêts. Les juges accordent également une attention accrue à la question de l'intérêt immédiat des enfants. Cela entre aussi en conflit avec le droit de garde du père, puisqu'il n'est plus, depuis un certain temps déjà, considéré comme la meilleure personne pour s'occuper de ses enfants en bas âge, cette responsabilité étant plus aisément dévolue à la mère.

En ce qui concerne l'exercice des autres prérogatives traditionnelles du père (entre autres, le choix de la profession, de l'époux ou de l'éducation), le fondement juridique brandi par les tribunaux pour légitimer le respect de la puissance paternelle est le même pour ces trois catégories : donner les outils nécessaires aux pères pour protéger l'intérêt de leurs enfants. Mais, la Cour n'hésite pas, dans certains domaines, à empiéter sur cette autorité paternelle si elle considère que les choix du père sont discutables ou néfastes

pour les enfants, ce qui est un indice de plus pointant vers l'importance accrue accordée à la question de l'intérêt des enfants.

Finalement, en regard des compensations octroyées dans les actions en dommages intentées par le père lorsque son enfant est blessé ou tué, le tribunal considère que les enfants comblent en partie le rôle de pourvoyeur qui incombe au père de famille. Aussi, les actions en pension alimentaire intentées par les pères âgés contre leurs enfants permettent de mettre en lumière les changements qui s'effectuent durant le cycle de vie familiale en regard du rôle de pourvoyeur. Lorsque le père est âgé, les tribunaux s'assurent que les enfants veillent à son intérêt, tout en lui laissant une certaine indépendance quant à ses moeurs et à ses choix de vie.

Ce mémoire n'explore qu'une partie de la condition de père québécois du début du XX^e siècle en privilégiant une approche centrée sur la réalité économique des familles du temps et le cycle de vie familiale tout en mettant l'accent sur la ré-attribution par les tribunaux québécois des rôles et des ressources dans des situations difficiles. Puisque la réalité vécue par la population et ses représentations ne sont pas toujours exactement superposables aux prescriptions des tribunaux, il serait intéressant, pour avoir un portrait mieux défini de la condition des pères québécois de cette époque, d'appliquer le cadre d'analyse proposé dans ce mémoire à une étude des dimensions culturelles de la paternité. Sans qu'il soit nécessaire de chercher à déterminer des modèles de paternité à l'aide de cette méthode, une telle étude permettrait, par un plus grand accès aux représentations de la paternité, de mieux comprendre les nuances entre ce que la Cour, les gens confrontés aux tribunaux et les gens exempts de contacts avec ceux-ci

considèrent, respectivement, comme étant les conditions de la paternité québécoise. S'il existe bel et bien un modèle de paternité, sa caractérisation pourrait se situer davantage sur le plan méthodologique que sur le plan théorique. La confrontation des analyses juridiques à d'autres, culturelles, permettrait justement de vérifier cette hypothèse et de pousser encore plus loin notre compréhension de la paternité, de l'expérience des pères et des modèles érigés autour du rôle paternel au début du XX^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

A) MANUSCRITES

Centre d'archives de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, fonds de la Cour supérieure, greffe de Montréal, dossiers. (TP 11 S2 SS2 SSS1)

B) IMPRIMÉES

CÔTÉ, E.-Auguste. *La puissance paternelle*. Thèse de doctorat, Québec, Université Laval / Rimouski, S. Vachon, 1926. 172 p.

CRÉPEAU, Paul-André, et John E. C. BRIERLEY. *Code civil – Civil code, 1866-1980 : Édition historique et critique – An Historical and Critical Edition*. Montréal, Chambre des notaires du Québec – Société québécoise d'information juridique, 1981. 1304 p.

MATHIEU, G. « L'obligation de fournir des aliments de la part des gendres et belles-filles à leurs beau-père et belle-mère est-elle concurrente ou subsidiaire à celle des enfants? ». *Revue légale*, vol. 12 (1906), p. 235-241.

MIGNAULT, Pierre Basile. *Le droit civil canadien basé sur les « Répétitions écrites sur le code civil » de Frederic Moulton avec revue de la jurisprudence de nos tribunaux*. Montréal, Théoret, 1895-1916. 9 vol.

ROY, J. E. « De l'obligation alimentaire ». *La revue du notariat*, vol. 8 (1905-1906), p. 206.

SIROIS, L. P. « Pension alimentaire ». *La revue du notariat*, vol. 3 (1900), p. 89-91.

II. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

BEAUCHAMP, Jean Joseph. *Répertoire général de jurisprudence canadienne depuis 1770 jusqu'à mai 1913*. [S.O]. 4 vol.

CORNU, Gérard (dir.). *Vocabulaire juridique*. Paris, Presses universitaires de France, 2004, 6^e éd. (1987), coll. « Dicos poche ». 968 p.

SAINT-CYR, Joseph-Fortunat. *Supplément au répertoire général de jurisprudence canadienne, mai 1913 à décembre 1925*. Montréal, Wilson et Lafleur, 1927. 2 vol.

III. ÉTUDES

A) EN HISTOIRE DE LA PATERNITÉ

CHAMBERS, Lori. « “You Have No Rights, Only Obligations” : Putative Fathers and the Children of Unmarried Parents Act ». Dans Lori Chambers, et Edgar-André Montigny (dir), *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*. Toronto, Canadian Scholars’ Press, 1998. p. 115-133.

CLICHE, Marie-Aimée. « Puissance paternelle et intérêt de l’enfant : la garde des enfants lors des séparations de corps dans le district judiciaire de Montréal, 1794-1930 ». *Lien social et Politiques – RIAC*, vol. 37 (printemps 1997), p. 53-62.

COMACCHIO, Cynthia. « Bringing Up Father : Defining a Modern Canadian Fatherhood, 1900-1940 ». Dans Lori Chambers, et Edgar-André Montigny (dir.). *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 289-308.

COMACCHIO, Cynthia. « “A Postscript for Father” : Defining A New Fatherhood in Interwar Canada ». *The Canadian Historical Review*, vol. 78, no 3 (septembre 1997), p. 385-408.

DUHAIME, Vincent. « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l’après-guerre, 1945-1960 ». *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 535-566.

FISH, Cynthia S. « La puissance paternelle et les cas de garde d’enfants au Québec, 1866-1928 ». *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 509-533.

FISH, Cynthia S. *Images and Reality of Fatherhood. A Case Study of Montreal’s Protestant Middle Class, 1870-1914*. Thèse de doctorat, Montréal, Université McGill, 1991. 396 p.

GRANET, Frédérique. « Le père au regard du droit ». Dans Jean Delumeau, et Daniel Roche (dir.). *Histoire des Pères et de la Paternité*. Paris, Larousse, 2000, coll. « In extenso », 535 p.

GRISWOLD, Robert L. *Fatherhood in America : A History*. New-York, Basic Books, 1993. 368 p.

LaROSSA, Ralph. « The Culture of Fatherhood in the Fifties : A Closer Look ». *Journal of Family History*, vol. 29, no 1 (janvier 2004), 47-70 p.

MARSH, Margaret. « Suburban Men and Masculine Domesticity, 1870-1915 ». *American Quarterly*, vol. 40, no 2 (juin 1988), p. 165-186.

RUTHERDALE, Robert. « Fatherhood, Masculinity, and the Good Life During Canada's Baby Boom, 1945-1965 ». *Journal of Family History*, vol. 24, no 3 (1999), p. 351-373.

RUTHERDALE, Robert. « Fatherhood and Masculine Domesticity During the Baby Boom : Consumption and Leisure in Advertising and Life Stories ». Dans Lori Chambers, et Edgard-André Montigny (dir.). *Family Matters. Papers in Post-Confederation Canadian Family History*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1998, p. 309-333.

B) EN HISTOIRE DE LA FAMILLE

BOUCHARD, Gérard, Jeannette LAROUCHE et Lise BERGERON. « Donation entre vifs et inégalités sociales au Saguenay. Sur la reproduction familiale en contexte de saturation de l'espace agraire ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, no 3 (hiver 1993), p. 443-461.

BRADBURY, Bettina. « Feminist Historians and Family History in Canada in the 1990s ». *Journal of Family History*, vol. 25 (juillet 2000), p. 362-383.

BRADBURY, Bettina. *Familles ouvrières à Montréal : âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*. Trad. de l'anglais par Christiane Teasdale. Montréal, Boréal, 1995. 368 p.

CHUNN, Dorothy E. *From Punishment to Doing Good : Family Courts and Socialized Justice in Ontario, 1880-1940*. Toronto, University of Toronto Press, 1992. 249 p.

CLICHE, Marie-Aimée. « “Est-ce une bonne méthode pour élever les enfants?” Le débat sur les punitions corporelles dans les courriers du coeur au Québec de 1925 à 1969 ». *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 4 (décembre 2001), p. 662-689.

COMACCHIO, Cynthia. « “The History of Us” : Social Science, History, and the Relations of Family in Canada ». *Labour/Le Travail*, vol. 46 (automne 2000), p. 167-220.

CÔTÉ, Liette. *La vieillesse au Québec au XIX^e siècle : le cas de Saint-Hyacinthe, 1861-1891*. Mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1998. 230 p.

DAGENAIS, Daniel. *La fin de la famille moderne : signification des transformations contemporaines de la famille*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000. 267 p.

DÉPATIE, Sylvie. « La transmission du patrimoine dans les terroirs en expansion : un exemple canadien au XVIII^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 2 (automne 1990), p. 171-198.

GOSSAGE, Peter. *Families in Transition : Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe*. Montreal, McGill-Queen's University Press, 1999. 299 p.

HAREVEN, Tamara K. « The History of the Family and the Complexity of Social Change ». *American Historical Review*, vol. 96, no 1 (février 1991), p. 95-124.

HAREVEN, Tamara K. « Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, no 2 (automne 1985), p. 185-209.

MARCEAU, Nathalie. *Une transition importante dans la vie du jeune adulte : le départ du foyer familial, dans le canton d'Ely, entre 1925 et 1970*. Mémoire de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1998. 130 p.

MODELL, John, et Theodore HERSHBERG. « Social Change and Transition to Adulthood in Historical Perspective ». *Journal of Family History*, vol. 1 (1976), p. 7-32.

C) EN HISTOIRE DU DROIT

BACKHOUSE, Constance. *Petticoats and Prejudice : Women and Law in Nineteenth Century Canada*. Toronto, Women's Press, 1991. 467 p.

BACKHOUSE, Constance. « Pure Patriarchy : Nineteenth-Century Canadian Marriage ». *McGill Law Journal*, vol. 31 (1986), p. 264-312.

BACKHOUSE, Constance. « Desperate Women and Compassionate Courts : Nineteenth-Century Infanticide in Canada ». *University of Toronto Law Journal*, vol. 34 (1984), p. 447-478.

BACKHOUSE, Constance. « Involuntary Motherhood : Abortion, Birth Control and Law in Nineteenth Century Canada ». *Windsor Yearbook of Access to Justice*, vol. 3 (1983), p. 61-130.

BACKHOUSE, Constance. « Shifting Patterns in Nineteenth-Century Canadian Custody Law ». Dans D. H. Flaherty (dir.). *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 1. Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 212-248.

- CLICHE, Marie-Aimée. « Un secret bien gardé : l'inceste dans la société traditionnelle québécoise, 1858-1938 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, no 2 (automne 1996), p. 201-226.
- CLICHE, Marie-Aimée. « Les procès en séparation de corps dans la région de Montréal, 1795-1879 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 1 (été 1995), p. 3-33.
- CLICHE, Marie-Aimée. « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 1 (été 1990), p. 31-60.
- COCHRANE, Glynn. *Development Anthropology*. New York, Oxford University Press, 1971. 125 p.
- DELEURY, Édith, Michèle RIVET et Jean-Marc NEAULT. « De la puissance paternelle à l'autorité parentale : Une institution en voie de trouver sa vraie finalité ». *Les Cahiers de droit*, vol. 15 (1974), p. 779-870.
- De SOUSA SANTOS, Boaventura. « Droit : une carte de lecture déformée. Pour une conception post-moderne du droit ». *Droit et société*, no 10 (1988), p. 379-405.
- GAGNON, Serge. *Mariage et famille au temps de Papineau*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993. 300 p.
- GARNEAU, Jean-Philippe. « Droit et "affaires de famille" sur la Côte-de-Beaupré : histoire d'une rencontre en amont et en aval de la Conquête britannique ». *Revue juridique Thémis*, vol. 34, no 2 (2000), p. 515-561.
- GÖLZ, Annalee. « "If a Man's Wife Does Not Obey Him, What Can He Do?" Marital Breakdown and Wife Abuse in Late Nineteenth-Century and Early Twentieth-Century Ontario ». Dans Louis A. Knafla, et Susan W.S. Binnie (dir.). *Law, Society and the State: Essays in Modern Legal History*. Toronto, University of Toronto Press, 1995, p. 323-350.
- JOYAL, Renée. « L'évolution des modes de contrôle de l'autorité parentale et son impact sur les relations entre parents et enfants dans la société québécoise ». *International Journal of Canadian Studies*, numéro hors série (hiver 1993), p. 73-93.
- MARQUIS, Greg. « Law, Society and History : Whose Frontier? ». *Acadiensis*, vol. 21 (printemps 1992), p. 162-174.
- McCALLUM, Margaret. « Canadian Legal History in the Late 1990s : A Field in Search of Fences? ». *Acadiensis*, vol. 27, no 2 (printemps 1998), p. 151-166.
- MOORE, Sally Falk. *Law as Process. An Anthropological Approach*. Oxford, James Currey, 2000, 2^e éd. (1978). 270 p.

- NOOTENS, Thierry. *To be Quiet, Orderly, Obedient and Industrious : la normalité dans le district judiciaire de Saint-François entre 1880 et 1920 d'après l'interdiction des « malades mentaux »*. Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 1997. 159 p.
- OGILVIE, M. H. « Recent Developments in Canadian Law : Legal History ». *Ottawa Law Review*, vol. 19, no 1 (1987), p. 225-254.
- POUND, Roscoe. « Contemporary Juristic Theory ». Dans D. Lloyd (dir.). *Introduction to Jurisprudence*. London, Stevens, 1965, p. 247-252.
- SELZNICK, Philip. « The Sociology of Law ». Dans R. K. Merton, et L. S. Cottrell (dir.). *Sociology Today : Problems and Prospects*. New York, Basic Books, 1959, p. 115-127.
- SNELL, James G. *In the Shadow of the Law. Divorce in Canada, 1900-1939*. Toronto, University of Toronto Press, 1991, coll. « Social history of Canada », 45. 322 p.
- VEINOTT, Rebecca. « Child Custody and Divorce : A Nova Scotia Study 1866-1910 ». Dans Philip Girard, et Jim Phillips (dir.). *Essays in the History of Canadian Law*, vol. 3 : *Nova Scotia*. Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 273-302.
- WHAN, Eric, Tamara MYERS et Peter GOSSAGE. « Stating the Case : Law Reporting in Nineteenth-Century Quebec ». Dans Donald Fyson, Colin M. Coates et Kathryn Harvey. *Class, Gender and the Law in Eighteenth and Nineteenth-Century Quebec: Sources and Perspectives*. Montréal, Montreal History Group, 1993, p. 55-79.
- YOUNG, Brian. *The Politics of Codification : The Lower Canadian Civil Code of 1866*. Montreal, Osgoode Society for Canadian Legal History / McGill-Queen's University Press, 1994. 264 p.

D) HISTOIRE DU GENRE

- DARSIGNY, Maryse, et al. (dir.). *Ces femmes qui ont bâti Montréal*. Montréal, Remue-ménage, 1994. 627 p.
- DUMONT, Micheline, et al. *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour, 1992, 2^e éd. (1985). 646 p.
- HÉBERT, Karine. « Une organisation maternaliste au Québec : La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 3 (hiver 1999), p. 315-344.
- HUBERT, Olliver. « "Féminin/masculin : l'histoire du genre" ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 4 (printemps 2004), p. 473-479.

PARR, Joy. *The Gender of Breadwinners : Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1850-1950*. Toronto, University of Toronto Press, 1991. 314 p.

SCOTT, Joan. « Genre : une catégorie utile d'analyse historique ». *Cahiers du GRIF*, nos 37-38 (printemps 1988), p. 41-67.

E) HISTOIRE DU QUÉBEC

FERRETTI, Lucia. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*. Montréal, Boréal, 1999. 203 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT. *Histoire du Québec contemporain*. Tome 1 : *De la Confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal, Boréal, 1989, coll. « Boréal compact », no 14. 2 t.

IV. SOURCES NUMÉRIQUES

Cour suprême du Canada. *Cour suprême du Canada - Pierre Basile Mignault* [en ligne]. Ottawa, dernière mise à jour le 12 mars 2007. http://www.scc-csc.gc.ca/aboutcourt/judges/mignault/index_f.asp, consulté le 10 avril 2007.

Fathers-4-Justice. *Fathers-4-Justice Canada* [en ligne]. Montréal, créé en 2004, dernière mise à jour en 2009. <http://www.fathers-4-justice.ca/fr/action.html>, consulté le 2 août 2009.

Institut de la statistique du Québec. *Nombre de divorces et indice synthétique de divortialité, Québec, 1969-2005* [en ligne]. Québec, Gouvernement du Québec, dernière mise à jour en 2009. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/etat_matrm_marg/6p4.htm, consulté le 2 août 2009.

L'Association Internet pour la promotion des droits de l'homme. *aidh.org : l'éducation aux droits de l'homme en français* [en ligne]. Genève, Aidh-Genève, créé en 2000, dernière mise à jour en 2009. http://www.aidh.org/DE/DE_decla_03.htm, consulté le 3 août 2009.

Le Conseil national des femmes du Canada. *National Council of Women of Canada* [en ligne]. NCWA, créé en 2002, dernière mise à jour en 2009. http://www.ncwc.ca/aboutUs_history.html, consulté le 3 août 2009.